

MED 2050 MODULE 2

Visions contrastées sur l'avenir de la Méditerranée

RAPPORT PRELIMINAIRE

MED2050

Building the Mediterranean future together
Construisons ensemble l'avenir de la Méditerranée
لنبني معًا مستقبل المتوسط

Table des matières

Table des matières	2
Table des illustrations	4
Introduction	6
I- Présentation et objectifs de MED 2050	6
II- Le Module 1 - Le socle prospectif	6
III - Objectifs et structuration du Module 2 - Visions sur le futur de la Méditerranée	7
Partie 1 : L'enquête "Personnalités"	8
I - Présentation de l'enquête	8
II - Synthèse des opinions et observations recueillies	11
1. Inquiétude face à la dégradation de la situation en Méditerranée	11
a) Des visions globalement très pessimistes	11
b) Refus unanime de l'inaction	12
c) Des raisons d'espérer	13
2. Un même constat mais des solutions divergentes	15
a) Des divergences sur le modèle politique libéral et sur la place de la Méditerranée dans le monde	15
b) Des divergences aussi sur le libéralisme économique, le recours à la technologie ou les choix énergétiques	16
c) Visions divergentes sur les modes de vie	16
3. La ruralité : un angle mort dans les entretiens	17
Partie 2 - Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée	18
I - Présentation de l'atelier	18
1. Objectifs de la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée	18
2. Méthode utilisée	18
a) Le défi de la projection dans le futur	18
b) L'élaboration des trois fictions contrastées	19
c) Résumé des trois fictions	20
3. Organisation et déroulement de l'atelier	22
II - Enseignements de l'atelier	24
1. Objectif de l'analyse globale	24
2. Synthèse des résultats	25
a) Les réactions aux fictions	25
b) Dix points à retenir	26
3. Les futurs les plus probables	27
4. Les plus grands consensus	28
5. Les plus grands dissensus	28
6. Sujets à controverses	29
a) Les solutions technologiques en question	29
b) Des transformations des territoires plus ou moins souhaitées	30

c) Un débat autour de la sobriété	31
d) Un équilibre à trouver entre individualisme et altruisme	31
e) Des relais nécessaires entre les gouvernements et les citoyens	32
f) La coopération internationale sous condition	33
7. Des contrastes entre le Nord, le Sud et l'Est	34
8. Une volonté globale de coopération entre jeunes du pourtour méditerranéen	34
Conclusion	36
I - Synthèse comparative des deux démarches sur les visions	36
1. Des visions pessimistes mais une volonté commune d'agir	36
2. Un passage de relais aux nouvelles générations	36
II - Suites du projet MED 2050	37
Annexe	38
I - Entretiens compilés et résumés	38
1. Entretiens de personnalités hors du projet MED 2050	38
a) Entretiens avec des personnalités de l'Est de la Méditerranée	38
b) Entretiens avec des personnalités du Nord de la Méditerranée	51
c) Entretiens avec des personnalités du Sud de la Méditerranée	93
2- Réponses au questionnaire par des personnalités inscrite à la plateforme MED 2050	111
a) Réponses au questionnaire par des personnalités de l'Est de la Méditerranée	111
b) Réponses au questionnaire avec des personnalités du Nord de la Méditerranée	113
c) Entretiens par des personnalités du Sud de la Méditerranée	121
d) Réponses d'une personnalité de l'Europe du Nord	124

Table des illustrations

Encadrés

Encadré 1. Questionnaire “Personnalités” - Trois questions sur la Méditerranée et ses avènements possibles	9
Encadré 2. Réflexions de participants sur la “Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée”	35

Figures graphiques

Figure 1. Proportion des nationalités des personnes interviewées	9
Figure 2. Répartition des catégories d’acteurs interviewés	10
Figure 3. Nationalités des répondants au questionnaire en ligne	10
Figure 4. Pays d’origine des participants à l’atelier	22
Figure 5. Âge des participants	23
Figure 6. Genre des participants	23
Figure 7. Situation professionnelle des participants	23
Figure 8. Niveau d’études des participants	23
Figure 9. Type de territoire d’habitation des participants	23
Figure 10. Principales préoccupations des participants	23

Remerciements : Le Plan Bleu tient à remercier chaleureusement toutes les personnes ayant participé à la réalisation de ce module 2, tout particulièrement les personnalités qui ont accepté de répondre à notre questionnaire, l'ensemble des jeunes qui ont participé à la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée qui s'est tenue le 2 mars 2021, ainsi que Julie Rieg (Sociologue, *Change it Use it*) et Ninon Douhard (*Usbek et Rica*) pour leur travail dans l'organisation de cet atelier.

Auteurs : Ce rapport préliminaire a été établi par Aloïs Aguetant, Khadidja Amine, Antoine Dolez, Evan Le Poul. La Partie 2 sur la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée reprend les principaux éléments du rapport sur cet atelier établi par Julie Rieg, Consultante.

Direction scientifique : Denis Lacroix, Jacques Theys

Contributeurs : Maxime Chabrier Journiac, Anna Goubert, François Guerquin, Lina Tode

Sous la coordination de : Khadidja Amine

Citation d'usage : Plan Bleu (2022), MED 2050 Module 2 - Visions contrastées sur l'avenir de la Méditerranée, rapport préliminaire.

Date de publication : Novembre 2022

Limitations de responsabilité :

Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations partenaires.

Le Plan Bleu reconnaît que la langue peut être un moyen de participer à véhiculer des idées de façon non-discriminante, et notamment de promouvoir l'égalité de genre. Dans le présent rapport, le masculin générique désigne tous les individus, quels que soient le sexe ou l'identité de genre de la personne. Toutefois, cet usage ne vise pas à reproduire des préjugés de genre. Reconnaître que le masculin est utilisé par défaut mais qu'il n'est pas nécessairement représentatif permet de faire un premier pas vers une écriture plus inclusive.

Introduction

I- Présentation et objectifs de MED 2050

Le contexte méditerranéen a beaucoup évolué depuis le dernier exercice de prospective du PAM publié en 2005. De ce fait, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone ont confié au Plan Bleu la réalisation d'un nouvel exercice à horizon 2050 : MED 2050.

Conformément aux objectifs du projet fixés par la feuille de route¹ définie dans deux textes adoptés par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone, la démarche du programme MED 2050 a été structurée en cinq grandes phases – ou modules :

1. Une première phase, à la fois quantitative et qualitative, vise à constituer une base d'analyse du système méditerranéen par l'exploration des tendances, ruptures, et signaux faibles propres à celui-ci et à hiérarchiser les enjeux (risques ou opportunités) pour l'environnement et le développement durable aux horizons 2030 – 2050.
2. Une deuxième phase vise à consulter les parties-prenantes et co-construire des visions contrastées du futur du développement et de l'environnement en Méditerranée – avec des acteurs (représentants des mondes politiques, économiques et scientifiques, associations environnementales, réseaux de jeunes, etc.) et des experts des trois sous-régions Sud, Est et Nord.
3. Une troisième phase ambitionne d'élaborer plusieurs scénarios contrastés aux horizons 2030 – 2050, en prenant appui sur les travaux précédents.
4. Une quatrième phase, plus stratégique, est centrée sur la réflexion et la comparaison des chemins de transition possibles vers un développement durable – à partir des scénarios précédents – en mobilisant experts et parties-prenantes.
5. La dernière phase propose de valoriser les résultats, en direction de plusieurs publics : le système PNUE/PAM-Convention de Barcelone, les pays concernés, le grand public, les médias, la société civile, la communauté scientifique, etc.

II- Le Module 1 - Le socle prospectif

Le module 1 est une phase préalable de construction du socle prospectif s'appuyant sur le travail d'experts réunis au sein du groupe de prospective MED 2050. Cette étape a consisté tout d'abord en la caractérisation d'une liste de tendances lourdes, ruptures et signaux faibles pouvant influencer l'évolution du système méditerranéen et la hiérarchisation des ruptures en fonction de leur probabilité d'occurrence et de leurs impacts potentiels. Les experts ont construit un corpus de 35 fiches variables afin d'analyser les différentes dimensions et thématiques du système méditerranéen. La synthèse de ce travail a fait l'objet d'un rapport intitulé : [“MED 2050 – MODULE 1 : Le socle prospectif – Rapport préliminaire”](#).

¹ Décision IG.23/4 de la Convention de Barcelone, Annexe II Feuille de route MED 2050 pour une nouvelle étude prospective sur l'environnement et le développement en Méditerranée ; Décision IG.24/4 de la Convention de Barcelone, Annexe III Feuille de route révisée de l'étude de prospective MED 2050.

III - Objectifs et structuration du Module 2 - Visions sur le futur de la Méditerranée

En complément des travaux d'experts menés dans le module 1 et conformément à la feuille de route Med 2050² soulignant l'importance d'intégrer une dimension participative à l'exercice prospectif, le module 2 a pour objectif de consulter différentes parties prenantes et de prendre en considération leurs visions sur le futur de la Méditerranée. Le module 2 est donc conçu comme une phase de consultation des acteurs et de co-construction de visions différenciées du futur du développement et de l'environnement en Méditerranée, avec des acteurs et des experts des trois sous-régions Sud, Est, et Nord. Les caractéristiques essentielles de cette démarche s'appuient sur la volonté de prendre en compte l'hétérogénéité des sous-régions méditerranéennes, à l'intérieur d'une approche prospective globale de la région, en impliquant les experts et un panel diversifié des acteurs des sociétés civiles concernées.

Parmi les différentes possibilités proposées par la méthodologie de cadrage du module 2 pour mettre en évidence les différences de visions du futur propres aux différentes régions (travaux en atelier, consultations individuelles, questionnaire, combinaison entre ateliers et consultations), deux pistes ont été retenues, compte tenu du contexte sanitaire dans lequel s'est inscrit la mise en œuvre de ce module : une enquête auprès de personnalités représentatives de l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen, et un atelier rassemblant des jeunes méditerranéens ayant des profils différents, intitulé "Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée".

² "Contrairement à la plupart des analyses identifiées par l'étude de benchmark, MED 2050 ne s'appuiera pas uniquement sur des travaux d'experts. Les Parties contractantes et parties prenantes seront consultées sur leurs visions pour le futur de la Méditerranée (leurs points de vue et aspirations), avec l'objectif de partager des visions potentiellement contrastées à travers les sous-régions de la Méditerranée ", in Décision IG.24/4 de la Convention de Barcelone, Annexe III Feuille de route révisée de l'étude de prospective MED 2050.

Partie 1 : L'enquête "Personnalités"

I - Présentation de l'enquête

L'enquête "Personnalités" s'est déroulée sous forme d'entretiens réalisés lors d'interviews en présentiel ou par visioconférence. Certaines réponses ont été obtenues via un questionnaire en ligne soumis à des personnalités inscrites sur la plateforme MED 2050. L'ensemble des sondés ont répondu à une série de 3 questions avec, en dernière partie, une invitation à un commentaire libre.

Le questionnaire était formulé comme suit :

TROIS QUESTIONS sur la Méditerranée et ses avenir possibles

*Dans le cadre du **projet d'étude prospective MED 2050**, mené par le Plan Bleu dans le cadre du Plan d'Action pour la Méditerranée des Nations Unies, nous souhaitons **interroger des personnes de profils et d'origines diverses sur leur vision des futurs possibles de la Méditerranée** – à la fois comme région et comme mer. L'objet de cet exercice MED 2050 est de s'appuyer sur **une anticipation des problèmes de la Méditerranée** (hors mer Noire) à l'horizon 2050 (environ une génération) pour comparer différents chemins de transition vers une Méditerranée plus durable au milieu du siècle et permettre ainsi d'éviter les crises les plus graves et les plus probables.*

*Le questionnaire est structuré en **trois questions** allant de la perception de la situation actuelle aux visions personnelles de ruptures ou de transformations sur le long terme.*

Question 1 : Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont **les défis majeurs (problèmes et opportunités)** que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

Question 2 : Quelles visions avez-vous de **ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable**, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

Le souhaitable :

L'inacceptable :

Question 3 : Quelles sont les **ruptures ou transformations nécessaires** pour aller vers votre **vision souhaitable**, ou éviter ce que vous considérez comme **inacceptable** à long terme ?

Pour aller vers le souhaitable

Pour éviter l'inacceptable

Commentaire libre :

Encadré 1. Questionnaire "Personnalités" - Trois questions sur la Méditerranée et ses avenir possibles

Les entretiens et réponses aux questionnaires ont été rendus anonymes, afin de permettre la plus grande liberté d'expression aux personnalités interrogées. Toutefois, afin d'analyser les points de convergence ou de divergence entre les différents entretiens, les profils des personnalités interrogées ont été caractérisés selon quatre critères :

- Catégories d'acteurs : société civile, monde politique, monde scientifique, monde académique, monde économique (ou dit « des affaires »), monde artistique³ ;
- Sous-régions : Est, Nord, Sud ;
- Tranches d'âge : 20-40, 40-60, > 60⁴ ;
- Genres : homme, femme⁵.

Les membres du Plan Bleu ont réalisé quarante-deux entretiens. L'ensemble des pays du pourtour méditerranéen sont représentés (Figure 1) avec la prise en compte d'une grande diversité de catégories d'acteurs (Figure 2)

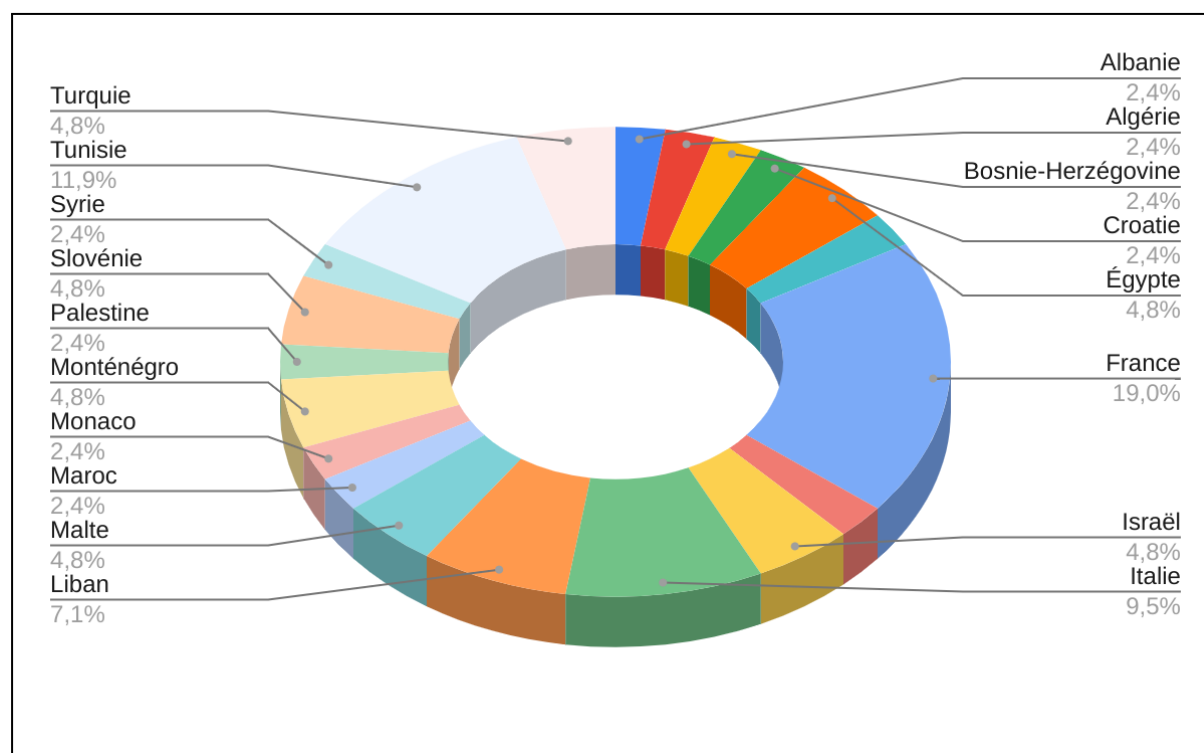


Figure 1 : Proportion des nationalités des personnes interviewées

³ Certaines personnes peuvent appartenir à plusieurs catégories d'acteurs en même temps (être scientifique et professeur, ou avoir un rôle académique mais aussi associatif par exemple). Ceci explique que l'analyse de la répartition suivant ce critère débouche sur un nombre supérieur à celui des personnes interviewées.

⁴ Ce critère est approximatif car l'âge n'a pas été demandé au cours de l'entretien, mais a été estimé par l'enquêteur

⁵ Le Plan Bleu reconnaît que les identifications de genre peuvent ne pas être limitées au schéma binaire, mais en l'occurrence, tous les sondés s'identifiaient comme femme ou homme.

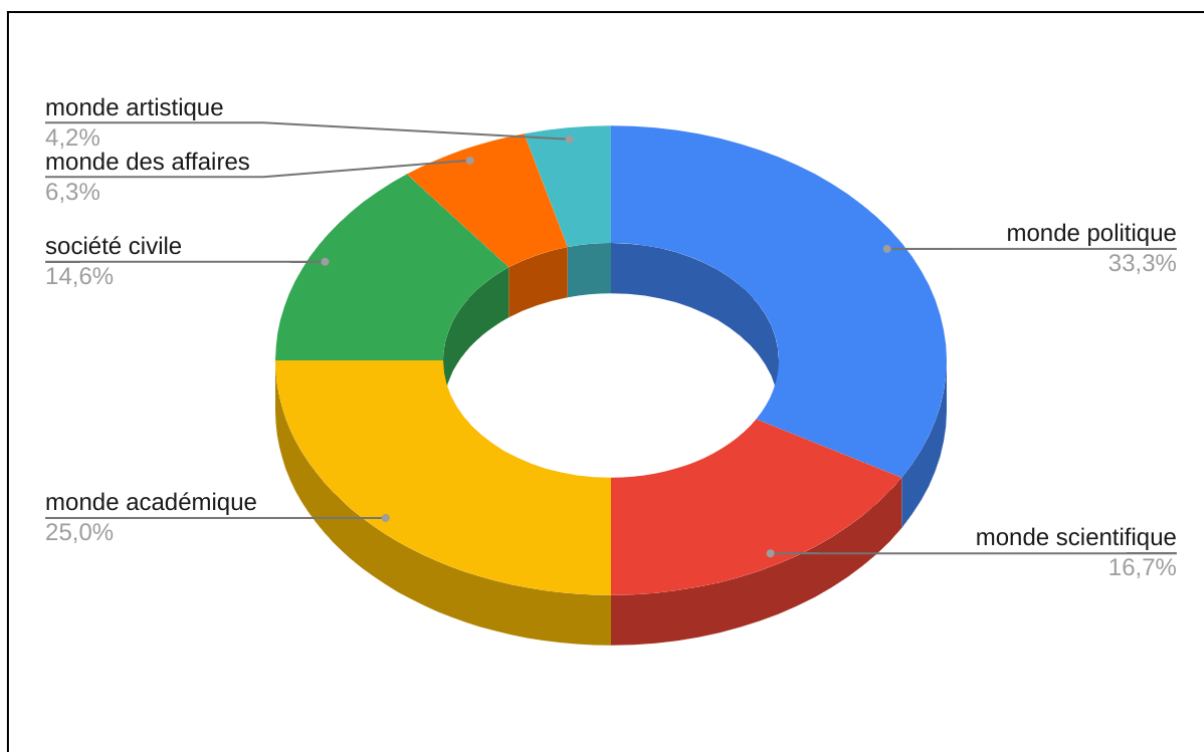


Figure 2 : Répartition des catégories d'acteurs interviewés

En complément aux interviews, le Plan Bleu a également soumis un questionnaire en ligne aux personnes inscrites sur la plateforme MED 2050. Ce questionnaire reproduisait les mêmes questions que celles posées lors des interviews. Un total de quinze réponses a été obtenu, sans que soit représenté l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen (Figure 3).

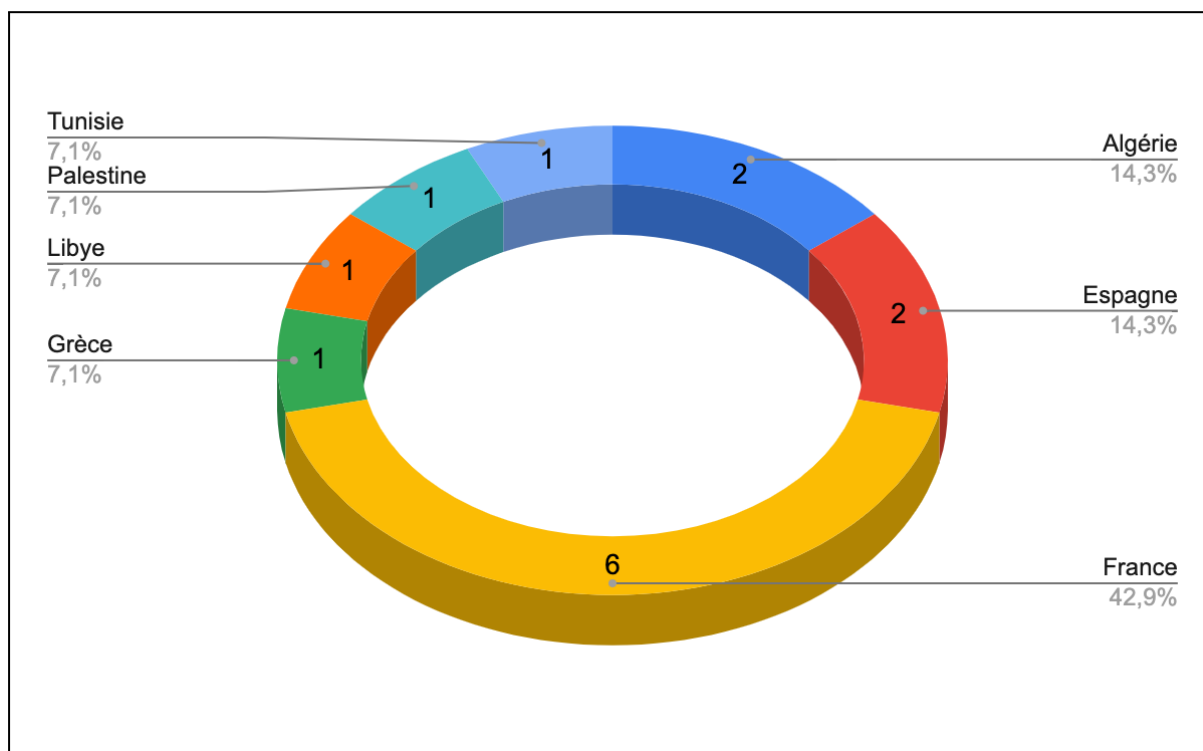


Figure 3 : Nationalités des répondants au questionnaire en ligne

II - Synthèse des opinions et observations recueillies

L'étude des entretiens réalisés montre un certain nombre de points récurrents, autour d'un même constat général : les sociétés méditerranéennes sont en crise. La dégradation de l'environnement, les tensions sociales et politiques, et l'augmentation des inégalités sont mises en avant dans des visions qui sont globalement pessimistes. Cependant, face à cette situation alarmante, les enquêtés refusent de se résigner et plaident pour une rupture avec le modèle de société dominant.

1. Inquiétude face à la dégradation de la situation en Méditerranée

a) Des visions globalement très pessimistes

Certains sondés expriment la difficulté d'avoir une vision optimiste de l'avenir – *“Nous dansons sur le Titanic !”* – ou l'idée que l'interaction entre tous les défis présents en Méditerranée constitue une sorte de *“bombe à retardement”*.

Des craintes vis-à-vis des dégradations de l'environnement

Ces visions pessimistes reposent sur la constatation des perturbations majeures que la région connaît actuellement :

- **L'impact du changement climatique** : c'est une affirmation qui apparaît dans quasiment tous les entretiens, souvent en premier, et souvent détaillée, en insistant sur l'idée que nous allons dépasser les “points de basculement” (*“tipping points”*), malgré les alertes répétées des scientifiques depuis des décennies. Certains enquêtés évoquent des situations dramatiques, voire apocalyptiques, comme la disparition de villes ou d'îles avec la montée de la mer.
- **La pollution**, plutôt chimique, avec la mention fréquente de la pollution plastique (*“une mer de plastique”*), phénomène considéré en accélération.
- **Pour la mer**, sont évoqués le trafic maritime intense (et polluant), la surpêche, la pêche illégale et le tourisme qui menace directement les écosystèmes marins.
- **L'utilisation non durable des ressources**, avec en tête l'érosion de la biodiversité, mais aussi la diminution de la ressource en eau. Néanmoins, le message est plus nuancé sur ce dernier facteur, car certains perçoivent cet enjeu comme une clé du développement et de la paix, ainsi qu'un élément central de la qualité de vie et du développement des sociétés méditerranéennes. L'enjeu de la qualité de l'eau, notamment sur le littoral (tourisme balnéaire) est aussi souligné, en lien avec tous les composants de la gestion des bassins versants.

Ces facteurs sont intégrés dans un ensemble d'éléments interdépendants (ou « Nexus ») eau – sécurité alimentaire – énergie – environnement, qui est présenté comme une priorité globale majeure car sa faillite serait fatale pour le bassin.

Dans les entretiens se retrouve le constat quasi unanime que la dégradation des milieux naturels – sous la pression des activités humaines – **risque de peser sur les équilibres de long terme des écosystèmes avec des risques d'irréversibilité**. Cette évolution est d'autant plus alarmante pour certains que ces

changements sont rapides et sans précédent dans l'histoire: "[c'est une] *situation totalement inédite dans l'histoire humaine, pas tant au niveau de la complexité des problèmes à résoudre qu'au niveau de la rapidité à laquelle on a besoin de les résoudre*"; plus globalement : "*ce défi est probablement le plus grand défi que l'humanité ait jamais eu à relever*".⁶

Mais aussi vis-à-vis des tensions politiques, sociales et internationales

À ce tableau global sombre de l'environnement s'ajoutent **des situations socio-économiques et politiques déjà tendues**. Les inégalités Nord-Sud sont en effet non seulement mises en avant comme une des caractéristiques essentielles de la région, mais aussi comme un facteur déstabilisant sur le triple plan géopolitique, économique et social. De nombreux interviewés constatent à regret que ces inégalités s'accroissent entre les deux rives.

L'explosion démographique est aussi souvent citée. Les personnalités de la rive Est notamment s'inquiètent de ce phénomène, quand celles de la rive Nord sont préoccupées par la concentration de la population sur les zones côtières, avec parfois l'expression de visions très sombres : des guerres résulteront du manque d'eau et de l'explosion démographique, ou des conflits sociaux risquent d'éclater dans les périphéries, en raison du développement anarchique de nombreuses villes méditerranéennes. Il y a comparativement peu de références aux **migrations** en tant qu'amorce de crise ; ce défi, mentionné régulièrement, est perçu comme un enjeu majeur mais résultant des autres défis (géopolitiques, environnementaux...) et la réponse à y apporter est vue comme indirecte.

Beaucoup d'importance est attachée au positionnement de la Méditerranée dans le paysage géopolitique global. La crainte est exprimée que les pays méditerranéens se lient aux blocs extérieurs, à une période où cette notion est en pleine redéfinition. Les opinions sur le sujet, peu nombreuses, préconisent aux pays méditerranéens de conserver une certaine neutralité. Un sondé affirme ainsi que "*Les pays méditerranéens doivent prôner leur neutralité vis-à-vis des grands blocs politiques et militaires. La Méditerranée, c'est aussi la rencontre de beaucoup de bellicistes. C'est l'affrontement des impérialismes qui veulent s'approprier cette région*".

Des influences géopolitiques majeures sont anticipées, comme l'importance prise par des acteurs étatiques extérieurs à la région notamment la Russie et la Chine (avec des inquiétudes sur l'investissement de cette dernière, dont on ignore les ambitions de long terme pour la région). Aujourd'hui, la Méditerranée est considérée dans une situation critique, parce que le système international se fragmente, et qu'au scénario de globalisation se substitue petit à petit un scénario de régionalisation au mieux, de fragmentation au pire, caractérisé par les interactions de plusieurs blocs plutôt en situation de compétition qu'en position de coopération.⁷

b) Refus unanime de l'inaction

De manière générale, pour beaucoup de sondés, **le scénario tendanciel (*Business as Usual*) ou l'indifférence face aux problèmes présents et futurs sont jugés inacceptables** et suscitent incompréhension et indignation. Un sondé exprime ainsi cette idée : "*le laisser faire est suicidaire pour tous les riverains de cette mer*", et un autre s'insurge : "*on ne peut pas supporter l'idée d'avoir encore des plans (versus action). Nous connaissons les effets de l'inaction*". Un enquêté résume cette idée du refus de

⁶ Citation tirée d'un entretien en anglais, cit. originale : "*maybe it is the greatest challenge that humanity has ever faced*".

⁷ Cette idée d'une Méditerranée plongée dans un monde multipolaire est une composante majeure du scénario 3 : "*Croissance à tout prix dans une Méditerranée éclatée*" (cf. Module 3 MED 2050).

l'inaction par une formule lapidaire : *“L'inacceptable : C'est très facile: Le statu quo. On commettrait notre hara kiri!”*.

Le reproche du saupoudrage des financements d'aide au développement ou de protection des milieux naturels, des accords bilatéraux sans considération du bien commun régional, vise les **approches ne traitant pas la globalité des problématiques régionales**. Plusieurs témoignages appellent de leurs souhaits une autre façon d'aborder les problématiques, avec **une nécessité de penser sur le long terme**, à 30-40 ans (ce qui serait une rupture) et de **sortir d'une pensée en silo (disciplinaire)** pour adopter une approche plus holistique des enjeux, en Méditerranée : *“Le défi va être de savoir comment sortir des silos et travailler beaucoup plus de façon transversale. Je ne peux pas parler d'eau si je ne parle pas d'éducation, de formation, d'agriculture, d'industrie et de culture ; pour moi c'est fondamental”*.

c) Des raisons d'espérer

De nombreux motifs d'espoir

Si les entretiens mentionnent presque tous **la notion de crise, l'espoir y reste toujours associé**, arguant que les crises et leurs effets potentiellement cathartiques, sont des éléments nécessaires pour trouver de nouveaux modèles, et qu'elles constituent ainsi des opportunités, comme en témoignent ces citations : *“les humains n'agissent que quand il est trop tard, et cela est manifeste sur plusieurs sujets”⁸, “nous n'avançons que quand un accident grave nous arrive”⁹, “c'est fascinant de voir à quel point une crise profonde peut ouvrir des perspectives vers un futur meilleur. Je pense que c'est ce que nous traversons aujourd'hui, de multiples crises [sont] nécessaires pour trouver de nouveaux modèles.”¹⁰ ou “tant qu'on ne sort pas avec un masque à gaz dans la rue, on se dira toujours que le problème est lointain”, “seules les crises révèlent que le cadre collectif a du sens en Méditerranée”¹¹.*

Certains enquêtés expriment l'idée d'une **Méditerranée comme laboratoire de solutions**, voire comme un modèle de développement innovant qui peut inspirer d'autres régions du monde, car le bassin concentre tous les problèmes que l'on rencontre sur le globe. Un sondé précise par exemple : *“par rapport à d'autres mers, ce qu'on réussira à transformer en Méditerranée si on accélère l'action, pourra servir de modèle ailleurs où la complexité des problèmes est moindre”* et un autre : *“il faut qu'on devienne une région particulière, ouverte et libre, avec un espace économique commun en partage”*. Certains sondés s'accordent à penser qu'une macro-région centrée sur les pays riverains de la Méditerranée pourrait permettre une mise en commun de projets et la mise en place d'un socle commun de règles obligatoires évolutives et cela, quelles que soient les situations politiques, économiques, sociales des différents pays de la région, leur devenir étant tributaire de la concertation et de leur travail en commun.¹²

La Méditerranée est une région qui conserve un dynamisme démographique au Sud et à l'Est, et les sondés entretiennent **l'espoir que les changements viendront de la jeunesse**, en marge des institutions. Cette idée est majoritairement exprimée par les personnes évoluant (ou ayant évolué) dans les institutions politiques et les structures internationales. La nouvelle génération est ainsi perçue comme une

⁸ Idem. Cit. originale : *“Humans don't act until it's too late, we are simply showing that on many fronts”*.

⁹ Idem. Cit. originale : *“Only when a serious accident happens we move”*.

¹⁰ Idem. Cit. originale : *“It's amazing how much a profound crisis opens up in terms of a future better world in the sense that these crises, and I think that's what we are going through now, are necessary crises to find the new models”*.

¹¹ Cette idée de crise associée à la notion de résilience constitue l'élément moteur du scénario 2, “Chocs des crises et adaptations forcées” (cf. Module 3 MED 2050).

¹² Cette idée de la Méditerranée comme laboratoire de solutions innovantes pour les autres régions du monde est au cœur du scénario 5 “Un autre modèle de développement durable spécifiquement méditerranéen” (cf. Module 3 MED 2050).

chance et une opportunité, car le changement se fera sous la pression de cette dernière. La proposition qui suit résume bien cette vision : *“Il faut laisser la place aux jeunes. On ne peut plus essayer de trouver des solutions aux problèmes avec les solutions basées uniquement sur le passé. Il faut un changement de paradigme, non seulement dans l’opérationnel mais aussi dans le conceptuel. Nous devons réfléchir autrement. Il est très difficile de changer pour des personnes avec une longue expérience de vie... il faut donc ici une rupture”*. En parlant de l’évolution de la jeunesse, certains évoquent **la fuite des cerveaux comme une problématique majeure** et insistent sur la nécessité de trouver des moyens d’endiguer ce phénomène en gardant les compétences acquises dans des pays qui en ont grand besoin.

Une autre idée largement partagée est celle de **l’intérêt d’investir dans le capital humain**, notamment à travers **l’éducation et la formation**, soulignées à maintes reprises comme des facteurs importants. Certains avancent l’idée d’introduire l’éducation à l’environnement et à la durabilité dès l’école maternelle.

Un désir de construire un projet collectif

Peu d’entretiens envisagent **une identité méditerranéenne unique mais c’est l’idée d’un creuset commun**, partagé entre tous les pays méditerranéens, celui d’une région ouverte à l’altérité, qui est mise en avant. Selon eux, s’il y a des identités plurielles, il y a aussi et surtout un patrimoine commun. Cette ambivalence peut constituer une grande force mais aussi une grande faiblesse, notamment dans un monde multipolaire où les différents pays du bassin collaborent peu, et sont en concurrence, voire en rivalité. Ainsi, comme le suggère un enquêté : *“Les valeurs fondamentales que nous partageons sont une force sur laquelle nous devons nous appuyer. Le problème est que bien souvent, les pays n’investissent pas dans ces points communs, mais plutôt dans leurs différences, parce que nous sommes dans un système très compétitif. Et donc ma richesse se construit sur vos dépenses”*.¹³ Il y a peut-être un désir d’identité méditerranéenne, conçoit un interviewé, mais cette identité spécifiquement méditerranéenne n’existe pas encore, en concluant par cette formule : *“quand on va du Nord au Sud, on est expatrié ou vacancier, alors que quand on va du Sud au Nord, on est un migrant”*.

S’il y a **peu de visions d’évolutions institutionnelles, en revanche, des souhaits forts d’intégration, de coopération régionale et de solidarité** sont exprimés. Le point de départ est le constat récurrent que le paysage institutionnel actuel, basé sur le Plan d’Action pour la Méditerranée (PAM) et l’Union pour la Méditerranée (UpM) a montré ses limites et n’est pas structuré pour contribuer efficacement à cette intégration. Ainsi, un sondé s’interroge : *“En Méditerranée, il y a un manque total de collaboration, d’intégration : le processus de Barcelone n’a pas porté ses fruits, ni l’Union pour la Méditerranée. L’Union européenne a privilégié des rapports bilatéraux qui n’ont pas eu de succès. Il faut changer de paradigme, pour aller vers un espace méditerranéen. Mais peut-on changer de paradigme quand on est dans un scénario de survie ?”*.

Une complémentarité entre les différentes rives de la Méditerranée est soulignée, mais il manque un cadre politique capable de l’organiser : *“Nous devrions créer quelque chose comme un Traité de Rome spécifique à la Méditerranée afin de mettre en place une communauté politique et poursuivre l’intégration”*¹⁴. Des exemples concrets - une assemblée de la Méditerranée avec un président par

¹³ Citation tirée d’un entretien en anglais, et traduite par nos soins, cit. originale : *“Fundamental values which are shared it is an asset and we need to build on. The problem is that often countries don’t build on that, but rather invest on the differences because we are in a very competitive system. And so my wealth translating to your spending”*. Cette idée se retrouve dans le scénario 3 “Croissance à tout prix dans une Méditerranée éclatée”.

¹⁴ Citation tirée d’un entretien en anglais, et traduite par nos soins, cit. originale : *“We should create something like Rome treaty for the Mediterranean in order to create a political community and pursue integration”*.

exemple - viennent appuyer un souhait répandu d'intégration renforcée, malgré le constat que la Méditerranée est, et a toujours été, une région de conflits. Un désir d'une **plus grande intégration des citoyens dans les processus de prise de décision, notamment dans la gouvernance locale**, est aussi à relever.

La Méditerranée comme bien commun ou "One Mediterranean" est mentionnée à plusieurs reprises. Elle reprend l'idée d'une communauté de destin car il est admis qu'en Méditerranée, les crises révèlent que le cadre collectif a du sens. De fait, comme les interdépendances vont croissant, il n'y a de réponses pertinentes que collectives : *"Si la Méditerranée est notre maison commune, notre bien commun, on pourrait être heureux de participer à la protéger. Si on a cette vision - quel est le bien commun ? - et quel est l'objectif majeur auquel on peut arriver ? Si on y va tous ensemble, on peut faire équipe comme sur un bateau de régates"*. Une personne mentionne même qu'on pourrait réécrire les lois, les systèmes juridiques et les jurisprudences afin de mieux prendre en compte les biens communs, dont la Méditerranée.¹⁵

2. Un même constat mais des solutions divergentes

Si le diagnostic de crise est unanime, **les solutions proposées pour y répondre sont très différentes**. En effet, la comparaison entre les entretiens fait état de dissensions aux niveaux politique et économique, et sur la question des modes de vie.

a) Des divergences sur le modèle politique libéral et sur la place de la Méditerranée dans le monde

Des désaccords apparaissent sur la présentation de la démocratie libérale comme « modèle de développement » à adopter par tous les pays. Plusieurs sondés affirment ainsi que ce **modèle démocratique adossé à une économie libérale, n'est pas adapté à de nombreux pays**, contrairement à ce qu'affirme la doctrine officielle de la plupart des institutions occidentales, comme les Commissions des Nations-Unies. Pour ces personnalités, des régimes forts ou autoritaires sont parfois plus efficaces pour gérer un pays et éviter des crises aiguës.

Certains sondés soulignent **le rôle moteur et positif de l'Union européenne** sur certains sujets, avec comme exemple, la directive-cadre "stratégie pour le milieu marin" (DCSMM), seul texte contraignant au monde portant sur l'objectif d'atteindre un bon état écologique du milieu marin. Face aux crises de la Covid ou de la guerre en Ukraine, la nécessité de co-construire la résilience des pays méditerranéens grâce à un partenariat Euro-méditerranéen¹⁶ fort, équilibré et continu est affirmé dans divers témoignages, notamment autour des défis suivants : la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la prospérité économique partagée. Ces défis exigent des réponses solidaires et transnationales. Néanmoins, **des réserves sont exprimées par certaines personnalités des rives Sud et Est**, notamment liées à la **question palestinienne et à la notion d'ingérence** : *"La méfiance perdurera tant que la question palestinienne ne sera pas résolue"*¹⁷ - *"Les réformes doivent venir de l'intérieur et pas être imposées de l'extérieur"*¹⁸.

¹⁵ Cette vision de la Méditerranée comme bien commun est le sujet du scénario 6 qui fait de la mer Méditerranéenne un bien commun mondial (cf. Module 3 de MED 2050).

¹⁶ La notion d'un partenariat euroméditerranéen est le thème central du scénario 4 "Partenariat euroméditerranéen pour une transition bleue-verte".

¹⁷ Citation tirée d'un entretien en anglais, cit. originale : *"Mistrust will last until we solve the issue of Palestine"*.

¹⁸ Idem. Cit. originale : *"Reforms have to be within and not dictated from outside"*.

Selon plusieurs sondés, si la Méditerranée doit se positionner vis-à-vis des autres régions, c'est principalement suivant **un axe vertical Europe - Méditerranée - Afrique**. Plusieurs entretiens mentionnent l'idée que la Méditerranée est la porte de l'Afrique, avec des circulations dans les deux sens, et qu'il **ne pourrait y avoir de solutions de long terme pour la Méditerranée qui ignorent le continent africain**. Cependant, la configuration que prendrait cet axe s'exprime de manière différenciée selon les visions.

b) Des divergences aussi sur le libéralisme économique, le recours à la technologie ou les choix énergétiques

Les **considérations économiques** sont très présentes dans les entretiens mais de manière diffuse et sans vision majoritaire claire, certains faisant confiance à l'économie de marché, d'autres préférant d'autres voies de politique économique. Le constat le plus courant est que beaucoup de pays méditerranéens sont dans des situations économiques fragiles avec des dettes importantes, et sont donc mal préparés pour absorber des chocs économiques, actuels ou à venir. Cette situation constitue une vulnérabilité supplémentaire pour la région.

Sur **le tourisme**, notamment le tourisme de masse, qualifié aussi de "tourisme populaire", certains considèrent qu'il peut être source d'opportunités, à condition qu'il soit encadré et aménagé. D'autres pensent au contraire qu'il serait inacceptable que la région Méditerranée soit transformée en une vaste région touristique condamnée à supporter des vagues croissantes "*de grandes migrations estivales*".

Sur **le rôle de la technologie**, les positions sont contrastées : certains avancent qu'elle sera source de progrès et résoudra de nombreux problèmes (comme le dessalement de l'eau de mer ou la décarbonation du secteur de l'énergie) ; d'autres estiment que ce serait une profonde erreur que d'en faire une panacée. Un sondé exprime ainsi ses réserves : "*Travailler avec les gens est un défi plus important que travailler avec la technologie - qui est une petite part de la solution. La technologie est un outil important, mais ne permet pas à elle seule de créer un vrai développement durable et social pour changer de modèle*"¹⁹.

Sur **le type d'énergie** à promouvoir, sortir du fossile et développer les énergies renouvelables est une idée généralement admise, même si toute crise (comme la guerre) ramène à des réflexes de la sécurité des énergies fossiles, selon un interviewé. La question du recours massif à l'énergie nucléaire ne fait pas consensus et suscite des positions très tranchées. Certains pensent qu'il ne faut surtout pas abandonner le nucléaire, voire qu'il faut le développer afin de faire la transition avec les énergies renouvelables, quand d'autres se demandent s'il s'agit d'une énergie propre et dont les risques sont correctement maîtrisés.

c) Visions divergentes sur les modes de vie

Sur **la question des modes de vie et de la profondeur des transformations à mener**, certains pensent que ce sont les modes de consommation qui vont changer la donne en influençant la production pour aller vers plus de sobriété. D'autres suggèrent que la responsabilité devrait être élargie aux producteurs. Par exemple, si un produit ne peut pas être recyclé et réutilisé, il ne faudrait pas que sa mise sur le marché soit autorisée. Pour un sondé, une autre option pourrait être d'interdire la publicité qui pousse à la surconsommation : "*parce que nous sommes manipulés pour acheter, acheter, acheter*"²⁰. Pour la plupart

¹⁹ Citation tirée d'un entretien en anglais, cit. originale : "*Working with people is more challenging than working there with technology – technology is a small part - Technology is an important tool, but doesn't allow by itself to create real sustainable and social development and to change the framework*".

²⁰ Citation tirée d'un entretien en anglais, cit. originale : "*Because we are manipulated to buy, buy, buy*".

des interrogés, il ne faut pas seulement de petites mesures “cosmétiques” ou des projets locaux, même si ces derniers sont importants. Il faut une transformation profonde, une révolution sociale, un changement radical de nos comportements, de nos habitudes et de nos modes de consommation.

Il faut aussi une **révolution dans nos imaginaires**, travailler à construire un imaginaire collectif qui pousse à adopter des actions **à la mesure des enjeux et des défis à relever**. Un sondé résume remarquablement cette idée : *“Si nous voulons éviter d’être touchés par l’extinction des éléphants à l’état sauvage, nous devons les “éteindre” dans nos rêves ; cela résume à peu près l’essence du problème. Il y a des programmes d’action dont nous ne voulons pas entendre parler car ils remettent trop en question notre confort et nos modes de vie actuels”*.²¹

3. La ruralité : un angle mort dans les entretiens

De manière assez surprenante, lors des entretiens, **la ruralité ou le monde rural** n’ont été mentionnés qu’une seule fois. Hormis cette exception, le monde rural est abordé uniquement à travers les thématiques de l’agriculture et de la sécurité alimentaire, mais pas comme un enjeu en soi.

²¹ Idem. cit. originale : *“If we want to avoid being affected by extinction of elephants in nature, we need to extinct elephants in our dreams, and that's pretty much the essence of the problem. There are some programs we don't want to talk about because they are too much touching our current comfort and our current ways of life”*.

Partie 2 - Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée²²

I - Présentation de l'atelier

1. Objectifs de la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée

Le Module 2 de l'exercice de prospective MED 2050 a pour objectif d'identifier et de comparer des visions contrastées sur la Méditerranée à l'horizon 2050, avec un accent particulier sur les visions des jeunes. Dans cette optique, le Plan Bleu a organisé un atelier intitulé "Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée", ciblant de jeunes méditerranéens issus du pourtour du bassin. Le but de cet atelier était de faire émerger des visions contrastées sur le futur de la Méditerranée, dans une perspective de développement durable. Pour aider la projection à 2050, trois fictions prospectives ont été réalisées en amont de l'atelier sur la base des fiches variables élaborées par les experts lors du module 1. Ces fictions présentent des futurs contrastés. Elles ont permis aux participants à la commission de se positionner par rapport aux contextes de société décrits, et ont favorisé l'immersion dans le futur. Elles s'inscrivent ainsi dans une démarche de *design fiction*.²³

Afin de cadrer les échanges et de permettre aux jeunes de faire part de leurs opinions, craintes et propositions, deux axes de discussion ont été privilégiés :

- Les modes de vie, plus proches de la réalité quotidienne des individus (les activités comme l'alimentation, la mobilité, le travail, etc.),
- le rôle et la place des acteurs qui fondent la société, au premier rang desquels on trouve les institutions publiques, les Etats, les collectivités territoriales, les entreprises, les médias et la sphère civile organisée.

2. Méthode utilisée

a) Le défi de la projection dans le futur

Les chercheurs en psychologie sociale ont démontré à plusieurs reprises que, quand on demande à des individus de se projeter dans le temps, qu'il s'agisse de se rappeler du passé ou d'imaginer le futur, les projections sont d'autant biaisées que l'horizon est lointain. Cette capacité à revivre des événements ou à se projeter dans le futur est appelée la conscience auto-noétique, et cette dernière est fortement marquée par les systèmes de valeur dans lesquels on vit, on interagit, on éduque.

²² La Partie 2 de ce rapport sur la "Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée" est tirée du rapport rédigé par Julie Rieg, consultante indépendante, *Change it Use it*, chargée de l'organisation de l'atelier, en appui à l'équipe du Plan Bleu. Retrouver l'intégralité du rapport "Des visions contrastées sur le futur de la Méditerranée. [Analyse des échanges lors de la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée, en date du 2 mars 2022](#)" [ici, en consultant la Plateforme MED 2050.](#)

²³ Le *design fiction* est une approche prospective qui utilise les techniques du *design*, de la narration ou de la vidéo.

Les études montrent aussi que les représentations vers le futur sont souvent gouvernées par des normes culturelles. Elles mettent en avant les grands changements de vie (de l'école au collège au lycée à l'université, tomber amoureux, se marier, avoir des enfants, avoir un CDI, etc.). Plus l'horizon temporel est lointain, plus les projections dans le futur deviennent abstraites. A court terme, les individus sont en capacité de définir des buts à atteindre et de penser une adaptation de leur comportement. A long terme, les représentations de leur place dans le monde et la société deviennent obscures et incertaines.

Prenant ces informations en compte, et pour faire émerger des visions contrastées de nos sociétés à l'horizon 2050, nous avons mis au point une procédure structurée par trois dynamiques :

- Alimenter les jeunes en amont et au démarrage de l'atelier avec des fictions car l'esprit humain se projette plus facilement dans des histoires (livres, séries, films, etc.) ;
- Faire travailler les jeunes sur les sociétés dans lesquelles ils souhaiteraient vivre idéalement ;
- Demander aux jeunes de se projeter non pas en tant qu'individu dans les fictions, mais de penser les modes de vie dominants à l'œuvre dans ces fictions.

Quelques limites méthodologiques sont toutefois à souligner. Si les fictions ont l'avantage d'aider la projection à 2050, leur contenu a nécessairement influencé les échanges. Il est donc primordial de considérer les fictions comme un moyen pour faire émerger des discussions, des débats et des divergences d'opinions. Il est aussi essentiel que les fictions soient contrastées et présentent des contextes de société aussi complets que possible. Enfin, l'interprétation des échanges doit prendre en compte le contenu des fictions présentées.

b) L'élaboration des trois fictions contrastées

Nous avons d'abord pris connaissance des fiches variables réalisées dans le module 1 du programme MED 2050. Par exemple, nous avons pris en compte la question de l'évolution des migrations, de la conscience environnementale, des systèmes de valeur, de l'identité méditerranéenne, des milieux urbains, de la transition énergétique ou encore des modes de production et de consommation. Nous avons particulièrement regardé les projections à l'horizon 2050 que les experts de ces thèmes ont décrites au sein de ces fiches.

Pour définir le contenu des trois scénarios contrastés, nous avons d'abord créé une « colonne vertébrale » commune pour y parler des mêmes activités humaines (alimentation, mobilité, travail, tourisme, etc.) et ainsi permettre leur comparaison. Nous avons ensuite réparti les projections des fiches dans chaque scénario, en prenant soin de respecter une cohérence d'ensemble. Lorsque des informations manquaient, nous nous sommes appuyées sur les scénarios de neutralité carbone à l'horizon 2050 définis par l'ADEME en 2020, et particulièrement la partie sur les modes de vie²⁴. Enfin, nous avons évité de parler du rôle des parties prenantes de la société dans ces scénarios, pour laisser libre cours à l'imagination des participants à la commission des jeunes.

A la fin, les trois synopsis de scénarios ont été mis au point avec la rédaction d'un récit fictif organisé en une vingtaine de points, l'association d'une image pour chacun de ces points, et la création d'un *Pecha*

²⁴ Ademe, Feuilleton "Modes de vie" des scénarios de Transition(s) 2050. Étude et analyse de la désirabilité, de la faisabilité et des conditions de réalisation des scénarios, coll. Horizons, Novembre 2021.

Kucha par scénario. Originaire du Japon, le *Pecha Kucha* (“bavardage” en japonais) consiste à réaliser une présentation avec le tempo d’une diapositive toutes les 20 secondes. Les *Pecha Kuchas* réalisés dans le cadre de cette mission durent un peu moins de 5 minutes chacun et ont été transformés en courtes vidéos dans lesquelles les images passent les unes après les autres et le texte est conté par une machine. Les *Pecha Kucha* ont été réalisés en français et en anglais et traduits en arabe.

c) Résumé des trois fictions

Fiction 1 – +2,2 degrés - La Méditerranée connectée : le rivage technologique

Ce scénario dessine un avenir où l’humanité aurait réussi à limiter le réchauffement climatique à 2,2°C en 2050 grâce à la technologie. La communauté internationale a néanmoins réagi trop tard et subit les conséquences de ce réchauffement important qui continue. Face à cette situation, la Méditerranée doit faire face à de graves conséquences. La mer a perdu 35% de ses poissons et 30% de ses espèces végétales. Le niveau de la mer a augmenté considérablement et les terres agricoles du littoral deviennent progressivement arides à cause de la salinisation du sol et des nappes phréatiques. L’été, du fait de l’augmentation des températures, les canicules durent deux mois, entraînant sécheresses, feux de forêts et perte de rendements agricoles. En hiver en revanche, les inondations et glissements de terrains sont plus nombreux et plus violents, entraînant des destructions de villages. Mais grâce à diverses inventions techniques, les sociétés ont réussi à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre et à s’adapter à ces changements brusques et violents. Les énergies renouvelables constituent désormais 60% du mix énergétique méditerranéen.

La technologie est d’ailleurs au cœur de tous les aspects de la vie quotidienne des individus. L’internet des objets est omniprésent ; il mesure et régule tout : consommation d’énergie, alimentation, jusqu’aux vêtements thermorégulateurs. La Méditerranée est toujours une destination touristique phare, mais du fait des fortes chaleurs, les touristes ne bronzent désormais que sur des plages “sous cloche” et climatisées. Restaurateurs et marchands ont été remplacés par des machines automatisées. Ceux qui n’ont pas les moyens de voyager découvrent les paysages et retrouvent leurs amis dans des métavers où les sites touristiques sont reproduits. Ces inégalités se retrouvent dans les modes d’alimentation. Alors que les plus aisés peuvent avoir accès à des produits locaux à forte valeur nutritionnelle, les catégories sociales moins favorisées consomment des produits mondialisés et ultra-transformés, voire de faux produits (poissons, céréales, légumes) fabriqués à l’aide de techniques cellulaires et de substituts végétaux. Les carences alimentaires et les problèmes sanitaires liés à la consommation d’eaux usées recyclées sont un risque pour la santé des habitants du bassin.

Fiction 2 – +3,3 degrés - Les îlots de résistance face à la crise

Ce deuxième scénario est le plus pessimiste des trois. Il dessine un monde où les pires prévisions climatiques sont devenues réalité. Les températures ont augmenté de 3,3° en moyenne, et de nombreux écosystèmes se sont effondrés. La Méditerranée, acidifiée, a par exemple perdu 70% de sa biodiversité marine, animale ou végétale. Toutes les sociétés méditerranéennes sont déstabilisées ; les dirigeants politiques constamment pris de cours, subissent les changements et sont seulement en mesure de mettre en place des politiques conjoncturelles, en réaction aux événements dramatiques qui se succèdent. Aucune politique structurelle d’anticipation ou d’adaptation ne peut être menée efficacement. Les infrastructures non durables continuent de se développer, et les mouvements sociaux se multiplient,

exigeant la préservation de l'environnement et le respect de la santé publique. Les pays possédant des ressources fossiles continuent de les exploiter.

Les modes de vie des Méditerranéens sont complètement bouleversés. Le littoral est par endroits devenu inhabitable, et des milliers de personnes meurent prématurément chaque été en raison de la sur-pollution de l'air et des maladies autrefois tropicales. Les pays du Sud du bassin sont particulièrement touchés. En réaction à ces décès prématurés, les gouvernements décident d'imposer à leurs citoyens de vivre la nuit, où les températures sont un peu plus supportables. D'autre part, du fait de la sécheresse et de l'effondrement de la pêche et de l'agriculture, les habitants du littoral font face à des pénuries alimentaires et d'approvisionnement en eau de façon systémique. Le secteur du tourisme s'est considérablement détérioré, et la Méditerranée n'est plus une destination touristique majeure ; seules les personnes aisées s'y rendent en villégiature l'hiver. Cette faillite du tourisme est l'illustration d'une récession plus générale de l'économie. Les taux de chômage s'élèvent à 30% en moyenne sur l'ensemble du bassin. Enfin, aggravant une situation déjà précaire, la Méditerranée fait face à d'importantes vagues de migration venant du Sud.

Toutefois, face à cette situation de crise généralisée, certaines zones de résistance s'organisent. A l'échelle locale (commune) voire provinciale, des citoyens solidaires et déterminés décident de mutualiser leurs efforts pour essayer de construire collectivement une vie préservée du marasme général. Ces micro-sociétés adoptent des modes de vie basés sur l'autonomie et la résilience, produisant leur propre alimentation et leur propre énergie. Les modes de gouvernance sont fondés sur la démocratie directe avec cependant un fort niveau de contrôle social appuyé sur les technologies des réseaux sociaux.

Fiction 3 – +1,5 degrés - La Méditerranée résiliente : la sobriété dans l'osmose

A rebours du scénario précédent, celui-ci est le plus utopique. Il figure un monde où, à la suite d'une catastrophe naturelle sans précédent, la Californie est subitement submergée par les eaux. Non seulement des dizaines de millions de personnes disparaissent, mais de nombreux serveurs internet cruciaux pour l'économie numérique mondiale sont aussi engloutis. Suite à ce blackout numérique, et l'onde de choc mondiale, d'abord contraints, puis volontairement, les Etats se mettent d'accord et décident à l'unanimité d'instaurer une nouvelle ère, fondée sur le respect de la planète et sur la sobriété.

A la suite de cette décision, les populations vivant sur les littoraux sont déplacées vers des villes moyennes plusieurs dizaines de kilomètres à l'intérieur des terres. Initialement forcé, cet exode urbain devient le phénomène marquant du XXIème siècle. En effet, séduits par leur nouveau mode de vie moins stressant et plus en phase avec la nature, les habitants du bassin sont beaucoup plus épanouis. Un nouvel idéal de société se crée autour des communs et de la solidarité. Les logements ont des espaces partagés. La production d'énergie et d'alimentation se fait collectivement, à l'échelle des bâtiments, des quartiers ou des villages, selon leur taille. Un modèle de technologie conviviale s'impose, basé sur les low-techs et les solutions fondées sur la nature. Recycleries et autres ateliers de réparation essaient un peu partout, tandis que l'agro-écologie s'impose. Le modèle du tourisme de masse, devenu incompatible avec ces nouveaux modes de vie, périclité. Toutefois, les voyages, qui n'ont pas disparu, sont plus longs, tournés vers la nature, l'enrichissement culturel et le partage des savoir-faire locaux. Les vocations changent avec les débouchés, et les jeunes se destinent moins aux secteurs traditionnels de l'industrie et du tourisme de masse, et se tournent vers les activités de production et de service au bénéfice de l'ensemble de la

communauté : alimentation de qualité, soin aux autres, notamment dans des systèmes inter-générationnels, soin aux écosystèmes, etc.

Toutefois, la diminution du recours au numérique, les besoins moindres en métiers du tertiaire et la valorisation des abandons scolaires pour s'occuper en priorité de la communauté ont entraîné une recrudescence des inégalités dans l'accès à l'éducation. Des résistances à ce changement de paradigme, et prônant un retour aux modes de consommation du XXème siècle émergent et perturbent à l'occasion cette "paix" relative nouvellement instaurée entre les hommes et la nature.

3. Organisation et déroulement de l'atelier

Une quarantaine de jeunes, âgés de 17 à 27 ans, ont participé à cet atelier. Nous avons voulu retenir des profils aux caractéristiques de vie variées, que ce soit vis à vis de leur pays de résidence (21 pays considérés autour de la Méditerranée), de leur situation professionnelle et familiale, de leur niveau d'étude, du type de territoire d'habitation ou encore de leurs préoccupations principales (emploi, immigration, éducation, inégalités, etc.).

Les tableaux ci-dessous schématisent les caractéristiques des participants du panel de jeunes :

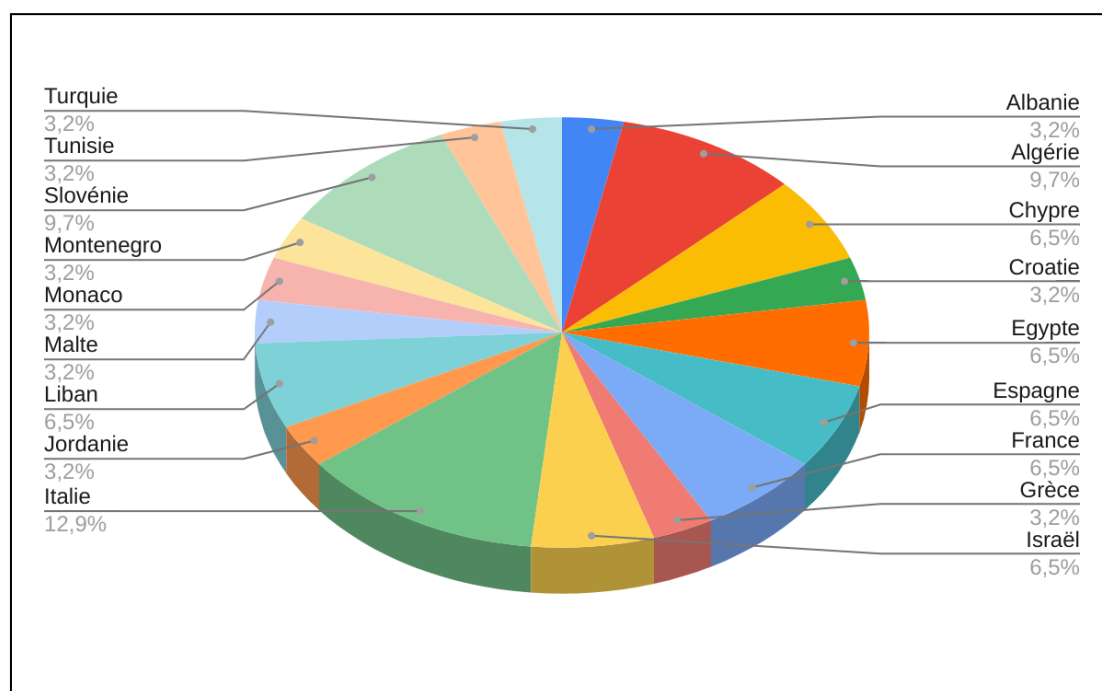


Figure 4 : Pays d'origine des participants à l'atelier²⁵

²⁵ Les 18 pays sont mentionnés ici considèrent uniquement les pays d'origine des jeunes participants, les 21 pays mentionnés précédemment intègrent trois membres du public originaires de l'Etat palestinien, la Libye et le Maroc, qui n'étaient pas représentés dans les groupes de jeunes.

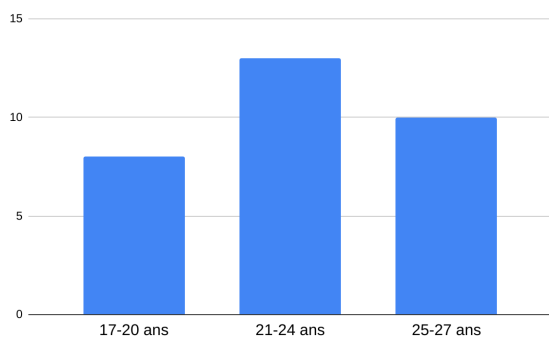


Figure 5 : Âge des participants

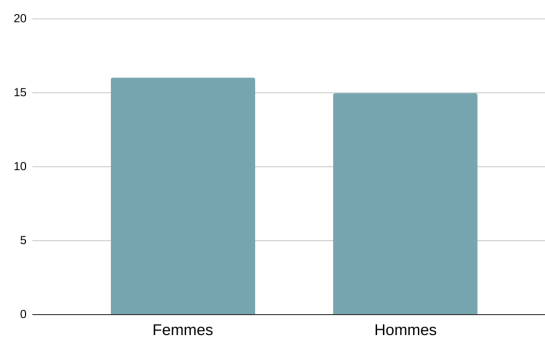


Figure 6 : Genre des participants

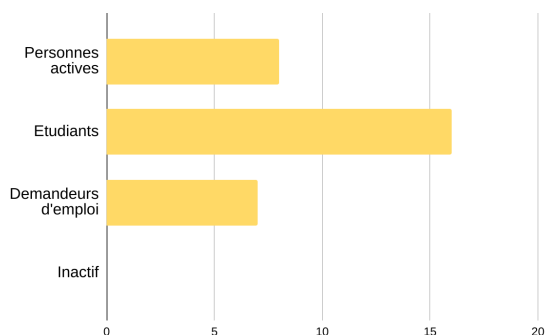


Figure 7 : Situation professionnelle des participants

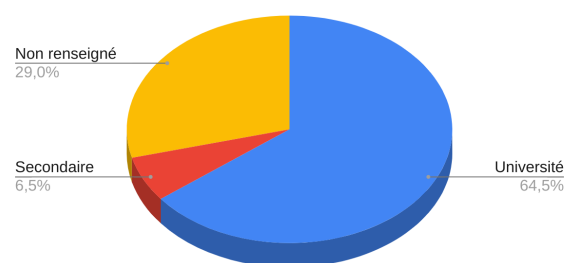


Figure 8 : Niveau d'études des participants

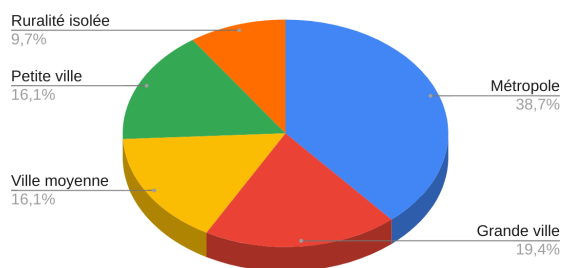


Figure 9 : Type de territoire d'habitation des participants

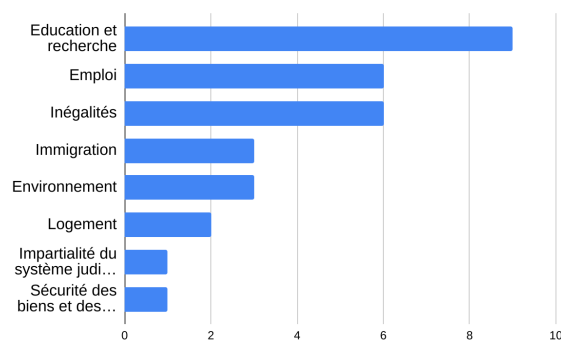


Figure 10 : Principales préoccupations des participants

Nous avons également gardé le principe d'un public qui était initialement prévu lors de la planification de l'atelier en présentiel. Deux groupes de personnes ont été invités à participer au public : les membres du groupe de prospective de MED 2050 (deux personnes présentes), et les participants au Forum des Mondes méditerranéens qui s'est tenu à Marseille en février 2022. Des personnes qui se sont inscrites pour participer à la commission et qui n'ont pas été retenues pour participer aux sous-groupes ont

également été sélectionnées, ainsi que des personnes qui se sont inscrites mais qui avaient plus de 27 ans.²⁶ Le public a participé au même titre que les jeunes durant les séquences plénières, et à des séquences en binôme lorsque les jeunes travaillaient en sous-groupes.

Pour préparer l'atelier, un protocole d'animation détaillé et minuté a été élaboré à la fois pour les séquences plénières, pour les sous-groupes de jeunes et pour le public, ainsi que des documents à compléter durant l'atelier pour animer les séquences et collecter les informations (supports de présentation, questionnaires en ligne, etc.). L'ensemble des participants a reçu un kit en amont de l'atelier qui comprenait à la fois le programme de la matinée et le détail des trois fictions (images et phrases), afin de pouvoir se référer aux fictions durant la commission. Par ailleurs, il leur a été demandé de visionner les Pecha Kucha en amont de l'atelier. L'inconvénient de cette procédure est la non-découverte des fictions le jour J, l'avantage celui d'une plus rapide appropriation et compréhension des éléments présentés.

Cinq grandes étapes ponctuaient la commission :

- L'introduction pour présenter le contexte et les objectifs,
- Une séquence plénière de visionnage et d'appropriation des fictions par le remplissage de questionnaires,
- Des discussions en sous-groupes sur les appréciations des modes de vie présentés dans les trois fictions,
- Des projections du rôle des parties prenantes dans les fictions,
- Une restitution des productions et des échanges en plénière.

Il faut noter que le tempo était rapide car la commission n'a duré que quatre heures et, qui plus est, en visioconférence, ce qui n'a pas permis de rentrer dans le détail des récits et d'entendre largement chaque participant. Mais, compte tenu des contraintes, le résultat est riche et éclairant.

II - Enseignements de l'atelier

1. Objectif de l'analyse globale

Une analyse croisée des trois fictions

Si l'étude a permis de dégager des résultats propres à chaque fiction, à la fois sur leur souhaitabilité, leur probabilité d'advenir à l'horizon 2050 et sur le rôle attendu des différentes parties prenantes de la société, elle nous renseigne également de manière transversale sur les attentes des jeunes Méditerranéens, leur niveau de connaissance et de conscience des enjeux environnementaux, et aussi sur les points de désaccord quant aux actions à mettre en œuvre d'ici à 2050.

Cinq axes d'analyse privilégiés

L'analyse globale porte à la fois sur :

²⁶ Pour plus d'informations sur la composition des groupes, se reporter au rapport rédigé par Julie Rieg : ["Des visions contrastées sur le futur de la Méditerranée. Analyse des échanges lors de la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée, en date du 2 mars 2022"](#).

- Les types de solutions que les participants privilégient pour faire face au changement climatique (entre “solutionnisme technologique”, pratiques de sobriété ou encore développement de solutions basées sur la nature) ;
- Leurs capacités à se projeter dans un changement de style de vie pour anticiper ou faire face aux crises (entre sobriété subie et sobriété choisie) ;
- Le fonctionnement de la société dans laquelle ils aimeraient vivre dans l’idéal (quel degré de changement ? Dans quels domaines?), à la fois au sein d’un pays et à l’échelle de la Méditerranée dans son ensemble ;
- Les spécificités méditerranéennes dont il faut tenir compte pour construire un avenir commun ;
- La place des citoyens et plus particulièrement des jeunes.

De manière transversale, et cela est vite ressorti dans les échanges, il faut souligner des différences marquées de points de vue entre des cultures ou des sous-régions de la mer Méditerranée (Nord, Sud, Est).

2. Synthèse des résultats

a) Les réactions aux fictions

Réactions à la fiction 1 : +2,2 degrés - La Méditerranée connectée, le rivage technologique

La fiction 1 est vue comme probable car elle s’inscrit en continuité de la direction prise par les gouvernements actuels. En termes de souhaitabilité, les avis divergent. Certains participants saluent l’usage de technologies pour faire face au changement climatique et maintenir les modes de vie actuels, quand d’autres y voient une technocratie en “*déconnexion avec la nature*” et loin des modes de vie traditionnels. Ces derniers mettent en question l’acceptabilité sociale et l’impact sur la nature des solutions déployées (pluie artificielle, aspirateurs à carbone, etc.). Dans la fiction 1, les déplacements à pied, à vélo et en voitures électriques ainsi que les énergies renouvelables sont fortement désirés et les inégalités alimentaires particulièrement rejetées.

Réactions à la fiction 2 : +3,3 degrés - Les îlots de résistance face à la crise

La fiction 2, considérée majoritairement comme la plus dystopique, est aussi celle qui est vue comme la plus crédible et donc la plus probable. Les participants font un rapprochement avec le contexte actuel (“*ce scénario est ce que nous vivons aujourd’hui*”²⁷) caractérisé par des actions insuffisantes des Etats pour limiter le changement climatique et le déclin de la biodiversité. En revanche, une majorité de participants apprécie les mouvements citoyens qui s’organisent collectivement pour régénérer les écosystèmes socio-écologiques et pour produire leur propre nourriture. Les participants parlent aisément des actions à mener pour éviter un tel scénario, comme le contrôle des entreprises par l’Etat ou encore le développement de solutions innovantes pour faire face aux crises.

²⁷ La citation originale “*this scenario is what we live today*”.

Réactions à la fiction 3 : +1,5 degrés - La Méditerranée résiliente, l'osmose dans la sobriété

La fiction 3 est le plus souvent envisagée comme une utopie, dans le sens d'un futur souhaitable mais difficilement atteignable. Quelques participants la trouvent néanmoins probable dans la mesure où ils envisagent une crise économique et climatique d'envergure qui nous obligerait à changer de modes de vie d'ici 2050. Cette fiction crée néanmoins des controverses. Les pratiques de consommation sobre et la vie en communauté séduisent (*"c'est un profit commun et pas individuel"*²⁸) autant qu'elles créent des réactions de rejet (*"retour en arrière", "sacrifices", "fin du progrès"*). Cependant, l'alimentation bio et de saison, l'utilisation des énergies fossiles réduites de 90% et la végétalisation intensive des villes sont fortement souhaitées.

b) Dix points à retenir

1. Une vision plutôt dystopique de l'avenir

Les participants trouvent globalement les dystopies plus probables que les utopies. Cela s'explique par le fait que les dystopies leur semblent en continuité avec nos modes de vie actuels (fiction 2) ou avec les directions prises aujourd'hui par les gouvernements (fiction 1). Cela explique que l'avènement d'une grosse crise est aussi considérée comme crédible (fiction 3).

2. Consensus sur les solutions basées sur la nature

L'alimentation bio, de saison et moins carnée, la végétalisation des villes, l'appui sur des solutions basées sur la nature pour atteindre la neutralité carbone ou encore les déplacements à pied et à vélo sont très majoritairement souhaités par les répondants.

3. Les technologies en question

Les technologies sont largement admises et attendues dans le champ de la santé, de l'éducation ou encore du travail, ou pour répondre à de grosses crises (comme la désalinisation des eaux en cas de raréfaction de l'eau potable). En revanche, leur utilisation pour suivre et contrôler la consommation en carbone des ménages, créer des pluies artificielles ou encore fixer le carbone séduit certains répondants autant qu'elle en rebute d'autres. Pour ces derniers, il est primordial de privilégier des solutions naturelles lorsqu'elles existent et de développer les technologies si et seulement si elles ont peu - voire pas - d'impacts négatifs sur les écosystèmes.

4. Des controverses autour de la métropolisation

Si l'artificialisation des terres, notamment rurales, est décriée, les participants rappellent que l'accès à l'emploi est essentiel dans les villes. La métropolisation est donc autant souhaitée que rejetée (*"mon cœur balance"*). Il est porté une attention particulière à la préservation des littoraux, point sensible pour la majorité des participants.

5. La sobriété, entre réfractaires et aficionados

La sobriété dans le sens d'une réduction des consommations renvoie autant à des imaginaires positifs que négatifs. Pour la plupart des participants, la sobriété ne pourrait devenir une pratique dominante dans les sociétés méditerranéennes que sous l'effet de contraintes (des réglementations ou des crises).

²⁸ Idem, cit. originale : *"it's a common and not individual profit"*.

6. Des attentes fortes autour de la justice sociale

Toutes les inégalités présentées dans les fictions ont été décrites par les participants, qui ont aussi identifié d'autres risques pour les populations (comme les dérives du travail de nuit, l'esclavagisme moderne pour les réfugiés climatiques ou les pandémies). Les participants attendent que les gouvernements soient attentifs à la question de l'égalité et qu'ils proposent des solutions adéquates. En revanche, tous ne sont pas prêts à œuvrer individuellement pour aider les autres (au sein de communautés par exemple ou en ayant un travail centré sur les besoins d'un collectif).

7. La conscience environnementale au cœur de l'action des acteurs

Sur le plan environnemental, les gouvernements sont attendus pour sensibiliser les citoyens et pour contraindre les entreprises à la transition. A l'inverse, les citoyens sont attendus pour faire pression sur les gouvernements aux côtés des ONG. Les médias, les associations et les collectivités locales sont identifiés pour accompagner les individus à changer leurs modes de vie (vers plus de sobriété). Plus particulièrement, les collectivités locales sont vues comme des garantes des intérêts des communautés locales avec, corrélativement, la responsabilité de créer des projets avec les citoyens, femmes et jeunes en tête.

8. La coopération internationale sous conditions

Si la coopération internationale entre tous les pays méditerranéens est saluée comme indispensable (fiction 1), elle est considérée comme peu probable, notamment par les habitants des pays du Sud. Des conditions sont à réunir, dont la redistribution des richesses et la prise en compte des modes de vie méditerranéens, pour engager une démarche durable collectivement.

9. Des contrastes persistants entre le Sud, l'Est et le Nord

Les habitants des pays du Sud semblent à la recherche d'une émancipation (agir sans attendre une aide des pays du Nord). Ceux qui habitent à l'Est semblent davantage attendre une protection des individus face aux situations les plus contraignantes. Ceux qui habitent au Nord expriment davantage l'urgence d'agir pour faire face au changement climatique et au déclin de la biodiversité. Autant de positions qu'il conviendrait de vérifier auprès d'un échantillon plus large.

10. Des jeunes avides de plus d'échanges

Les participants à la Commission des Jeunes pour le Futur de la Méditerranée ont demandé à pouvoir réitérer les échanges, débattre sur des sujets de fond et imaginer ensemble un avenir commun pour le pourtour méditerranéen. Il s'agit de perspectives novatrices et porteuses d'espoir

3. Les futurs les plus probables

Les dystopies sont le plus souvent vues comme très probables

La fiction 2, la plus catastrophique sur le plan environnemental, économique et social, est celle qui est considérée comme la plus crédible. Elle est aussi - sans surprise - la moins souhaitée. La fiction 1, qui mise sur les technologies vertes pour faire face à la crise environnementale, est aussi considérée comme largement probable dans le sens où elle est une poursuite de la direction prise par les gouvernements.

Pourtant, les solutions proposées, l'artificialisation des territoires et l'utilisation intensive des technologies sont loin de faire rêver l'ensemble des participants.

Les utopies sont globalement considérées comme peu probables

A l'inverse, la fiction 3, qui fait l'apologie de la sobriété et des communautés locales et qui est vue par trois quarts des participants comme la plus souhaitable des trois fictions, est aussi celle qui semble la moins crédible. En cause, les difficultés liées au changement des modèles de gouvernance, des modèles économiques et des modes de vie. C'est l'ensemble des parties prenantes qui doit accepter de mettre en œuvre ces changements, ce qui complexifie la tâche, et ce d'autant plus selon les pays du pourtour méditerranéen que l'on considère. Cela paraît en effet plus difficile pour les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée que pour les pays du Nord de la Méditerranée.

Les grosses crises sont considérées comme très probables par certains participants

Pourtant, certains participants pensent qu'un changement de modèle est crédible et même très probable. Pour ces derniers, l'avènement d'une crise majeure d'envergure (climatique ou économique) est inévitable d'ici 2050, ce qui conduirait nécessairement à un changement majeur de nos modes de vie. Dans ce cas de figure, la sobriété serait forcée et subie, et non choisie. Ces témoignages montrent une certaine connaissance des enjeux climatiques et de leurs répercussions sociales et économiques pour les décennies à venir. Ils dénotent à la fois une forme de pessimisme (on ne croit plus que l'on pourrait passer à côté des prévisions alarmistes) et d'optimisme (face aux crises, on pourrait aller collectivement dans le bon sens).

4. Les plus grands consensus

Le respect de la nature semble être au cœur des attentes des jeunes sur le futur de la Méditerranée

Les solutions proches de la nature et qui évitent l'usage de ressources fossiles semblent rallier les suffrages d'une grande majorité de participants, ce que l'on observe à la fois dans les réponses aux questionnaires et dans les échanges en sous-groupes. Il s'agit plus particulièrement de l'alimentation de saison et bio, des déplacements à pied et à vélo, du développement d'un réseau de voitures électriques, ou encore de la végétalisation intensive des villes et d'un appui sur la nature pour atteindre la neutralité carbone.

En revanche, les jeunes rejettent majoritairement l'exploitation des ressources fossiles...

L'idée d'une augmentation des conflits autour de la Méditerranée pour pouvoir exploiter les ressources offshore, dont fossiles, ou encore celle de l'émergence de marchés noirs pour continuer à consommer comme aujourd'hui, sont largement rejetées par les participants.

... les inégalités sociales...

Les participants rejettent aussi en bloc les inégalités sociales au niveau alimentaire (les classes les plus aisées auraient accès à une meilleure nourriture) ou au niveau des pratiques touristiques (les classes les plus aisées seraient les seules à partir en vacances).

... et les changements majeurs sur les modes de vie

Cela se ressent surtout au niveau de l'ouverture des écoles et des commerces la nuit pour réduire la mortalité liée aux fortes chaleurs. La phrase *“Nous ne sommes pas une espèce nocturne”* est une expression qui résumerait bien la position générale.

5. Les plus grands dissensus

17 hypothèses d'avenir sur 28 sont sujettes à polémique

Quelles que soient les fictions présentées, on trouve de nombreux dissensus sur les hypothèses d'évolution proposées (7 dans la première fiction, 4 dans la deuxième et 6 dans la troisième). Parmi ces hypothèses qui créent des controverses, neuf sont légèrement plus souhaitées que rejetées, et huit sont légèrement plus rejetées que souhaitées.

Six grands thèmes

Les polémiques portent principalement sur :

- L'usage des nouvelles technologies (ou non) pour résoudre les enjeux environnementaux,
- La réduction des échanges commerciaux (tourisme, achats, etc.) vs. la poursuite des modes de vie actuels,
- La transformation des territoires entre urbanisation et retour au rural/local,
- Les mouvements citoyens pour répondre aux problèmes de société vs. la prise en charge par les acteurs publics et les entreprises,
- La capacité de l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen à poursuivre un destin commun,
- La question de l'individualisme face à la solidarité et à la justice sociale.

6. Sujets à controverses

a) Les solutions technologiques en question

Les “utopistes technocrates” étaient présents à la Commission des Jeunes

Pour faire face au changement climatique, certains participants voient les “aspirateurs à carbone” ou les îlots de fraîcheur artificiels d'un très bon œil, ce qui les rattache à la catégorie des utopistes technocrates définie par l'ObSoCo dans son Observatoire des perspectives utopiques.²⁹ Ils y voient là la possibilité de résoudre un enjeu majeur de ce siècle tout en permettant de continuer à vivre de la même façon qu'aujourd'hui. Ainsi, une jeune Israélienne voit dans les plages artificielles et “sous cloche” la possibilité pour les gens de continuer à aller sur les plages et se baigner. De manière générale, ce sont les habitants des pays situés à l'Est de la Méditerranée qui semblent les plus attirés par ces solutions.

Les précautionneux aussi

Mais pour la moitié des participants, cette approche technologique est à mesurer. Les aspirateurs à carbone par exemple pourraient freiner la transition écologique. Dans le cas de figure « pro-technologies », on agirait sur les conséquences de notre modèle sans remettre en question les causes. L'aquaculture, forme de biotechnologie marine, est ainsi largement décriée. Les participants y

²⁹ L'Observatoire des perspectives utopiques, Octobre 2019 in l'Observatoire Société et Consommation (disponible ici : <https://lobsoco.com/observatoire-des-perspectives-utopiques/>)

voient une modification des écosystèmes naturels marins, et donc un danger sanitaire avec de potentielles pandémies. Le prélèvement des matériaux (carrières, extraction de sables dans la mer, etc.) pose la question des conséquences que cela pourrait avoir à terme. Les débats sur ces technologies rejoignent donc ceux sur le développement des éoliennes sur terre et en mer ou sur les véhicules électriques et leurs coûts cachés. Les controverses mettent en évidence de grands enjeux d'acceptabilité sociale, eux-mêmes liés à des représentations culturelles du « progrès ». Pour autant, pour les précautionneux aussi, les technologies doivent être utilisées mais uniquement quand elles sont considérées comme le moyen le plus pertinent de résoudre une problématique et lorsqu'elles génèrent peu - voire pas - d'externalités négatives. Lorsqu'elles existent, les solutions alternatives naturelles sont à privilégier (exemple : végétaliser les villes plutôt que de créer des îlots de fraîcheur artificiels).

Des finalités consensuelles existent

Sur le plan de la santé, de l'éducation et de la sensibilisation, mais aussi pour résoudre des crises urgentes (ex : usine de désalinisation pour faire face au manque d'eau potable), les technologies sont vues comme utiles par tous les participants. Quel que soit le niveau de technophilie des participants, tous croient en la capacité humaine à développer les technologies mentionnées.

b) Des transformations des territoires plus ou moins souhaitées

Des controverses autour de la métropolisation

Face à la question de l'urbanisation, les participants sont plutôt réticents mais ils soulèvent aussi des questions essentielles, à savoir celles des opportunités, notamment liées à l'emploi, que l'on retrouve dans les villes. La fiction 1 qui promeut métropolisation et verticalisation, est vue comme une "déconnexion de la nature". En effet, l'artificialisation des terres rurales est plusieurs fois mentionnée parmi les points négatifs du scénario. La verticalisation semble être une solution au niveau écologique en ce qu'elle réduit l'artificialisation des terres, mais elle ouvre la question de la qualité des modes de vie dans un tel environnement.

L'exode urbain sous condition

L'exode urbain semble faire envie à certains participants pour se rapprocher de la nature, mais pas à n'importe quelle condition. Pour commencer, certains participants rappellent que ce n'est pas possible pour tous les citoyens. Il est question d'une part d'avoir envie de quitter le milieu urbain et d'autre part d'être en capacité de vivre en milieu rural. Certains se disent prêts à y aller si et seulement si des infrastructures y sont développées, dont les infrastructures numériques. Mais il faudra alors prendre en compte les impacts du développement d'infrastructures sur la nature.

La question des littoraux

Dans la fiction 2, les littoraux qui deviennent inhabitables sont un vrai crève-cœur pour certains participants. Ce sentiment est à mettre en regard avec les modes de vie méditerranéens, la pêche, et, plus globalement, les métiers de la mer, ayant une place prépondérante et symbolique dans les savoir-faire locaux.

Perspectives

Face à ces constats, deux perspectives se dégagent pour la transformation des territoires :

- Intégrer les modes de vie des petites et moyennes villes au sein des grandes villes en travaillant sur la végétalisation ou encore le ralentissement des rythmes de vie et le développement de la vie de quartier ;
- Lutter contre la métropolisation en favorisant le développement de villes moyennes et, en leur sein, la création d'emplois.

c) Un débat autour de la sobriété

D'un côté, les réfractaires à la sobriété

En premier lieu, il est à noter que la sobriété, entendue comme une réduction de la consommation, n'est pas souhaitée par l'ensemble des participants. Certains affichent clairement leur volonté de continuer de manger de la viande ou du poisson. Pour d'autres, les pratiques de sobriété sont vues comme une souffrance, la "fin du progrès", un "retour en arrière" ou encore un "sacrifice". Dans la fiction 3, certains participants vont jusqu'à remettre en question la capacité des humains à être heureux dans un tel mode de vie. D'autres encore souhaitent le retour de mouvements traditionalistes et la création de mafias (idée tirée du scénario 3) pour faire valoir et permettre le retour des pratiques de consommation actuelles.

De l'autre, les *aficionados*

En même temps, la fiction 3 suscite aussi des retours très positifs de la part d'un nombre non négligeable de participants qui saluent la réduction du commerce et du tourisme, la réutilisation et la réparation d'objets, l'usage principal de la marche et du vélo, les habitats partagés ou encore l'autonomie alimentaire et énergétique à échelle locale. En effet, ces mesures leur semblent aller dans le sens des réponses à apporter face aux enjeux environnementaux, surtout pour les habitants des pays du Nord.

Des hésitations fréquentes

Mais le plus souvent, ces changements de modes de vie créent plutôt des controverses ou des avis partagés ("il y a du bon et du mauvais"). L'habitat partagé est bien pour l'environnement. Mais qu'en sera-t-il du confort et de la vie privée ? L'emploi se crée autour des besoins du collectif. Quels impacts sur l'emploi et quelles opportunités pour les jeunes ? Le tourisme décroît. Quels impacts pour les pays dont l'économie repose majoritairement sur ce secteur ? Certains participants semblent attendre un effort particulier des entreprises pour proposer des offres alignées avec les enjeux environnementaux, permettant aux individus de consommer sereinement.

En dernier ressort, la sobriété reste davantage pensée sous la forme d'une contrainte

Dans la fiction 2, les îlots de résistance se créent sous contrainte maximale, tandis que la fiction 3 qui fait l'apologie de la sobriété ne semble probable, et justifiée, qu'en conséquence d'une grosse crise (climatique ou économique). Dans les échanges, l'idée d'une sobriété subie était plus fréquente que celle d'une prise de conscience massive et collective des enjeux environnementaux.

d) Un équilibre à trouver entre individualisme et altruisme

La justice sociale en tête

Globalement, en parlant de la société idéale dans laquelle ils aimeraient vivre, les participants ont fait preuve d'une forte envie de justice sociale au sein de la région méditerranéenne (tous pays confondus). Ils ont condamné toutes les formes d'injustice et d'inégalités présentes dans les fictions : accès à une alimentation saine et équilibrée, l'accès au tourisme, accès à l'emploi, droit à une éducation puis une formation.

La "déshumanisation de la société" proposée dans la fiction 1 a été fortement rejetée. Les risques d'un "esclavagisme moderne" des réfugiés climatiques et d'un tri des réfugiés aux frontières en fonction de leurs compétences, sont largement soulignés. Les dérives des entreprises, si on venait à permettre le travail de nuit lors des fortes chaleurs, sont identifiées.

Des inégalités plus fortes selon les pays

Les participants ont aussi mis en avant les inégalités entre les pays du pourtour méditerranéen. Une baisse du tourisme par exemple n'aurait pas le même impact selon les pays. Même si la plupart d'entre eux ont largement développé ce secteur, le niveau de dépendance économique qui repose sur ce secteur varie d'un pays à l'autre, et donc les capacités à faire face aux pertes économiques générées.

Les inégalités portent aussi sur la question de la précarité et de la qualité de vie, dont a rendu compte une jeune Libanaise par une simple question : *"Si l'on enlève la capacité des classes les moins aisées d'aller se détendre sur une plage, que leur reste-t-il?"* Voilà qui soulève la difficulté d'ajouter des contraintes à des personnes qui ont déjà des modes de vie compliqués et difficiles.

Les choses sont différentes à un niveau individuel

Force est de constater que les modes de vie quotidien basé sur la communauté et l'altruisme ne font pas l'unanimité. Ils séduisent certains participants et en rebutent d'autres. Il s'agit par exemple de vivre en communauté, dans des habitats partagés ou encore de travailler pour répondre aux besoins d'un collectif. Ce constat nous amène à penser que, pour certains participants, la justice sociale est uniquement envisagée à une échelle macro quand, pour d'autres, elle est pensée à la fois aux échelles macro et micro. Dans les deux cas de figure, elle reste une valeur importante pour tous.

e) Des relais nécessaires entre les gouvernements et les citoyens

La conscience environnementale est au cœur des échanges

Durant la commission, les participants n'ont eu de cesse de parler de la sensibilisation des citoyens par l'action des Etats, et, en même temps, de la capacité des citoyens à faire pression sur les Etats pour qu'ils engagent le changement. A ce titre, ils ont fait preuve d'une confiance certaine envers les mouvements citoyens ou l'activisme pour faire bouger les lignes. Le double mouvement de conscientisation environnementale attendu entre les Etats et les citoyens est une forme de paradoxe, qui se résout avec l'intervention des autres catégories d'acteurs, dont notamment :

- Les ONG dont le rôle est de collecter et de diffuser des informations neutres, notamment scientifiques, pour informer et faire pression sur les États ;

- Les médias pour diffuser une connaissance tout en luttant contre les fausses informations (“infox” ou “fake news” ;
- Les associations et les collectivités locales pour accompagner les individus dans le changement de modes de vie vers plus de sobriété.

La résolution des enjeux environnementaux ne doit pas reposer sur les individus

Même si la mesure de l’empreinte carbone des ménages et la réception d’une facture à la fin du mois en fonction des émissions émises a été plutôt saluée, les participants soulignent que la résolution des enjeux environnementaux doit avant tout reposer sur les entreprises et plus particulièrement les industries. Pour cela, les gouvernements sont attendus pour contrôler, imposer et interdire les pratiques polluantes. Les autorités régulatrices doivent faire en sorte que les pratiques polluantes ne soient plus du tout rentables en créant des réglementations précises, en finançant la création de secteurs respectueux de l’environnement, en développant un système punitif dissuasif et en permettant l’application des réglementations aux échelles locales.

Le rôle primordial des collectivités locales

Enfin, les participants ont évoqué le rôle central des collectivités locales pour garantir les intérêts des communautés locales, prendre des décisions adaptées à leur territoire et créer des projets avec les citoyens, notamment les jeunes et les femmes, trop souvent absents des débats. Certains parlent même d’une nécessaire “science participative”.

f) La coopération internationale sous condition

Une coopération largement attendue

Dans la fiction 3, les participants semblent d’accord sur le fait que les échanges entre pays doivent rester d’actualité, même si, à l’échelle individuelle, le quotidien se déroule davantage à un niveau local. Dans la fiction 1, la coopération interétatique est saluée à maintes reprises. Les habitants des pays du Sud sont néanmoins plus sceptiques sur sa réalisation effective.

Une culture de la coopération à développer

En effet, il semble plus facile pour des jeunes qui habitent dans des pays de la rive nord de la Méditerranée d’envisager des coopérations entre tous les pays méditerranéens, que pour ceux qui habitent un pays situé au Sud ou à l’Est de la mer Méditerranée. Leurs marges de manœuvre ne sont en effet pas les mêmes : politiques en place, contexte économique, conflits avec des pays voisins, etc.

La question de la culture de la coopération joue aussi, les pays du Nord faisant l’expérience de l’Union européenne (entre autres). Par ailleurs, on note une méfiance de la part des jeunes qui habitent les pays du Sud dans la capacité et l’envie des pays du Nord de les aider et de redistribuer les richesses.

Les leviers de la coopération

Plusieurs facteurs ont été identifiés pour permettre à la coopération à l’échelle méditerranéenne de se développer davantage :

- La prise en compte des modes de vie méditerranéens, des traditions et des connaissances locales ;

- Le développement d'accords économiques pour engager le changement et permettre une redistribution des richesses des pays du Nord de la Méditerranée vers les pays du Sud et de l'Est méditerranéen ;
- Une régulation des prix de l'énergie et des matériaux rares à l'attention des pays les plus vulnérables.

Ces leviers sont vus comme une condition pour que les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée puissent engager une transition écologique, et notamment sur le plan de la réduction des énergies fossiles. A noter que, pour certains participants, la poursuite de l'exploitation des énergies fossiles et de la compétition entre pays est vue comme souhaitable. Pour d'autres, les pays du Sud devraient être en capacité d'engager leur transition écologique sans rien attendre des pays du Nord.

7. Des contrastes entre le Nord, le Sud et l'Est

On observe dans les échanges que les participants s'inscrivent dans des systèmes de valeurs variés, avec des différences qui se dessinent entre ceux qui habitent au Nord de la Méditerranée, ceux au Sud et ceux à l'Est. Certains participants semblent en effet plus attachés aux valeurs de "survie" et "d'appartenance" quand d'autres pensent "émancipation" et "interdépendance". Les éléments présentés dans cette page sur les différences d'une zone à l'autre doivent être considérés comme des hypothèses qu'il conviendrait de tester dans des études mobilisant plus largement les habitants de ces pays, zone par zone. Ils donnent néanmoins une idée des préoccupations principales des habitants de ces zones et donc des changements majeurs qui y sont attendus.

La volonté d'une émancipation au Sud

Les habitants des pays du Sud de la Méditerranée ont débattu sur le fait de devoir être aidés par les pays nantis de la Méditerranée ou de devoir se mettre en ordre de marche de manière autonome. C'est cette deuxième option qui a été plébiscitée par plusieurs d'entre eux qui soulignaient qu'il est possible de trouver des solutions concrètes pour préserver les écosystèmes tout en créant de l'emploi, y compris dans les environnements les plus contraints, comme c'est le cas dans le désert du Sahara. Une conséquence attendue via ces initiatives locales est de permettre de limiter la migration des jeunes vers les pays européens afin d'y trouver du travail. C'est aussi en raison de la perte d'emplois que les changements au niveau du tourisme ou de la pêche, deux secteurs économiques importants dans ces pays, sont appréhendés avec beaucoup de précautions.

Une préservation des modes de vie actuels à l'Est

Les habitants des pays de l'Est de la Méditerranée rendent plus compte d'une envie de préserver les modes de vie actuels, ce qui explique pourquoi les solutions technologiques étaient mieux accueillies. Pour eux, il est avant tout question de faciliter les modes de vie des habitants, ceux dont les situations sont déjà aujourd'hui les plus précaires.

L'urgence du changement au Nord

Au Nord, les habitants semblent davantage pressés de voir la transition écologique se mettre en œuvre, avec à la fois un changement des modèles économiques et des modes de vie. Ils semblent en effet moins préoccupés par d'autres tensions, notamment politiques et sociales.

8. Une volonté globale de coopération entre jeunes du pourtour méditerranéen

Les jeunes qui ont participé à la commission, et notamment ceux qui habitent au Sud de la Méditerranée, ont exprimé clairement leur souhait de reprendre ce type d'échanges et de prolonger les réflexions. Ils ont demandé à ce que des rencontres soient organisées régulièrement, afin de pouvoir débattre davantage et imaginer ensemble, et de manière plus précise, un avenir commun. Ils ont aussi questionné l'usage effectif de leurs apports, réflexions et idées émises lors de la présente Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée. Pourrait-on aller jusqu'à envisager un Parlement des jeunes de la Méditerranée, voire une formation ad hoc afin de préparer une vision commune dès le début de la formation supérieure ?

Quelques retours et questionnements de jeunes participants sur la "Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée"

*"Qu'est-ce que le Plan Bleu a prévu d'autre ? Qu'allez-vous faire avec les résultats ? Allez-vous nous inviter à d'autres ateliers comme celui-ci ?"*³⁰

"C'est très bien qu'on puisse participer à cette conférence, ça permet la science participative. Intéressant d'entendre les différents points du vue selon les scénarii."

"J'ai adoré cette réunion. Le principe de collaboration internationale m'enchant. J'espère qu'il y en aura d'autres !"

*"C'était une expérience incroyable de réfléchir et discuter autour des scénarios futurs de la Méditerranée !"*³¹

"Une super expérience très stimulante, avec une mise en lumière concrète des enjeux actuels et futurs (comme les enjeux sociaux tels les communautés solidaires). Le temps a d'ailleurs manqué pour tout aborder."

*"C'était très intéressant. Cela le serait encore plus si nous discussions de différentes idées liées au développement durable de la zone méditerranéenne."*³²

*"J'espère que nous aurons bientôt la chance de travailler ensemble et d'échanger nos idées à nouveau !"*³³

*"Je ne me suis pas du tout ennuyé. J'ai aimé la variété et la créativité de l'atelier."*³⁴

*"Pouvons-nous partager les fictions-vidéos sur nos réseaux sociaux pour créer, débattre autour de nous et sensibiliser notre réseau ?"*³⁵

Encadré 2. Réflexions de participants sur la "Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée"

³⁰ Traduction d'une citation originale en anglais : "What else is planned for Plan Bleu, what are you doing with the results, are you gonna invite us to other meeting like that ?".

³¹ Idem, cit. originale : "Amazing experience to think and discuss about the future scenarios of the Mediterranean !".

³² Idem, cit. originale : "Very interesting. It would be more interesting if we could discuss different ideas linked to the sustainable development of the Mediterranean area in particular".

³³ Idem, cit. originale : "I hope we will have a chance to collaborate and exchange ideas soon again !".

³⁴ Idem, cit. originale : "I didn't feel bored. I like the variety and creativity of the session".

³⁵ Idem, cit. originale : "Can we share the fictions' videos on our social media to create, debate around us and sensibelize our network ?".

Conclusion

I - Synthèse comparative des deux démarches sur les visions

1. Des visions pessimistes mais une volonté commune d'agir

Les visions exprimées à travers les entretiens des personnalités et la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée sont globalement pessimistes sur la probabilité que les pays méditerranéens opèrent les changements politiques et économiques à même d'infléchir les tendances actuelles jugées désastreuses pour l'environnement et les sociétés. Plusieurs témoignages font référence à l'idée que l'être humain ne change qu'une fois au pied du mur et que seule une crise majeure pourrait forcer un changement systémique. Même si le scénario tendanciel ("*business as usual*") est considéré comme le plus probable, le *statu quo* est unanimement considéré comme inacceptable.

Un consensus intergénérationnel et à travers l'ensemble des pays méditerranéens représentés dans ces enquêtes se dégage autour d'une volonté de changement profond, et d'un refus de l'inertie jugée irresponsable. Des points d'accord et de convergence se retrouvent sur des sujets tels que le rejet de l'emploi des énergies fossiles, les inégalités au sein des pays mais aussi entre les différentes rives de la Méditerranée, ainsi que sur l'artificialisation massive des sols, en particulier littoraux. En majorité, les sondés appellent de leurs vœux une coopération internationale plus soutenue qui pour beaucoup représente une condition *sine qua non* de la réussite d'une transition vers un avenir souhaitable. Un bémol pourtant vient contrarier cette unanimité : les jeunes du Sud de la Méditerranée, sceptiques à l'idée d'obtenir l'aide de pays nantis de la rive nord, sont plutôt favorables aux solutions endogènes sans attendre une aide de l'extérieur. En effet, si l'ensemble des interviewés déclare souhaiter un renforcement de la coopération, les jeunes de la rive sud de la Méditerranée ont exprimé lors de l'atelier un désir d'autonomie, et une certaine méfiance vis-à-vis du Nord. Ce scepticisme fait écho à un souci partagé par les personnalités de la rive Sud, qui ont presque toutes posé comme préalable à la coopération Nord/Sud le règlement de différends politiques aggravant actuellement la relation entre les deux rives (mémoires coloniales et conflit israélo-palestinien en particulier).

Les sondés se prononcent globalement pour un renforcement du contrôle du secteur public sur le secteur privé, une pression plus importante des ONG et des médias sur les gouvernements, le respect de la nature, la promotion de solutions fondées sur la nature, la préservation des littoraux, un plus grand pouvoir donné aux collectivités locales et le développement des villes moyennes.

2. Un passage de relais aux nouvelles générations

Plusieurs personnalités interrogées ont exprimé à la fois leur souhait de laisser la place aux nouvelles générations, et leur confiance dans la capacité des jeunes à opérer un retournement en mesure d'apporter des changements nécessaires dans les valeurs et les modes de vie. Plus qu'une confiance aveugle dans les nouvelles générations, ces témoignages sont probablement aussi le signe d'une prise de conscience de l'échec des anciennes générations à apporter des solutions pour un avenir plus viable en Méditerranée.

La Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée montre cependant, que le regard porté par les nouvelles générations sur l'avenir de l'espace méditerranéen varie énormément, notamment en fonction

du pays d'origine des jeunes. En effet, si le désir de changement est commun, les préoccupations sont différentes et les chemins à emprunter pour changer de trajectoire sont dissemblables, voire divergents.

Un clivage fort se dessine autour du recours à la technologie et du changement des modes de vie. Deux positions s'opposent, entre "technophiles" souhaitant conserver les modes de vie actuels, et "décroissants" voulant au contraire aller vers plus de sobriété en transformant radicalement notre organisation sociale, nos manières de consommer, de produire, pour aller vers plus d'équité. Si le recours à la technologie est accepté par tous pour réduire les émissions de gaz à effet de serre ou pour répondre aux crises, les solutions de géo-ingénierie (comme les techniques pour provoquer des pluies artificielles) ou encore le tourisme sous cloche font largement débat. Il semblerait que ces deux positions-types suivent une répartition géographique, les sondés de l'Est du bassin méditerranéen étant tendanciellement plus technophiles et libéraux, quand les sondés des pays du Nord tendent à désirer un retour à des modes de vie plus sobres et respectueux de l'environnement. Tout comme les points de vue exprimés sur la coopération, il est à noter que ce clivage géographique sur le solutionnisme technologique se retrouve également dans les entretiens avec les personnalités.

Au-delà du consensus constaté sur la volonté de changement profond et le renforcement de la coopération internationale, les lignes de dissensions apparaissent non pas tant en fonction de l'âge des sondés mais surtout en fonction de leurs appartenances géographiques. Au-delà de tous les clivages ou divergences de choix, il apparaît une volonté sincère de tous les bords d'entretenir le dialogue, mieux, de le cultiver méthodiquement, car chacun a exprimé "en creux" le rejet du pire des comportements : l'égoïsme, qu'il soit personnel, communautariste ou étatique. Il serait le vecteur de catastrophes certaines. Son meilleur antidote reste la volonté sans arrière-pensée de dialogue en confiance.

II - Suites du projet MED 2050

Les visions contrastées recueillies dans cette deuxième étape du projet MED 2050 (Module 2) en plus des travaux menés sur le socle prospectif (Module 1) contribueront à l'élaboration de macro-scénarios contrastés sur la Méditerranée aux horizons 2030 - 2050. Ces scénarios alimenteront par la suite une réflexion plus stratégique sur les chemins de transition possibles vers un développement durable (Module 4), en associant experts et acteurs des sociétés méditerranéennes. Une dernière phase de valorisation des résultats (Module 5) s'attachera à promouvoir ces travaux en Méditerranée, en direction de différents publics : le système PNUE/PAM, les pays concernés, le grand public, la communauté scientifique, les médias et la société civile, etc.

I - Entretiens compilés et résumés

Les résumés d'entretien ont été produits par les membres du secrétariat du Plan Bleu, ce qui entraîne forcément une certaine subjectivité. Cependant, ces résumés ont, d'une part, tenu à conserver la logique des propos tenus et les points principaux, dans un format ne dépassant pas deux pages. D'autre part, les rédacteurs du présent rapport ont souligné les points clés de chaque résumé, soit parce que le sondé a lui-même particulièrement insisté dessus, soit parce qu'ils sont novateurs, soit enfin parce que leur formulation est intéressante pour alimenter les scénarios du Module 3 : formulation imagée, exemple ou anecdote très illustrative.

1. Entretiens de personnalités hors du projet MED 2050

a) Entretiens avec des personnalités de l'Est de la Méditerranée

❖ Entretien 1

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Est, > 60, homme

Q³⁷- Ma première question est la suivante : Quels sont les défis majeurs que vous voyez pour le long terme, d'ici 2050, dans la région méditerranéenne ?

R- Pour moi, le plus grand défi sera la disponibilité et la qualité de l'eau. Le défi de l'utilisation de l'eau, aggravé par le changement climatique et la croissance démographique.

Q- Quelles sont les possibilités à notre disposition pour résoudre ces problèmes ?

R- Il faut améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau. J'entends par là que la consommation d'eau des cultures devrait être réduite d'une façon ou d'une autre, peut-être grâce à une irrigation plus ciblée ou plus sophistiquée (pas forcément plus onéreuse). Les défis techniques sont les suivants : salinité, micropolluants et biotiques.

Q- Je suis un spécialiste de l'eau, j'ai travaillé dans le secteur de l'eau dans le passé, et je sais que ce secteur est très avancé en termes de technologies, mais par exemple, le droit à la réutilisation ne

³⁶ Les annexes concernant la "Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée" sont à retrouver dans le rapport rédigé par Julie Rieg : "Des visions contrastées sur le futur de la Méditerranée. Analyse des échanges lors de la Commission des Jeunes sur le Futur de la Méditerranée, en date du 2 mars 2022".

³⁷ Q : question et R : réponse

progresses pas tellement en Afrique du Nord, il y a des barrières culturelles. Je m'interroge également sur le soutien politique. Pensez-vous que cela puisse changer ?

R- Il est important d'aller vers les chefs religieux et de les convaincre. **Travailler avec les gens est un défi plus important que travailler avec la technologie - qui est une petite part de la solution.** La technologie est un outil important, mais ne permet pas à elle seule de créer un vrai développement durable et social pour changer de modèle.

Q- Et pensez-vous que nous allons vers plus de coopération ou plus de conflits dans la région méditerranéenne ? En surmontant les tensions politiques caractéristiques ici et là, mais en regardant sur le long terme, d'ici 30 ans.

R- Il y a des tendances contradictoires allant dans les deux sens, coopération ou conflit : à certains endroits dans une direction, dans d'autres, dans la direction inverse. Pourtant les deux parties gagnent à coopérer. **Il y a de la méfiance et cette dernière perdurera tant que la question palestinienne ne sera pas résolue. Parfois des scientifiques peuvent être le pont et apporter des solutions à des problèmes mutuels.** Il faut frapper à leur porte.

C'est dans l'intérêt d'Israël que la Jordanie reste un État stable, dans l'intérêt de l'Europe que l'Afrique du Nord reste de même et que les gens ne bougent pas du fait d'un manque d'eau ou d'emploi.

Quelqu'un doit s'occuper de produire la nourriture. La propriété de la terre est très traditionnelle, avec de toutes petites parcelles ; à chaque fois qu'il y a un héritage, elles sont divisées. Un changement organisationnel et une réforme de la propriété traditionnelle doit être mise en œuvre : pas pour la supprimer, mais pour l'organiser différemment. A la place de vingt petites parcelles, une grande et chacun est "actionnaire". C'est un grand changement culturel.

Q- D'ici 30 ans, voyez-vous le même type de pays, de gouvernements, de structures institutionnelles, ou prévoyez-vous un changement majeur ?

R- Les Printemps arabes : la situation est maintenant pire qu'avant. La Libye : elle était assez riche (bien que je n'aime pas Kadhafi), mais c'est le chaos désormais. Les réformes doivent venir de l'intérieur et pas être imposées de l'extérieur. Si c'est l'Occident qui y va et impose ses vues, dès qu'il s'en va, tout s'écroule.

❖ Entretien 2

Caractéristiques du profil : monde académique, Est, > 60, homme

Q- Quels sont les défis majeurs, mais aussi les opportunités majeures pour le long terme en Méditerranée, à l'horizon 2050 ?

R- La faillite du Nexus eau - sécurité alimentaire - énergie - environnement serait fatale pour le bassin Méditerranéen ; pour assurer la réussite du Nexus, la première composante c'est l'eau et surtout l'irrigation, besoin de transfert de technologie et de responsabiliser les agriculteurs.

Autre sujet : la pollution liée à l'eau, aux décharges, à l'assainissement.

70 % de l'eau dans la région du sud-est de la Méditerranée est transfrontalière : besoin d'hydro-diplomatie car on va connaître des pénuries et conflits très graves sur les bassins transfrontaliers. Les outils disponibles des Nations Unies (Convention UNECE 1992; 1997) ne sont pas utilisés jusqu'à présent pour résorber les conflits. Les bassins conflictuels : Jourdain, Tigre, Euphrate, Nil. Besoin de coopération technique et institutionnelle (agences de bassin).

2^{de} composante : l'énergie. La plupart des pays méditerranéens utilisent les énergies fossiles. Il faut un plan solaire méditerranéen, et favoriser les énergies renouvelables. Mais les énergies renouvelables ne peuvent couvrir les besoins énergétiques de la Méditerranée, il ne faudrait pas lâcher le nucléaire, la seule plateforme énergétique qui pourrait sécuriser la gestion de la demande pour le bassin méditerranéen, couplé au gaz. Les champs gaziers trouvés dans le sud de la Méditerranée pourraient aider l'Europe à subvenir à ses besoins. Donc il faudrait diversifier l'énergie. Mais encore faut-il qu'on ait des régimes stables pour utiliser le nucléaire dans la région.

3^e composante : l'alimentation. En Méditerranée, nous avons 600 millions de personnes qui sont suralimentés et 400 millions qui sont sous-alimentés. Il faut aider les pays du Sud-Est de la Méditerranée à mieux se nourrir, à arrêter le gaspillage et à diversifier leur agriculture en fonction des spécificités de cette région (pas de tomates dans le désert).

Un exemple probant sur la faillite du Nexus et la mauvaise préservation de l'écosystème : la Mer Morte est en train d'agoniser, parce qu'il y a eu une mauvaise gestion du Nexus, une agriculture intensive ; ou encore le barrage de la Renaissance, qui est une faillite du Nexus, et une faillite sociale pour l'Éthiopie, le Soudan et l'Égypte.

Le phénomène climatique va engendrer des migrations climatiques.

2^e volet : l'éducation : l'avenir sur lequel construire la paix en Méditerranée, la chance donnée à la population méditerranéenne de développer son système politique, asseoir des démocraties, faire face au changement climatique.

3^e défi, la sécurité de la Méditerranée. Avec le changement climatique, de plus en plus de migrants, de problèmes sociaux et de problèmes liés directement à une gestion non durable de nos ressources. La sécurité et la stabilité de la Méditerranée reposent aussi sur les relations de neutralité envers les grands blocs politiques et militaires. **Les pays méditerranéens devraient prôner leur neutralité**, ne pas suivre les actes politiques des hyperpuissances.

Q- Vous avez déjà répondu un peu à ma deuxième question qui était sur ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable ? Passons à la 3^e: que faut-il profondément changer pour éviter les visions les plus pessimistes qu'on peut avoir de l'avenir méditerranéen ?

R- Établir la verticale Europe, Méditerranée, Afrique, prônée par Miguel Ángel Moratinos et Jean Louis Guigou : une zone de construction culturelle, de développement industriel, économique, éducatif, énergétique. L'Afrique est le continent le plus riche en ressources naturelles, le bassin méditerranéen, au centre, est le bastion des cultures, des religions et de la jeunesse, l'Europe est le bastion de la technologie. **Nous pouvons faire des merveilles si on construit des ponts, si le bassin Méditerranéen devient le lien entre le Nord, l'Europe et l'Afrique.**

Il faudrait que la France, comme son président a lancé plusieurs conférences internationales, la dernière, celle de Brest et avant celle du climat, lance une autre conférence des chefs d'État méditerranéens ou bien des technocrates, penseurs méditerranéens pour une relance de l'UpM.

❖ Entretien 3

Caractéristiques du profil : monde académique, Est, > 60, homme

Q- Quels sont les défis majeurs, mais aussi les opportunités majeures que vous voyez pour la Méditerranée, à l'horizon 2050 ?

R- La voie du libre-échange, une fausse solution pour les pays du Sud de la Méditerranée. Le processus mis en place par la Déclaration de Barcelone n'est pas réalisé. L'écart s'est accentué avec une rive sud déchirée par les conflits et des questions environnementales qui ne sont pas prises en charge face aux menaces climatiques et à la dégradation des ressources naturelles. **Il y avait quelque chose d'utopique dans cette déclaration de Barcelone de 1995 qui pensait que le libre-échange allait régler tous les problèmes du développement et rapprocher les niveaux de vie entre les deux rives.** Inspirée par l'idéologie néo-libérale dominante, cette hypothèse que le libre-échange allait être la solution n'a pas été vérifiée avec le temps, pire elle sera à l'origine de l'accentuation de l'écart dans le développement entre les pays du Nord et du Sud et de l'échange inégal.

L'abaissement des droits de douane, le libéralisme commercial et l'ouverture des marchés ont conduit à un développement inégal. L'expérience des zones franches (en Tunisie, en Egypte ou au Maroc) n'ont pas donné grand-chose, et il n'y a eu aucune réflexion au niveau de l'UE sur les processus d'industrialisation à engager dans les pays de la rive sud. L'histoire économique de nombreuses nations du monde développé a montré que **l'industrialisation par substitution à l'importation** a été une des voies historiques de l'industrialisation. Prenons l'exemple de l'Allemagne. C'est par le dirigisme et le protectionnisme au XIX^{ème} siècle que ce pays a connu un réel essor économique et a effectué très rapidement son rattrapage avec l'Europe de l'Ouest alors beaucoup plus développée.

L'UE, par sa profession de foi pour le libre-échange, et accompagnée par les grandes institutions internationales (BM, FMI), a freiné les possibilités de développement autocentré des pays de la rive sud. L'élargissement de l'UE aux pays de l'Est européen, une priorité qui n'a pas servi le dialogue avec les pays de la rive sud. Les pays balkaniques marginalisés.

Par ailleurs, l'Union européenne ayant en priorité l'élargissement à l'Est a été dans l'incapacité de conduire un dialogue suivi et fructueux avec les pays de la rive sud. **L'élargissement de l'Union européenne à l'est s'est faite au détriment de l'Union pour la Méditerranée.** L'ensemble des pays balkaniques à façade méditerranéenne ont été effacés dans le processus de construction méditerranéenne, mais aussi la Russie. Ainsi, la Méditerranée de l'Est qui est l'un des carrefours parmi les plus stratégiques du monde a été absente des visions de l'UE. **La Méditerranée, rappelons-le avec force, n'appartient pas à l'OTAN.**

De quelques autres problèmes majeurs faisant obstacle au dialogue de l'UE avec la Méditerranée. Parmi les problèmes majeurs sur le plan humain et politique, figure le régime d'apartheid d'Israël qui occupe les terres palestiniennes, et ceci en infraction totale de la légalité internationale. **Cette situation, dont sont**

victimes les Palestiniens, est similaire à celle vécue autrefois par l'Afrique du Sud ou à celle de l'Algérie coloniale. Il n'y a en fait aucune différence entre ces situations. Et le conflit israélo-palestinien est un sérieux obstacle à la bonne réalisation de l'Union pour la Méditerranée.

L'usage de la violence exercée contre certains peuples comme ceux de Syrie ou de la Libye a constitué également un obstacle à la réalisation de l'UPM. La présence russe dans un pays comme la Syrie ne vient en fait que combler un vide politique effrayant de l'Union européenne.

Une autre question majeure est celle des migrants qui en soi est un problème humain scandaleux à mes yeux. **On assiste à une fuite des cerveaux et compétences du sud de la Méditerranée vers le Nord et les Etats-Unis ou le Canada.**

Une autre grande source de tensions et de rivalités nationales en Méditerranée provient du développement des richesses pétrolières et gazières que recèle sa rive sud. **Les mauvais usages de la rente gazière ou pétrolière par les pays arabes produisent une forte paresse industrielle et technologique, en opposition totale avec tout processus de développement économique.**

Visions pour l'avenir :

Il est difficile d'avoir une vision optimiste de l'avenir en examinant les problèmes humains auxquels font face les pays de la rive sud, et notamment ceux relatifs aux migrants. Des pays de la rive nord ont été complices dans l'émergence de mafias dans la sphère de l'économie, et la Banque Mondiale a accompagné leur politique économique au nom de la mondialisation et de l'idéologie libérale que ce processus sous-entend. **La crise de la Covid19 a remis en question bien des dogmes de cette idéologie et des stratégies de délocalisations qui s'étaient déployées.** La re-territorialisation des systèmes productifs est aujourd'hui un objectif déclaré dans un certain nombre de pays du Nord.

Il convient ainsi de changer de paradigme dans l'énoncé des politiques publiques économiques, sociales et environnementales. Des signaux faibles de ce changement sont observés, et cela va dans le bon sens. Une attention est, par exemple, accordée aux préoccupations environnementales (stress hydrique, pollution de la mer, consommation en énergie fossile...), à la nécessaire transition énergétique mobilisant les sources d'énergies alternatives, aux menaces du changement climatique, à la littoralisation des activités et à la bétonisation des espaces naturels. L'énergie solaire doit devenir une source importante d'énergie.

En conclusion :

Il convient de relancer le dialogue Nord/Sud entre les deux rives et à l'élargir à d'autres cadres. Il existe différentes structures qui ont émergé dans le monde, en particulier dans les régions asiatiques, ce qui ouvre de nouvelles perspectives et incite à faire évoluer les coopérations économiques dans la région. En Méditerranée, il faut réfléchir au rôle que pourrait jouer la Chine, à la route de la soie qui donne un signal important sur le plan de l'économie. Et là aussi, il importe de ne pas avoir une attitude hostile aux investissements qu'elle pourrait réaliser, mais il conviendrait de bien examiner l'utilité pour les économies locales des investissements que les firmes multinationales, y compris chinoises et russes, réalisent aujourd'hui dans les pays méditerranéens.

La Banque Mondiale et le FMI pourraient mettre leurs compétences et leurs ressources pour financer le portefeuille de projets innovants de l'UpM. Il faut toutefois qu'elles abandonnent le paradigme libéral qui les a conduits à préconiser les privatisations aux Etats méditerranéens de la Rive Sud, mesures qui ont contribué à détruire dans le passé leur capital productif. **Il faut aujourd'hui préserver le patrimoine économique des Etats.**

❖ Entretien 4

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde académique, Est, > 60, homme

Q- D'ici 30 ans, en Méditerranée, quels sont les principaux problèmes et opportunités que vous prévoyez et que vous aimeriez mentionner ?

R- Deux choses : la première est la pénurie d'eau, aggravée par le changement climatique. **L'eau est la clé.** Deuxièmement, **l'explosion de la population.** Le Caire passera de 20 millions d'habitants aujourd'hui à 50 millions en 2050.

Le manque d'eau et la démographie, l'explosion de la population entraîneront des guerres. Beaucoup de paysans ne pourront plus, du fait du changement climatique, du fait des pénuries d'eau, cultiver leurs terres. Ils migreront dans les villes, qui exploseront de nouveau ; il y aura des crimes. La guerre civile en Syrie a commencé exactement à cause de ces mêmes raisons : trois années consécutives de sécheresse, additionnées au nouveau barrage turc sur les rivières.

La solution principale, particulièrement en Afrique du Nord : la réutilisation de l'eau. 90% en Israël, deuxième pays au monde, l'Espagne avec 17% seulement. La moyenne européenne n'est que de 5%. Pour éviter la guerre civile au Sud de la Méditerranée et une nouvelle vague d'immigration au Nord, la clé est la gestion de l'eau, puis l'agriculture numérique.

Vous, en Europe, connaîtrez une nouvelle vague d'immigration. Et si vous voulez vous occuper de ce problème aujourd'hui, il faut investir dans l'éducation et la formation, particulièrement dans la gestion de l'eau et l'agriculture digitale.

Q- S'agit-il également des gouvernements ou des institutions ? Des pays, des autorités locales, des administrations régionales, de la coopération méditerranéenne ?

R- D'abord et avant tout, des gouvernements et aussi de l'Union pour la Méditerranée.

Le Nigeria comptera 400 millions d'habitants en 2050, environ 900 millions en 2100. **Si on ne les forme pas, si on ne les éduque pas aujourd'hui, ils marcheront vers le Nord, parce qu'ils auront faim.**

Q- Deuxième question : quelle est votre vision de l'inacceptable pour la Méditerranée en 2050 ?

R- Si les choses continuent, **en 2050, des groupes terroristes pourront probablement se procurer des armes nucléaires.**

La réponse, la guerre contre le terrorisme passe principalement par l'augmentation du niveau de vie de la population, en particulier en améliorant l'agriculture car ces sociétés sont d'abord agraires. Mais aussi la culture digitale : nous pouvons apprendre aux jeunes à se servir d'ordinateurs pour qu'ils puissent travailler dans la haute technologie. En Israël aujourd'hui, les entreprises de pointe emploient à distance de jeunes Palestiniens vivant en Cisjordanie. Nous devons le faire à grande échelle, l'Europe doit trouver

des moyens d'employer de jeunes Égyptiens dans des entreprises de haute technologie, ils continueront à vivre en Égypte et à travailler en ligne, au lieu de se déplacer pour chercher du travail en Europe. C'est un monde nouveau.

Q- Pensez-vous qu'il est nécessaire d'avoir une rupture ou une transformation dans la façon de gouverner, de concevoir l'action publique dans le bassin ?

R- Je suis convaincu que chaque gouvernement, démocratique ou non, comprend ces deux problèmes : le changement climatique, le manque d'eau et les besoins en éducation et en formation en matière de gestion de l'eau et d'agriculture digitale pour moderniser l'agriculture. En particulier maintenant avec la guerre en Ukraine. Les gouvernements doivent moderniser leur agriculture. Ce n'est pas une proposition ou une suggestion, c'est un impératif, le futur de cette région.

❖ Entretien 5

Caractéristiques du profil : monde académique et société civile, Est, 40-60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez, quels sont les défis majeurs, problèmes et opportunités que vous percevez pour le long terme ?

R- Le problème principal pour moi : **la surpopulation**, par la multiplication de la "population locale" ou l'immigration qui vient en Méditerranée. Il reste peu d'endroits encore sauvages dédiés à la faune sauvage, à la biodiversité sauvage. Ces poches en Méditerranée qui étaient jusque-là à l'abri des humains, il faut absolument les conserver. Il faut revoir notre comportement de consommateur. Second problème bien sûr, le réchauffement climatique, partout mais spécialement en Méditerranée. **En tant que personne, on peut réviser nos moyens de luxe en termes de déplacements, en termes de chauffage ou de climatisation. Mais en tant que société civile et en tant qu'État, il faut se focaliser davantage sur la restauration des écosystèmes et des reboisements.**

En termes d'opportunité, la Méditerranée a une population qui est relativement jeune et ouverte, elle a accès à la technologie, c'est un grand potentiel. Il faut leur donner un environnement qui est apte pour leur développement, afin qu'ils ne partent pas loin.

Il y a beaucoup de complémentarité entre les différentes rives de la Méditerranée. Il n'y a que le cadre politique qui peut un peu organiser tout ça.

La Méditerranée est une région très diversifiée mais aussi très hétérogène en termes de conditions environnementales, de pluie, de température, de nature du sol, relief, etc. Au lieu de faire de l'agriculture intensive là où le sol ne le permet pas, où là il n'y a pas d'eau, il faut développer une culture qui s'adapte avec les espèces natives traditionnelles adaptées à ce type de climat et l'encourager.

Q- Quelle vision avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures, à 2050 ?

R- Ce serait inacceptable de traiter la Méditerranée comme n'importe quelle autre région du monde. Surtout dans les cadres des Nations Unies, à tout prix, il faut éviter d'appliquer les grands titres, sans

prendre en considération les réalités du terrain, les spécificités locales, la culture et les traditions méditerranéennes. Par exemple il faut planter 3 milliards d'arbres d'ici 2030 ou d'ici 2050 : mais on ne peut pas venir planter là où le terrain n'est pas plantable, ou là où le terrain est en train de produire quelque chose d'autre, il faut vraiment descendre à l'échelle de la parcelle pour voir quel est le meilleur moyen pour que cette partie de terrain puisse en même temps répondre aux ODD.

Il faut absolument prendre en considération le patrimoine culturel Méditerranéen, il doit ressortir dans tous nos projets, naturels ou éducatifs, être notre grand drapeau sous lequel les différences peuvent être une force et pas un alibi pour se chamailler, et pas seulement limité à du folklore.

Il est important de prêter attention au rôle des jeunes. Il ne suffit pas de faire de bonnes universités, de bonnes formations, mais il y a également les premiers pas : **accompagner ces jeunes à créer leur entreprise, à s'intégrer là où il faut être productif, plutôt que de former des personnes et on se retrouve avec des chômeurs bien qualifiés.** Il faudrait créer quelque chose peut-être qui permettrait à ces gens d'exprimer leur potentiel tout en respectant l'environnement parce qu'ils sont encore plus sensibilisés que nous je pense. **Par rapport à nous qui avons vécu à un moment donné sans penser à l'environnement, puis quand ça a commencé à devenir mal, on a commencé à le prendre en considération, les jeunes eux, sont nés dedans et vont surtout subir les dégâts dans le futur.**

Q- Quelles sont pour vous les ruptures ou les transformations nécessaires justement pour aller vers votre vision souhaitable ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Il faut s'adresser aux politiciens, qui ne sont pas les gens les plus faciles à réaliser nos agendas parce que souvent **leur agenda politique a un intérêt très lié à la durée de leur mandat, à leur réélection potentielle.** Alors que **l'agenda environnemental, c'est un agenda de long terme de 30, 50 ans ...** C'est vraiment en commençant par la base de la pyramide, par les gens, par le milieu rural, par notre patrimoine, plutôt que de venir avec des grands projets, des barrages... qu'on peut espérer causer la rupture dans les pays du Sud.

Il ne faut plus que ces gens-là prennent pour garantie "on va avoir quelques milliards de la Banque Mondiale pour faire ce méga truc" sans prendre en considération les terrains agricoles qui vont disparaître, les petits agriculteurs qui vont devoir émigrer. Au contraire, il faut voir vraiment quelles sont les richesses locales que nous avons et construire en fonction, ne pas altérer l'équilibre naturel et social, ne plus arrondir les angles des études de terrain pour faire passer les projets.

C'est notre façon de consommer qui va changer toute la donne et qui va influencer la production. Si je décide de ne plus encourager des produits en Bolivie puis les emmenés en Méditerranée avec une grande empreinte carbone mais de choisir au contraire une marque qui respecte tout ça, si ma situation me permet de faire ça, alors je peux rejoindre une majorité silencieuse qui commence à se prononcer pour cette rupture-là, pour influencer le système de production qui n'est pas soutenable.

Pour le faire, il faut partir d'un noyau, ça peut être la famille, l'école, l'université, l'entreprise, une association... après petit à petit ça prend. Ça ne se fera pas du jour au lendemain, mais c'est en train de se faire maintenant, c'est en cours. Il faut vraiment l'encourager. **Nous sommes des consommateurs mais nous sommes également des grands influenceurs, que ce soit dans les votes et dans notre façon de consommer.**

J'ai envie de voir la Méditerranée très verte et très bleue.

❖ Entretien 6

Caractéristiques du profil : société civile et monde scientifique, Est, 40-60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez, de votre pays, votre institution ou entreprise, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le moyen (2030) et long terme (2050) ?

R- Pour des enjeux de portée générale : les **écarts de ressources, richesses, éducation en accroissement entre les deux rives**, le déficit de coopération Sud-Sud et Nord-Sud, les pollutions sous toutes formes et le réchauffement des eaux marines, **l'homogénéisation des deux grands bassins sous la pression du changement climatique, notamment en matière de migration d'espèces terrestres et marines.**

Pour la partie marine : la surpêche, la pêche illégale, la pollution. Les pêcheurs ne sont pas ou mal contrôlés ; mais aussi, ils ne sont pas associés aux décisions qui les concernent. La recherche scientifique est trop peu soutenue pour avoir du poids auprès des décideurs. **Il apparaît un problème permanent de gouvernance : elle doit être fondée scientifiquement, co-décidée et appuyée sur des moyens technologiques forts.** L'invasion biologique des espèces tropicales (via le canal de Suez et Gibraltar), n'est pas toujours un problème. Ainsi les siganidés ont commencé à être pêchés, ce qui constitue une nouvelle ressource pour les pêcheurs syriens.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Le souhaitable (concerne autant le terrestre que le marin) : la protection de la biodiversité à l'échelle de toute la Méditerranée. Maîtrise de la pollution en coopération avec les pays voisins. Etablissement de grandes zones protégées. Formation dès l'école au respect de la mer Méditerranée. **Formation à la maîtrise des pollutions dans les deux bassins versants majeurs.** La qualité du transport et de la transformation du poisson, de la pêche à l'assiette

L'inacceptable : la surpêche et la pêche illégale (favorisée par la corruption), la pollution, en connaissance de cause.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Pour aller vers le souhaitable (concerne autant le terrestre que le marin) : **une réglementation stricte avec les contrôles associés ; l'interdiction de toute activité impactant les écosystèmes marins ; une meilleure coopération entre pays avec des engagements forts et précis de tous ; l'échange et le partage des données afin de mieux gérer les écosystèmes communs ; la fixation précise et actualisée des quotas dans les eaux territoriales et internationales ; le renforcement de la concertation entre scientifiques, pêcheurs, consommateurs, écologistes, médias et décideurs ; le développement de la formation à la pêche et l'aquaculture responsable : concepts, pratiques, critères de mesure...**

Mots-clefs caractérisant l'évolution de la Méditerranée à l'horizon 2050 : invasions biologiques marines croissantes ; **puissantes organisations de défense de cette mer et forte coopération avec les Etats ;**

apaisement des tensions internationales via le partage des intérêts et des ressources ; **influences géopolitiques majeures : Europe, Chine et Russie ; tensions croissantes sur l'eau douce** avec des solutions surtout technologiques (dessalement à partir de l'énergie solaire).

Je rêve d'une Méditerranée rendue à sa beauté originelle, à l'époque où elle s'appelait "Mare nostrum" ou "Thétys".

❖ **Entretien 7**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique, Est, > 60, homme

Q- Quels sont les principaux défis (problèmes ou opportunités) que vous percevez dans le moyen/long terme et quelles évolutions envisagez-vous, positives ou inquiétantes ?

R- Les ports méditerranéens sont des carrefours culturels où des individus de différentes parties de la Méditerranée et de l'Orient se rencontrent, se mélangent et s'influencent les uns les autres. **« La géographie, c'est la destinée »** disait Ibn Khaldoun. La diversité fait partie de l'ADN de la Méditerranée, et peut aider le monde à surmonter la polarisation, la ségrégation et la marginalisation actuelles.

La démocratie, la culture du vivre-ensemble ont été enfantées par les peuples de la Méditerranée, comme l'une des innovations les plus importantes de l'humanité.

L'urbanisation entraîne des changements massifs dans la société mondiale. La pandémie de COVID-19, le changement climatique et les pertes de biodiversité ont des effets menaçants sur la civilisation humaine. L'urbanisation durable et la transition écologique apparaissent comme un champ d'action international indispensable pour lutter contre ces menaces sans frontières. **Les villes sont au cœur de ces actions.**

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait désirable, ou, au contraire, inacceptable, au vu des évolutions que vous envisagez dans la décennie à venir ? La mer a-t-elle une place dans ces visions ?

R- Le bassin méditerranéen est un continent bleu. Contrairement aux autres continents, il est constitué par l'eau. **Contrairement aux autres mers, la Méditerranée ne divise pas les gens, mais les connecte les uns aux autres.** Elle constitue un lien fort entre les peuples et les cultures. Nous partageons la mer, la culture et l'histoire.

Nous devons rétablir l'harmonie avec la nature, dans nos économies, dans l'agriculture, le tourisme, les infrastructures, la régénération urbaine, etc. Dans ma campagne électorale, j'ai promis d'être **le maire non seulement des humains, mais aussi de toutes les espèces et de tous les écosystèmes naturels de la ville, y compris les flamants roses.**

Q- Quelles sont les ruptures ou les changements nécessaires pour se rapprocher de votre vision du souhaitable ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Au cours de certaines périodes, les sociétés et les gouvernements autoritaires peuvent se renforcer dans le monde entier. Les régimes autoritaires s'attachent à classer les gens dans la catégorie des "autres". Ils consolident leur pouvoir en soulignant les différences et en définissant les gens comme "nous" et "eux". Leur stratégie consiste à pointer du doigt les soi-disant défauts et les prétendues erreurs des "autres". Nous ne devrions pas tomber dans ce piège. **La culture peut nous aider à nous éloigner du discours polarisant de la politique.** Avec l'urbanisation massive et la mobilité de la population, la promotion de la diversité et la célébration de nos valeurs communes sont également devenues l'un de nos devoirs les plus importants. Chacun de nos citoyens a le droit de se sentir appartenir à l'endroit où il vit. De nouvelles politiques urbaines sont nécessaires pour faire de nos villes des espaces de plus en plus cosmopolites.

Dans notre monde interconnecté et en pleine mutation, **il sera essentiel que les États et les organisations internationales redéfinissent les institutions de la gouvernance mondiale et méditerranéenne en reconnaissant les mérites des villes.**

Q- Quel rôle votre pays ou votre institution pourrait-il jouer dans ces transformations indispensables ?

R- En réponse à la sécheresse, notre municipalité offre des incitations économiques pour les produits agricoles issus de l'agriculture pluviale qui nécessitent moins d'irrigation, en harmonie avec les conditions climatiques locales.

L'innovation institutionnelle est nécessaire pour faire face à des crises telles que la pandémie : les menaces exigent des ressources qui dépassent nos moyens. Nous devons adapter à la fois les processus de gestion et les services, mais aussi de nouvelles procédures de prise de décision, avec des organes exécutifs et consultatifs, accompagnées d'une solidarité renforcée.

Q- Quelle est la probabilité d'obtenir les ruptures ou les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision souhaitable ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Dans les années à venir, nos villes auront encore plus de mal à gérer le rythme rapide de la croissance démographique. Davantage d'investissements doivent être réalisés pour une relance verte à la suite de la pandémie. **L'accès des villes aux ressources financières et à l'expertise déterminera l'avenir du monde. Les villes connectées au monde bénéficient davantage des ressources disponibles à l'échelle mondiale.**

❖ Entretien 8

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : société civile et monde académique, Est, 40-60, femme

Q- La première question est donc de savoir, en partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez dans votre pays, dans votre environnement de vie et de travail, quels sont les principaux défis ou problèmes et quelles sont les opportunités que vous percevez à long terme ?

R- Dans la région arabe, il existe de grandes différences en fonction des pays, quant à la capacité des institutions à utiliser la technologie, et les ressources financières pour développer des solutions à divers problèmes. Cette inégalité est le premier défi auquel le monde arabe est confronté. Par exemple, la pandémie nous a montré à quel point la **fracture numérique** était profonde dans nos pays. Tous les citoyens du pays ne partagent pas le même niveau de compétence numérique, et cela engendre des inégalités dans la région. Nous pourrions également mentionner les **inégalités entre les sexes**. La participation économique des femmes arabes est la plus faible au monde et la pandémie a ajouté encore plus de pression sur les femmes arabes en raison de la perte de leurs revenus et de l'isolement résultant des mesures de confinement. L'instabilité et les conflits politiques rajoutent à ces problèmes : par exemple, la guerre civile en Syrie a **détruit de nombreuses infrastructures essentielles** dans la plupart des villes du pays. En Palestine, nous devons obtenir l'autorisation d'Israël pour la plupart de nos projets, ce qui limite notre développement.

Je pense que l'un des défis majeurs auxquels est confrontée la région arabe concerne la stratégie et les politiques. Nous excellons dans la rédaction de stratégies et de politiques de développement, mais nous ne travaillons pas suffisamment dur pour concrétiser ces stratégies et pour mettre ces politiques en action. **Il nous manque également un cadre juridique**. Nous n'avons pas de lois relatives à certaines problématiques majeures liées au développement durable. **Par exemple, l'une des lois particulièrement importantes qui fait défaut dans la région arabe concerne les droits de propriété intellectuelle**. Comment pouvons-nous protéger la R&D dans la région ? Cela conduit au départ de nombreux chercheurs de la région arabe qui cherchent à protéger leur travail ou leurs recherches, et cela n'est pas acceptable.

Q- Passons à la question suivante. Quelles sont vos visions de ce qui serait souhaitable ou, au contraire, inacceptable dans le développement possible de la région au cours de la prochaine décennie ?

R- L'inacceptable serait d'arrêter de travailler et d'attendre que d'autres produisent quelque chose et nous l'apportent. Nous devrions commencer à mettre des actions en œuvre. La COVID-19 a révélé que la technologie est partout, à tous les niveaux au sein des villes, à tous les niveaux de l'économie, et par conséquent, nous devons nous impliquer dans ce domaine. Les outils technologiques, l'intelligence artificielle, la robotique, les plateformes telles que Zoom, Google meets, Teams, etc. nous ont aidés à surmonter la pandémie. Nous devons maintenant commencer à réfléchir à la manière dont nous pouvons déployer ces technologies au profit du développement durable ainsi que pour atteindre les objectifs de développement durable.

À l'avenir, il me semble que la chose importante à prendre en considération dans la région arabe est de tout d'abord **privilégier l'utilisation des technologies**, et ainsi nous responsabiliser et gagner en autonomie. Nous pourrions également réfléchir à la technologie dans le cadre de l'agriculture afin de pouvoir produire des plans de très, très grande qualité. Nous pouvons utiliser la technologie pour renforcer notre économie et notre tourisme, par exemple. **La technologie est désormais le noyau**, ou plutôt le ciment, capable de protéger la région arabe.

Nous devons également prendre en compte la recherche et le développement. Nous devrions intégrer ce groupe international qui travaille à la recherche et au développement. Par exemple, dans le cas de la COVID-19, nous attendions que d'autres nous disent quoi faire, notamment avec le vaccin. Cela est dû à l'absence d'infrastructures solides pour la R&D dans la région arabe. La prise en compte de la R&D renforcera l'économie.

Je pense que le tourisme est l'une des problématiques liées à l'économie des pays arabes. Nous avons de nombreux sites historiques dans la région. Et nous avons différentes zones naturelles dans la région. Si

nous commençons à réfléchir au développement du tourisme dans la région arabe, je pense que cela nous aidera à renforcer notre économie.

En parallèle, nous devons prendre en compte les **ressources en eau** dans les pays arabes. Nous n'avons pas assez d'eau pour tout le monde mais nous sommes entourés par la Méditerranée et l'océan. Nous pourrions convertir, utiliser des technologies, pour rendre ces eaux utilisables pour l'agriculture, pour les plantations ou pour boire.

Q- Quelles sont les ruptures et les transformations qui seraient nécessaires pour progresser vers ce que vous décrivez comme une vision souhaitable ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Il devrait y avoir des parties prenantes capables d'apporter leur soutien au gouvernement. Je ne parle pas seulement des citoyens, mais surtout du secteur privé, du monde universitaire et des agences internationales et régionales. Parce que parfois, lorsque nous parlons, par exemple, de l'Égypte : pourquoi le peuple égyptien ne s'assoit-il pas avec d'autres personnes pour comprendre et tirer profit de leur expérience, de la manière dont ils ont, par exemple, résolu certains problèmes et appliquer ces solutions de manière pertinente pour le contexte égyptien. **L'échange de connaissances et d'expériences est donc très important dans la région arabe.** Nous devrions échanger nos connaissances et apprendre de l'expérience des autres.

Nous avons également une problématique culturelle dans la région arabe. Par exemple, certains pays arabes n'ont pas accepté l'accord SIDA. Certains ont prétendu que nous ne pouvions pas adopter les accords SIDA en raison de la religion et d'autres choses de ce genre. Ils n'ont même pas pris la peine de les lire. Aujourd'hui, même les Nations Unies prennent les questions culturelles en compte et, si elles abordent les dimensions de la ville, elles ajoutent le cinquième pilier, qui est la dimension culturelle ou le bâtisseur de culture. C'est l'un des enjeux à aborder lorsque nous parlons de la manière dont nous pouvons atteindre notre vision.

Une fois encore, lorsque nous parlons de lois et de réglementations, nous devons les mettre par écrit et les appliquer. Et non, les garder sur le dessus du bureau.

Q- Y a-t-il autre chose que vous aimeriez dire ?

R- Oui, les données statistiques sont importantes. Dans les pays arabes, l'un des principaux problèmes rencontrés est que nous ne recueillons pas de données en rapport avec les indicateurs et indices internationaux. Surtout ici en Palestine, nous n'avons pas beaucoup de données statistiques. Vous ne pouvez pas trouver les données statistiques, les informations que vous recherchez.

Je sais que les questions financières constituent l'un des principaux défis ou obstacles pour la région arabe. Nous n'avons pas de soutien financier pour nos programmes, par exemple. Donc si vous n'avez pas de fonds, vous ne pouvez rien faire. Mais vous pouvez demander à vos amis, vous pouvez demander à un secteur privé plus large d'examiner dans ce cas. Parfois, le gouvernement n'a pas d'argent, mais vous pouvez demander au secteur privé de fournir cette solution aux citoyens ou ce service et ils en retireront des profits. Mais en même temps, ils soutiendront aussi le gouvernement et fourniront l'argent nécessaire à ce programme. Nous ne pouvons pas travailler si nous agissons depuis des îles différentes. Nous devrions nous tenir tous ensemble sur une île ou deux, et travailler ensemble.

b) Entretiens avec des personnalités du Nord de la Méditerranée

❖ **Entretien 9**

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Nord, > 60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Il faut d'abord distinguer 3 ensembles géographiques bien distincts en Méditerranée : la rive Nord avec des pays fédérés par l'UE, la rive sud avec des pays plus indépendants, et les îles. **Malgré une unité profonde basée sur la mer qui nous relie, une culture issue des civilisations méditerranéennes de l'Antiquité, l'évolution des pays n'est pas homogène.**

Faut-il avancer en tenant compte des identités régionales ou tous ensemble ?

Défi démographique : Il est connu, documenté, tendanciel, majeur. Il faut le traiter afin d'aller vers une transition démographique au Sud et un rééquilibrage du vieillissement au Nord.

Défi touristique : Les flux sont cycliques ce qui surcharge les sites d'accueil en intermittence. Il faut sortir du tourisme de masse purement balnéaire pour réfléchir à un tourisme plus ouvert sur la culture locale, l'arrière-pays, la rencontre culturelle.

Défi du trafic maritime intra et trans-méditerranéen. Le jumelage des ports et leur automatisation sont des progrès (ex : Tanger-Med lié à Alicante). Il apparaît un potentiel de développement via cette automatisation ce qui faciliterait les régulations et les contrôles. Mais cela pose l'important problème de changement de métiers, voire d'image du port. La question des emplois et de leur qualification est à repenser.

Défi de la gestion des bassins versants. Cette gestion est cruciale car elle détermine la qualité des eaux du littoral. Des progrès considérables ont été faits sur la rive nord ; il n'y a pas de freins insurmontables pour transposer ces efforts sur la rive sud de la Méditerranée.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Le discours catastrophiste n'a pas lieu d'être. Ce qui est inacceptable, c'est de passer des points de rupture et de non-retour comme l'introduction d'espèces invasives. Les maladies à vecteurs (moustiques par ex.) sont à surveiller de près et à éradiquer si trop dangereuses. Mutations, virus, nouveaux modes de propagation sont à comprendre et à contrôler. La qualité des réseaux de surveillance est à faire progresser. Cette dimension sanitaire doit être prise sérieusement en compte.

Le souhaitable serait de valoriser et développer tous les aspects positifs de la Méditerranée, à commencer par une longue histoire commune, des trésors du patrimoine (et pas seulement de l'Unesco), une volonté de gérer une Mare nostrum pour le bénéfice de tous, une opportunité d'exemple de gestion intégrée des ressources comme des activités humaines à la bonne échelle géographique, « modèle » pour nombre d'autres mers dans le monde.

Les métiers pourraient être repensés sous l'angle de la relocalisation et de la réduction de la dépendance par rapport aux importations d'Asie. Il s'agit d'éviter un effet « du pain (RMI) et des jeux (vidéo sur portable) ». Il faut apprendre à maîtriser les technologies tout en conservant ce qui crée du lien social et de la créativité via tous les emplois à valeur ajoutée humaine.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Il faudrait régionaliser le développement via les ensembles géographiques pertinents. **L'UpM était une bonne idée jusqu'à ce que l'Europe du Nord s'en mêle.** Il faudrait travailler par métiers et par régions volontaires pour une coopération de long terme. Exemples d'applications déjà en cours : l'alliance des ports, le traitement des déchets sur des îles (gros progrès sur la valorisation énergétique), la gestion durable de la forêt, etc.

Il faut redonner aux gens une capacité de réflexion et d'action en tenant compte du long terme et de l'intérêt pour des biens communs. On ne résout pas les problèmes mondiaux avec des grands discours. La Méditerranée est une échelle pertinente. **L'initiative pourrait venir aussi des décideurs économiques** (ex des ports « bleus ») et les réseaux sociaux car ce sont de puissants influenceurs.

La science peut aussi aider (ex : les travaux du GID depuis 20 ans !). Ainsi, on peut aussi mobiliser les recherches participatives qui permettent de responsabiliser les gens et les motiver pour agir, comme les plaisanciers qui prennent en photo les méduses. Il faut aussi veiller à donner des « gratifications » en retour. Ces améliorations doivent être mises en synergie. Chaque succès dans un domaine doit pouvoir stimuler la créativité et la volonté de mise en œuvre dans les autres secteurs d'action.

❖ Entretien 10

Caractéristiques du profil : société civile, Nord, 40 - 60, femme

Q- Quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) pour long terme (horizon 2050) ?

R- L'enjeu majeur en Méditerranée: **le changement climatique, qui transforme les écosystèmes marins** et va avoir plusieurs conséquences: mortalités de diverses espèces, modification des routes migratoires, changements majeurs dans la chaîne alimentaire, acidification.

Les scientifiques connaissent bien la question des fameux « tipping points », ces points de bascule, l'arrivée d'une espèce à sa faculté maximale d'adaptation, sur lesquels ils nous alertent mais en tant que citoyens, nous avons du mal à les ressentir et donc à les appréhender. Pourtant l'histoire nous en parle, par exemple avec la morue à Terre-Neuve dont le stock s'est effondré et ne s'est jamais relevé. Si l'herbier de Posidonie, écosystème qui est un écosystème pivot atteint son "tipping point", s'il s'effondre, cela va générer des effets de cascade.

"Sur une situation qui est finalement déjà tendue, avec des difficultés socio-économiques et politiques dans de nombreux pays riverains de la Méditerranée, les enjeux du changement climatique s'ajoutent."

Dans la plupart des pays Méditerranéens, le stress hydrique est déjà un enjeu majeur et certains (Tunisie) y sont douze mois par an. Le changement climatique va très vite. Les politiques publiques, elles, peinent à suivre. **La situation est totalement inédite au niveau de l'histoire humaine. Pas tant au niveau de la**

complexité des problèmes à résoudre qu'au niveau de la rapidité à laquelle on a besoin de les résoudre. Comment décarboner rapidement nos économies ? Quelle transition entre la fin de la période pétrolière et le monde d'après ? Quel impact sur nos systèmes socio-économiques en Méditerranée ?

Il faut penser à long terme et accélérer de façon drastique les efforts de décarbonation. Pour le transport maritime, il faut 30 ans pour renouveler une flotte de navires. **Sur tous les secteurs où il y a des renouvellements de l'ordre de plusieurs dizaines d'années, il faut agir maintenant.** Il faut déployer l'éolien offshore et autres énergies renouvelables, mais en évitant des impacts majeurs sur la biodiversité et en particulier certaines espèces déjà fragiles (oiseaux marins).

Il n'y a plus de bonnes solutions et de mauvaises solutions. On est entrés dans une période où nous ne gérons que des dilemmes, des compromis et ils sont extrêmement difficiles à faire.

Sur le milieu marin, il faut que la nature puisse se rétablir. Le changement climatique s'installe sur un environnement qui est déjà fragilisé. Le milieu marin peut résister aux changements climatiques voire s'y adapter, s'il est en bonne santé, et pas en permanence agressé. **Il faut créer une cohabitation avec le monde sauvage la plus harmonieuse possible.** Pour que ces objectifs soient atteints dans la vraie vie, il faut simplement appliquer les réglementations relatives à la protection de l'environnement. Cela paraît évident mais dans la réalité cela l'est moins, c'est une question de vision politique et de courage.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Le souhaitable consiste à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré, l'inacceptable plus de 2 degrés. Par rapport à d'autres mers, la mer Méditerranée est soumise à un très grand nombre d'activités humaines, donc **ce qu'on réussira à transformer en Méditerranée si on accélère l'action pourra servir de modèle ailleurs où la complexité des problèmes est moindre.**

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- L'effort de sensibilisation, de formation des décideurs, des citoyens doit être démultiplié. Des mécanismes économiques qui fonctionnent, du courage au niveau réglementaire. Investir massivement dans la recherche pour trouver des solutions technologiques (même si **la croissance verte contient une immense part d'illusions**), développer fortement les solutions basées sur la nature et des stratégies de décarbonation effectives des entreprises.

On a besoin d'accords internationaux même s'ils bougent - éviter les blocages qui seraient liés à des différences de compétitivité pour les entreprises. Les grands blocs comme l'Union européenne ont des rôles moteurs extrêmement importants à jouer pour fixer des enjeux aux Etats membres et jouer un rôle de locomotive sur certains sujets. Par exemple, **la directive-cadre "stratégie pour le milieu marin" est le seul texte contraignant au monde sur l'objectif d'atteindre un bon état écologique du milieu marin.**

50% du changement climatique est dû aux 10% les plus riches de la planète. Donc, il doit y avoir une répartition équitable de l'effort financier pour financer une transition socialement juste.

Un rêve pour la Méditerranée, ça serait de pouvoir faire le tour de la Méditerranée en train avec un tarif dix fois moins cher que l'avion. Aujourd'hui c'est le contraire : une absurdité totale - exemple de ce qu'il faut résoudre en termes de politiques publiques.

❖ Entretien 11

Caractéristiques du profil : monde des affaires et académique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Premier défi : la **pression démographique**, en nombre de pays concernés et en masse. Il faut ajouter les flux de touristes, en ralentissement provisoire à cause de la pandémie. Mais il reprendra car la Méditerranée reste la première destination touristique du monde, avec des raisons qui n'ont pas changé fondamentalement.

Second défi : **dégradation des milieux naturels** notamment sous la pression des activités humaines. Cela risque de peser sur des équilibres de long terme avec des risques d'irréversibilité. Il s'agit d'un enjeu national et international à l'échelle de tous les pays méditerranéens. La coopération internationale a des progrès à faire dans ce sens. Il existe aussi une menace de dégradation des écosystèmes avec le changement climatique. Si des canicules ou des méga-feux devenaient récurrents ; cela freinerait le tourisme à coup sûr. Anticiper cela est un vrai défi de long terme.

Une opportunité majeure : les touristes sont aussi une opportunité pour financer des actions intelligentes. Mais cela a des limites car si les littoraux sont dégradés, ils deviendront moins attractifs. Les responsables ont donc un intérêt à conserver des écosystèmes et des patrimoine en bon état. Les technologies de conservation et/ou de protection sont disponibles. Il reste à les mettre en œuvre sur des années avec une grande constance, de la volonté politique et de la coopération. Les champs d'application sont nombreux : urbanisme, traitement des eaux usées, agroforesterie, mobilité urbaine, gestion des flux touristiques sur les sites hyper-fréquentés, etc.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Le souhaitable : qu'on arrive à gérer collectivement des politiques cohérentes d'aménagement du littoral. La Grande Motte est un exemple de réussite car, avant l'assainissement, la zone côtière était impropre à tout tourisme. Les constructions doivent être équilibrées par un Conservatoire du littoral ou son équivalent dans chaque pays. Les pays du Sud de la Méditerranée pourraient s'engager dans des conventions d'aménagement afin d'équilibrer toutes les activités, notamment le tourisme. Mais il existe beaucoup d'autres domaines de développement, notamment en matière de patrimoine historique, culturel, naturel...

L'inacceptable serait de ne pas réagir. Le laisser faire serait suicidaire pour tous les riverains de cette mer comme pour le pays laxiste. Un exemple d'échec, pour le moment, est le Liban. La solidarité méditerranéenne doit alors se mobiliser pour faciliter le rattrapage des pays touchés par la guerre ou des dissensions politiques internes excessives.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- La rupture : que les hommes deviennent raisonnables et comprennent leur intérêt commun à long terme.

Mais quand on vit dans la misère, comment aller vers le mieux ?

Il faut abandonner l'illusion d'une sorte de plan Marshall qui, de facto, était orienté pour transformer les pays aidés pendant la guerre en pays-clients de l'Amérique.

Il existe un **gisement autour des revenus du tourisme**, enracinés dans les régions à partir d'actions concrètes. Le niveau de l'ONU est trop général ; et les Commissions spécialisées (FAO, PNUE, PNUD...) peu efficaces sauf cas particulier.

Second gisement d'espoir, l'éducation à la durabilité, de la maternelle au doctorat. Il faut commencer par combattre la désespérance, qui reste loin des problèmes réels alors qu'il existe de multiples régions désireuses de progresser et qui mettent en œuvre des solutions locales

❖ **Entretien 12**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Cela ne fait aucun doute qu'il s'agit du changement climatique.

L'impact du changement climatique : plus nous avançons et plus les perspectives sont peu réjouissantes.

Nous parlons de la survie de la vie sur la planète, des moyens de subsistance et de tous les aspects culturels, économiques et politiques.

Nous sommes sur une trajectoire qui n'est pas à la hauteur du défi : **nous dansons sur le Titanic.**

Je ne dirai pas que nous dansons sur le Titanic, mais nous pouvons tout de même poursuivre des activités humaines dont l'impact de base est de plus en plus négatif, et cela est très inquiétant. Pas l'activité en elle-même, mais le fait que nous n'ayons pas opéré ce fameux virage dont nous parlons tous.

Face à une tragédie telle que celle de la COVID, nous hésitons encore, et les politiques, la situation financière, les situations politiques ne nous incitent pas à saisir ces opportunités.

Il s'agit toujours d'une région qui, selon moi, possède tous les atouts pour prétendre à un rôle de leader au niveau mondial : Cette région possède probablement l'un des niveaux d'éducation les plus élevés, où l'on trouve des centres urbains qui ont ouvert la voie depuis des millénaires. En effet, en termes de civilisation, et il y a aussi une relation plus saine avec les ressources naturelles.

La fracture et l'inégalité entre le Nord et le Sud : au cours des dernières décennies, les inégalités se sont surtout accrues.

Je ne peux qu'imaginer ce qui va se passer si nous devons commencer, si nous devons augmenter l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en Méditerranée parce que d'autres sources se tarissent, ou pour des raisons politiques ou économiques, comme nous le voyons ces temps-ci.

Les institutions : même en temps de crise, comme celui de l'après-tout, nous faisons encore appel aux Nations Unies, à ce mécanisme mondial, afin de trouver ensemble des réponses à un problème impossible à affronter individuellement ou par un seul gouvernement. Surtout en ce moment d'après-guerre, c'est rassurant et je pense que c'est toujours la voie à suivre. L'UE perdure, je trouve son succès étonnant car elle est composée d'une communauté régionale de pays qui travaillent désormais ensemble en faveur de certaines valeurs partagées.

C'est là que les jeunes générations entrent en jeu : les structures peuvent devenir obsolètes à un moment donné. Le changement survient par le biais d'une nouvelle façon de voir le monde ou de travailler ensemble en utilisant les instruments que nous connaissons : comment choisir ?

En regardant ces jeunes, qu'ils soient en Russie à manifester, en Pologne à faire du volontariat, en France ou en Italie à se préparer ou commenter, etc., il semblait y avoir une telle homogénéité.

Nous observons la vie, il existe clairement d'énormes différences en termes de culture, histoire, etc. Toutefois, **les points communs sont bien plus nombreux qu'à n'importe quel moment de l'histoire auparavant**. Des valeurs fondamentales partagées constituent un atout sur lequel nous devons nous appuyer. Le problème est que, souvent, les pays ne s'appuient pas sur cela, mais investissent plutôt sur les différences, car nous sommes dans un système très compétitif. Et ma richesse se traduit donc par vos dépenses.

Nous ne savons pas quel sera le **rôle joué par la Chine dans notre région**.

La guerre en Ukraine prouve au contraire que les liens européens, au moins à travers l'Occident au sens large, sont très forts - même pour surmonter la peur de l'Allemagne avec des armes et cela a été assez extraordinaire.

La mondialisation des valeurs et de la compréhension, manière totalement nouvelle de parler de la mondialisation.

Ce n'est plus comme au Moyen Âge où les Arabes s'occupaient d'astronomie et où nous copions les classiques grecs.

Le camp nord-africain en général, les pays arabes sont en très mauvais état et cela fait peur. C'est inutile, c'est injuste. J'ai le sentiment que les **occidentaux, y compris les Européens**, ont d'**énormes responsabilités** à assumer pour que cela se produise, car autrement nous passons à côté de quelque chose en tant que communauté autour de ce bassin.

Je suis persuadé que la jeunesse est bien mieux équipée et probablement moins concentrée sur les choses que nous avons connues dans les années 80 et 90 - le matérialisme.

Je suis en train de lire un livre d'histoire très intéressant sur le XIV^{ème} siècle, écrit par une historienne américaine, plusieurs fois lauréate au prix Pulitzer. **Le livre traite du XIV^{ème} siècle. Par chance, il y a de nombreux parallèles à faire avec ce qui se passe aujourd'hui : c'était le siècle de la grande peste, la peste noire, et de la guerre de 100 ans entre la France et l'Angleterre. Et un moment de transition incroyable d'un type de civilisation à un autre, de la petite communauté féodale aux véritables États.**

Il est étonnant de constater à quel point une crise profonde ouvre la voie à un monde meilleur dans le sens où ces crises, et je pense que c'est ce que nous traversons actuellement, sont des crises nécessaires pour trouver de nouveaux modèles. Et j'aime à penser que la douleur qui accompagne cette crise à l'heure actuelle, et même pour nous aujourd'hui, est suivie d'un temps nouveau. **Après le XIV^{ème} siècle (peste noire et guerre de cent ans), ce fut le début de la Renaissance**, une époque splendide, en tout cas en Occident. Il faut, à mon avis, garder à l'esprit que les **guerres historiques lors desquelles les systèmes de valeurs subissent de profonds changements douloureux, ont résulté en d'énormes améliorations**. Ainsi, d'une certaine manière, cela constitue un espoir selon moi, pour les 2-3 prochaines décennies.

Je vois maintenant que nous sommes à un âge où nos enfants ont une relation stable et où il est temps d'avoir des petits-enfants, mais ces **petits-enfants ne viennent pas**. Je suis étonné de voir combien de personnes de mon âge, de mon groupe d'amis, de mes frères et sœurs, de mes cousins, etc. ont cette préoccupation. C'est un changement fondamental, peut-être, sur le plan culturel plus que sur le plan biologique. Le fait que les gens sont beaucoup plus conscients du type de vie qu'ils veulent mener et des choses qu'ils veulent faire.

❖ **Entretien 13**

Caractéristiques du profil : monde scientifique et académique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- La Méditerranée concentre tous les problèmes que l'on rencontre dans le monde.

Un exemple : l'Égypte. Ce pays est une poudrière, avec des tendances lourdes qui créent des risques croissants d'instabilité structurelle, comme dans de nombreux pays du Sud et notamment en Méditerranée.

Les grands enjeux sont connus à l'échelle mondiale mais parfois mal explicités au niveau de la Méditerranée :

Le premier est celui de la sécurité alimentaire parce qu'il combine les pénuries d'eau et de sols, dans un contexte de croissance démographique.

Le second est celui du modèle de développement. La démocratie porteuse d'une économie profitant à tous n'est pas adaptée à de nombreux pays, contrairement à la doctrine officielle de la plupart des instances officielles occidentales, comme les Commissions des Nations-Unies. **Des régimes forts autoritaires sont parfois plus efficaces pour gérer un pays et éviter des crises aiguës (ex : Syrie, Libye, Tunisie...).**

Le troisième est celui de la ville avec un risque d'explosion sociale dans les périphéries ; or il y a des opportunités d'agriculture urbaine notamment avec des jardins productifs dans les périphéries pauvres. Il existe des projets d'alimentation territoriale (comme cela était le cas pour le maraîchage en région parisienne, Paris jusqu'au début du 20^e siècle). **On constate que de nombreuses villes méditerranéennes ont un développement urbain anarchique, y compris avec des « bidonvilles » qu'il serait intéressant de transformer en cité-jardins.** Les surplus alimentaires devraient pouvoir être conservés simplement par

appertisation à condition que les personnes soient formées et organisées au moment des pics de production.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Le souhaitable :

L'atout premier de la Méditerranée est le patrimoine historique couplé avec le patrimoine naturel. L'Unesco labellise des sites mixtes qui sont encore trop peu nombreux, avec l'exemple de la forêt des cèdres du Liban qui pourrait être couplée à un site historique. Dans ce même Liban, cette forêt et d'autres patrimoines naturels, comme la protection des tortues marines, intéresse plus la jeunesse locale que le patrimoine historique, comme par exemple le port antique de Byblos, objet de tourisme mondial.

Le tourisme durable pourrait être une vraie opportunité, y compris le tourisme de masse (qu'il vaudrait mieux appeler "populaire") à condition qu'il soit aménagé et encadré. Même les flux et les types de croisière peuvent être contrôlés afin de respecter l'équilibre du lieu.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Pour aller vers le souhaitable :

Ne pas confondre la muséification de la Méditerranée et la mise en valeur des patrimoines naturels, architecturaux et culturels. Par exemple, le pastoralisme est un trésor du patrimoine ; il faut chercher à le revitaliser en revenant aux valeurs positives d'un écosystème équilibré.

Aller vers une « Méditerranée-jardin » sur le modèle de certains oasis où la matière organique et l'eau sont très bien gérées au profit d'un tourisme populaire, en évitant des afflux massifs ponctuels.

Respecter des traditions porteuses de sens et éviter la mondialisation uniformisante. Un bel exemple : les systèmes alimentaires méditerranéens et notamment le régime méditerranéen crétois.

Maîtriser la natalité ! Pour cela il peut être utile d'être relativement dirigiste.

Mobiliser les opinions publiques au service d'un beau projet collectif de long terme comme relancer les traditions du pastoralisme via les transhumances, les races domestiques locales, et toutes les coutumes et richesses culturelles, gastronomiques, musicales associées

Relancer des initiatives politiques transversales via les politiques et surtout via les réseaux académiques et scientifiques car ils dépassent tous les clivages tout en traitant des problèmes de fond.

Développer tous les espaces de convivialité et de partage, lieux d'écoute mutuelle en confiance et de partage de différences, à l'image des **cultures de la Méditerranée, autrefois antagonistes, aujourd'hui complémentaires avec de multiples influences mutuelles.** Cette richesse vaut pour tous.

❖ **Entretien 14**

Caractéristiques du profil : monde politique et académique, Nord, 40 - 60, homme

Q- Quels sont les défis que vous percevez pour le moyen, long terme et les évolutions que vous envisagez à la fois positives où préoccupantes ?

R- Défis majeurs / 3 ou 4 :

D'abord des défis politiques peuvent paraître insurmontables mais qui ne le sont pas. Donc, c'est à la fois un problème et une opportunité. La montée des nationalismes, des populismes et de leur ethnicisation pas qu'au Nord mais au Sud et de façon sous-jacente le rôle majeur des réseaux sociaux, des nouvelles formes d'information et de désinformation. La problématique de la défiance au sens large, du rejet des autorités ou des institutions établies que l'on observe aussi bien au Sud qu'au Nord. Ce n'est pas une fatalité parce que la Méditerranée est comme ça depuis très longtemps par son histoire. Donc **la Méditerranée a cette personnalité complexe mais qui nous invite à trouver des moyens de gérer cette conflictualité.**

La question sociale, les inégalités et la question environnementale / écologique à fortiori en Méditerranée: changement climatique, la mer la plus polluée du monde etc.

Troisième problématique à articuler, la question de la production et la question économique. La croissance au Nord est un gros problème, mais au Sud elle est encore plus aiguë et plus importante encore puisqu'elle se greffe sur des situations politiques bloquées et d'Etat inabouti pour ne pas dire failli.

Quatrième défi, de façon très transversale : de plus en plus de difficultés à gérer les crises. Par exemple, en ce moment, pas en Méditerranée mais en Ukraine, de la difficulté à gérer les crises de toutes sortes - un moment de rupture et de déstabilisation par rapport à un état initial, crises politiques, environnementales, économiques, démographiques, sanitaires, des réfugiés. On a de plus en plus de mal à trouver des modalités de gestion, de règlement de crise pour plein de raisons : on est plus nombreux dans le monde. On est passé dans un monde multipolaire, c'est-à-dire un monde de rivalité, de concurrence. **Avant il suffisait d'un sommet entre les 2 superpuissances pour trouver une solution, aujourd'hui, c'est compliqué.**

Enfin, la Méditerranée n'a quand même jamais été aussi mal si on prend les 50 dernières années. Finalement on est tellement loin aujourd'hui de l'élan de Barcelone que c'est impressionnant et vertigineux de voir à quel point on a régressé. L'UpM aurait pu être un outil de gestion, de règlement de certaines crises mais ça ne peut pas en être car il n'y a pas de mandat et son mode de gouvernance ne convient pas à cela. On n'a pas d'outils de gestion, même pas d'outils de concertation ou de coopération efficace sur le plan régional.

Opportunités parce qu'il y a des sujets qui ne sont pas dépolitisés mais qui sont peut-être plus faciles à traiter et moins inflammables sur le plan politique, sur lesquels on peut avancer et bâtir des coalitions : notre agenda positif.

Q- Comment vous voyez la Méditerranée en 2050 ? Si vous aviez un rêve de la Méditerranée en 2050 ou un cauchemar ? D'ailleurs quelle est votre anticipation, votre vision ?

R- Le cauchemar est en quelque sorte sous nos yeux parce qu'il suffit de prolonger les courbes sur tous les sujets : crises politiques, conflictualité, ethnicisation, pollution etc.

3 raisons d'espérer :

La Méditerranée, c'est la jeunesse. Face aux problèmes auxquels les plus vieux, les décideurs ne réfléchissent plus, surtout au Sud, **la jeunesse, en marge des institutions, c'est les forces vives, le cœur battant de ces sociétés.**

Des consensus émergent, une prise de conscience générale de la population sur ces sujets d'intérêt global et d'intérêt méditerranéen. **Cette idée que la Méditerranée doit être autre chose qu'un mur, qu'un rempart, qu'une forteresse, progresse**, qu'il faut développer des mobilités positives et intelligentes, des nouveaux outils pour favoriser cette mobilité.

Troisième raison d'espérer, plus politique. Il n'y a pas de fatalité, ça ne pourrait pas être pire et donc ça ne peut que s'améliorer. Je suis convaincu que le sens de l'Histoire va vers plus de coopération, un accroissement des libertés, un agrandissement du champ politique, davantage de pluralisme.

Q- Rebondir sur une phrase que vous avez dite qui était sur ceux qui sont en marge des institutions. Est-ce que ça veut pas dire que potentiellement il y a un risque de rupture au niveau des institutions ? Ça n'est plus durable, que ceux qui réfléchissent soit uniquement ceux qui sont en dehors de l'institution.

R- Découplage entre un appareil, une sorte de squelette politique, puisqu'il continue malgré tout d'être un peu animé : des corps pas complètement morts, en très grande partie desséchés, des Etats fossiles et se glissant dans les interstices de porte comme on les appelle des régimes, des systèmes, une vitalité qui vient bien souvent de la société civile.

❖ **Entretien 15**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : société civile, Nord, 20 - 40, homme

Q- Dans la situation de la Méditerranée, telle que vous la percevez, quels sont les principaux défis, problèmes ou opportunités que vous percevez pour le long terme dans la région ?

R- La surpêche et la pollution plastique marine constituent de sérieuses menaces pour l'écosystème méditerranéen et **le changement climatique - l'augmentation de la température.**

Q- Comment imaginez-vous ce qui serait souhaitable ? Ou, au contraire, inacceptable en termes de possibilités de développement régional dans les prochaines décennies.

R- D'ici 2050, la Méditerranée ne sera plus habitable, en raison de la hausse de la température moyenne, des saisons de sécheresse et de la quantité de plastique dans la mer. Les communautés de la côte ne seraient plus en mesure de survivre et l'écosystème serait tout simplement détruit.

Ce que je vise, c'est tout d'abord une Méditerranée sans plastique, car je pense que cela aiderait beaucoup l'écosystème.

Q- La troisième question est la suivante : quelles sont les ruptures ou les transformations dont nous avons besoin pour opérer dans votre région ? Soit pour atteindre l'avenir souhaitable, soit pour éviter l'inacceptable.

R- Collecter les équipements de pêche usagés de toutes les communautés de la Méditerranée : cela permettra de réduire d'environ 20 % la pollution plastique dans la région et motivera également les communautés de pêcheurs à collecter le plastique dans la mer, voire remplacer la pêche par cette activité. Nous devons avoir une économie circulaire à la fois dans la conception de nouveaux produits, et dans la conception de nouveaux emballages en plastique, de filets en plastique, etc., mais aussi dans la collecte. Recycler les matériaux collectés au lieu de les envoyer dans une décharge. Transformer un déchet en ressource.

En ce qui concerne les émissions de CO₂, je suis convaincu que si nous prenons soin de la mer, nous réduirons considérablement les émissions de CO₂ dans la région méditerranéenne.

Nous devons créer des synergies gagnantes entre les sociétés humaines et l'environnement.

Nous devons prendre conscience qu'aujourd'hui, nous ne parlons pas seulement de la destruction de la planète et de l'écosystème. Notre qualité de vie va considérablement diminuer. Nous devons, non seulement, nous battre pour notre planète, notre maison, mais aussi pour nous-mêmes. Je pense que **ce défi est probablement le plus grand défi que l'humanité ait jamais eu à relever depuis l'ère glaciaire, ou quelque chose comme ça**. Nous devons nous unir contre cet ennemi commun, et cet ennemi commun est le changement climatique.

Les gouvernements doivent comprendre tout ce qui affecte leur économie et leur PIB en profondeur. Par exemple, la pollution plastique marine menace gravement l'économie des communautés côtières. Il détruit les stocks de poissons. Le plastique s'emmêle dans l'hélice des navires, ce qui provoque d'énormes dégâts dans le secteur de la navigation et affecte gravement les zones touristiques.

❖ **Entretien 16**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique et des affaires, Nord, 40 - 60, homme

Q- Principaux défis

R- 1. Le changement climatique : une pression importante, non seulement les grandes vagues de chaleur mais aussi les petites augmentations, pas toujours reconnues (petite augmentation chaque année de la température augmentant l'évapotranspiration).

2. La tendance à la globalisation dans le monde. Immigration Sud-Nord, mais aussi immigration à l'intérieur des pays vers les villes : **l'urbanisation crée des points chauds en demande d'eau, demande d'énergie, production de déchets, demande de matériaux, etc.**

Q- Comment voyez-vous le développement de la région au cours de la prochaine décennie, quels cauchemars, mais aussi quels rêves ?

R- Cet aspect est très difficile car nous passons de la science au domaine social. Dire que nous devons utiliser moins d'eau est tellement facile, mais qui utilisera moins d'eau ? Est-ce moi, à mon domicile ? Est-ce le fermier ? Les industriels ? Ce n'est jamais moi, mais quelqu'un d'autre. Parfois, j'aime à dire que **tout le monde est un écologiste, mais quand il s'agit de la vie des autres.**

Un élément important de la technologie et de l'innovation est capable d'optimiser l'efficacité des processus. Mais même si la technologie peut apporter des solutions, elle n'est pas une solution à elle seule. La technologie fait partie de la solution. Par exemple, l'efficacité énergétique a un effet considérable sur le dessalement. L'énergie spécifique a énormément diminué. Mais aujourd'hui, nous voyons les coûts de l'énergie augmenter. Disposer de l'eau, d'une source qui s'écoule grâce à la gravité reste la meilleure solution durable, mais nous devons protéger ces ressources naturelles.

L'effet cauchemar est que **nous oublions notre culture, qui est à l'origine même de notre résilience, et certaines solutions développées en Méditerranée au fil des ans sont maintenant oubliées.**

Q- Et anticipez-vous des ruptures dans notre façon d'être ensemble en Méditerranée entre pays, communautés, religions ?

R- Il existe des élans positifs dans la région vers un rapprochement, mais cet élan se situe à un niveau politique mort. Ce qui est important, c'est que cela se répercute désormais sur les praticiens, sur les gens.

La Méditerranée a besoin d'un contact personnel et direct. Voilà notre façon de communiquer, elle implique nos mains, elle informe nos sons. Je ne peux pas dire qu'il n'existe pas de différences entre les Méditerranéens, mais ces différences ne peuvent pas être mises au second plan pour parvenir à un accord. **Plus nous nous serrons les coudes, plus nos chances sont grandes face à nos défis communs.**

Réunir des personnes pour discuter d'un même sujet et créer un climat de confiance et d'amitié qui fait avancer les choses apporte une valeur ajoutée.

Q- Voyez-vous un risque de rupture dans la manière dont nous coopérons ou dont nous gérons nos sociétés en termes d'organisation institutionnelle ? Pensez-vous que nous pouvons continuer ainsi ?

R- Le risque de rupture est toujours présent. Plus des pays collaborent, plus les enjeux liés aux idées fausses pouvant mener à des conflits disparaissent. Le risque demeure, mais il peut être amoindri par la collaboration, car reconnaître l'existence d'un problème est la première étape pour le résoudre.

Nos conditions sont plus ou moins résilientes, une sécheresse de deux semaines peut entraîner un problème d'approvisionnement en eau, alors que quatre mois sans eau dans nos pays relève de la normalité. Les conditions nous rendent donc différents.

La multiculturalité a pris le meilleur de chaque pays de la Méditerranée et l'a combiné. Mais dans chaque partie de la Méditerranée, cette ouverture, qui vient de la mer, est visible, la présence des ports permet d'être ouvert à l'arrivée de cultures différentes.

Les Méditerranéens sont habitués à réagir face aux défis et à s'approprier des technologies venues d'ailleurs pour les adapter à notre réalité. Une culture de flexibilité, d'acceptation afin de tirer les leçons de ses erreurs et d'ouverture pour partager ses erreurs avec les autres.

❖ Entretien 17

Caractéristiques du profil : monde académique, Nord, > 60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Un engagement politique fort et commun aux États méditerranéens concernant l'avenir de notre *Mare nostrum* n'a jamais existé. Même la déclaration de Barcelone ne donne pas aux pays du Sud un statut d'égalité : ils ne sont considérés que comme des voisins. L'Union pour la Méditerranée (UpM) n'a pas davantage réussi à créer une dynamique commune, alors que **l'UE a pu émerger par le volontarisme des États qui ont construit un cadre politique commun, ce qui n'existe pas entre pays méditerranéens**. D'où deux effets :

- Une faute d'énergie politique fédératrice. Ce sont d'autres structures qui portent, tant bien que mal, les projets collectifs méditerranéens : diverses ONG, des organisations intergouvernementales ou issues de la société civile.
- De fait, les chefs d'État et les ministres qui se réunissent plus ou moins régulièrement ne parviennent pas à mettre au second plan les conflits ancrés dans l'histoire récente (Ex : Turquie-Grèce, Pays arabes-Israël, Algérie-Maroc...).
- Seules **les crises révèlent que le cadre collectif a du sens en Méditerranée**. Par exemple, la pandémie. Matériels et personnels ont été mutualisés en partie sous la pression de l'extrême urgence. Or les urgences, on ne va pas en manquer ! Climat, eau, pollution, urbanisation anarchique, migrations, sécurité alimentaire ...

L'anticipation est donc vitale. Scénariser les changements et les ruptures est important, tout comme la dissémination des travaux. **Il faut partir d'une gouvernance territoriale et d'enjeux communs concrets car on ne peut pas partir d'une vision commune aux États**. Il est possible de démontrer localement la faisabilité des réformes et des adaptations. Il peut même apparaître des modèles, plus ou moins faciles à extrapoler.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- L'un est en creux de l'autre ; la réponse traite donc des deux facettes de cette même problématique. Il faut :

- **Sauver les ressources d'abord** : sols, eau, forêts...
- **Éviter ou atténuer les catastrophes** : sécheresses, famines, méga-feux...
- **An-ti-ci-per !** D'où la nécessité de plans de risques et d'outils de prévention

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Le Business as usual (BAU) ou l'indifférence ne sont pas des options. **Comme les interdépendances vont croissant, il n'y a de réponse pertinente que collective**. Et les problèmes de l'Europe du Sud sont en avance sur ceux qui se posent au reste du monde.

Les risques de rupture sont nombreux : chaos politique, chaos climatique, impuissance globale des États et des appareils administratifs, désespérance de la jeunesse, émiettement des initiatives locales sans effet d'entraînement... L'enjeu est de passer d'un système figé vers un système dynamique.

Il importe également de développer une conscience collective des enjeux, ce qui implique qu'on discerne aussi bien les risques que les opportunités. Dans ce type d'approche, **les communautés de citoyens sont souvent plus imaginatives que les experts ou les commissions. Il faut donc mobiliser tous les acteurs dès lors qu'ils jouent un jeu collectif.**

Comment rattraper le retard par rapport aux technostructures (administrations des grands ministères par exemple) qui freinent les politiques visionnaires et les communautés de citoyens ?

L'idéal serait que des initiatives politiques fortes impulsent le changement : l'impulsion qui serait donnée sur les ministères et les rouages de transmission des directives, d'adaptation des normes et des règles devraient coïncider avec la capacité des promoteurs d'initiatives locales à se faire entendre et connaître au niveau régional, national et international.

Une des voies d'amélioration de la situation actuelle réside dans la formation collective, permanente et actualisée. Dans toutes les écoles de sciences politiques, instituts techniques, réseaux de R&D. La sclérose des corps intermédiaires vient surtout d'une double absence d'impulsion : (1) d'en haut (politique) comme (2) d'en bas (citoyens regroupés en réseaux think tanks, associations).

Au-delà de la formation, il faut travailler à la transparence de tous les processus de décision, à la lutte contre la corruption, à l'accompagnement de tous les partenariats de coopération Nord-Sud sur le long terme : il s'agit de penser aux prochaines décennies !

Pour apaiser les tensions, le rôle des politiques reste majeur. Là où il y a échec, la médiation de certaines communautés peut s'avérer efficace : exemple à Rome, de la prise en charge par la communauté de San Egidio de crises entre factions nationales. Le principe est ici de faire travailler ensemble, des experts de sensibilité très différente, dans un même lieu, dans un climat de bienveillance, jusqu'à ce que se dégage une solution.

Les Ministères doivent aller à la rencontre des initiatives locales. Ces initiatives sont en effet, souvent en dessous des radars politiques mais quand ces deux forces coopèrent, cela donne de bons résultats. **On convainc mieux par l'exemple que par la théorie** (approche anglaise pragmatique meilleure que l'approche théorique réputée française). D'ailleurs les Ministères sont friands d'exemples de réussite. Il faut ensuite savoir relayer les réussites auprès du bon échelon politique. Et même quand les politiques semblent être sourds aux réussites, il ne faut jamais cesser de valoriser ce qui marche. Dans toutes les structures, il finit par émerger des acteurs qui ont compris ce qui est en jeu et qui font avancer les choses. Ces moteurs sont précieux, et il y en a plus qu'on ne le pense.

Pour avancer, il faut utiliser tous les réseaux y compris les plus contemporains, comme LinkedIn, et diffuser toutes les visions de scénarios possibles, en évitant le jeu des scénarios utopiques. Cela demande de travailler collectivement, dans le respect des sensibilités différentes et donc avec une réelle ouverture d'esprit, au service d'un projet qui dépasse tous les participants, mais qui les valorise aussi. Cet idéal vaut la peine qu'on se batte sans jamais se décourager ou perdre patience. D'ailleurs, c'est la seule voie qui peut assurer la durabilité d'une initiative.

❖ Entretien 18

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Nord, > 60, homme

Q- Principaux défis pour la région méditerranéenne

R- Tout d'abord, un défi commun à tous les pays méditerranéens : **le changement climatique**. La **dégradation des ressources naturelles** : sols et eau, plus au Sud et à l'Est, **pénurie d'eau**.

Deuxièmement : **la dimension sociale**. Plus dans les pays du Sud ou de l'Est. Ce défi est **la démographie**, l'augmentation de la population. L'**insécurité alimentaire**, déjà importante aujourd'hui, pourrait s'aggraver. Le **chômage**.

Troisièmement, et ressenti plus intensément par le Sud et l'Est, la **concentration de la population dans les zones côtières**, avec tous les déplacements et problèmes que cela engendre.

Et enfin, **l'instabilité politique**. La crise politique, économique, sociale crée des conflits : conflits bilatéraux, conflits régionaux, conflits géopolitiques. À l'avenir, ces conflits pourraient s'intensifier et s'aggraver, ce qui constituerait une menace importante.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou, au contraire, inacceptable, dans les évolutions possibles de la région dans les décennies à venir ?

R- Dans le domaine politique, à mon avis, la région a besoin de **plus de démocratie, plus de liberté, plus de droits de l'homme, plus de justice et d'opportunités**. Les situations diffèrent au Nord, au Sud et à l'Est, en ce qui concerne l'espace politique et l'attrait de ces améliorations.

Dans le domaine économique, la région a besoin de développement et d'une augmentation du revenu par habitant, et particulièrement au Sud et à l'Est. Les taux de pauvreté actuels ne sont pas viables. Il est nécessaire de promouvoir la **diversification de la production**, beaucoup de pays dépendent d'un très petit nombre de secteurs et dépendent trop des matières premières et de la production alimentaire. Il est souhaitable de réduire les inégalités entre le Nord, le Sud et l'Est.

Q- Quelles sont les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision du souhaitable, ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Le premier point est de **davantage promouvoir une éducation de meilleure qualité**. En ce qui concerne l'éducation, nous avons besoin de recherche, de développement et d'innovation, car sinon, nos **meilleurs étudiants, les personnes les mieux formées déménagent** et s'en vont. Ce développement est nécessaire pour créer de la valeur économique et réduire le fossé.

La clé est une **société ouverte et des institutions inclusives**, tant politiques qu'économiques, sans que des institutions au service de l'élite n'érigent de barrières. Ce bouleversement nécessite une réforme politique et un changement de valeurs.

Regardons ce que l'Europe a fait depuis les années 50, le traité de Paris en 1951 ou le traité de Rome en 1958 : 60 ans d'intégration. Pour moi, le bilan est positif. Un argument clair est que beaucoup de personnes du monde entier aimeraient rester ici : État-providence, institutions ouvertes, encore quelques grandes différences, mais un cadre et des dénominateurs communs : « l'Etat de droit ». Nous sommes capables de maintenir, disons, dans certaines limites, une bonne société. **Nous devrions créer quelque chose comme le traité de Rome spécifique à la Méditerranée afin de créer une communauté politique et de poursuivre l'intégration.** Cela est très difficile mais un élément clé, peut-être plus réaliste, serait une intégration méditerranéenne à deux vitesses, comme cela a été discuté pour l'Europe : commencer par un groupe de pays volontaires. Le processus est très lent, mais nous n'avons pas le temps de répondre aux grands défis.

La technologie est un outil important, mais elle ne permet pas à elle seule de créer un véritable développement durable et social, et de changer le cadre et les incitations. **La meilleure technologie dans une main pauvre ne peut pas faire la différence. Ce qui est important, c'est ce que l'on ne peut pas acheter : l'éducation et les institutions.**

❖ Entretien 19

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, > 60, homme

Q- Quelle est votre perception personnelle de la situation actuelle des pays de la Méditerranée et des évolutions à moyen terme ? Quels sont les défis majeurs (problèmes ou opportunités) que vous percevez pour le moyen/long terme et les évolutions que vous envisagez, positives ou préoccupantes ?

R- Question à aborder par le prisme de la mer Méditerranée puisque cet espace maritime semi-fermé a une influence sur l'ensemble des pays du bassin et inversement. L'état de santé de cette mer, que les scientifiques définissent comme un *Large Marine Ecosystem* transfrontalier, est ainsi dépendant des actions menées par l'ensemble des pays qui la bordent. Or, les pressions des activités humaines pèsent fortement sur les écosystèmes de la Méditerranée qui est devenue l'une des mers les plus polluées au monde. **Trafic maritime intense, surpêche, tourisme, pollution plastique et chimique sont des fléaux qui menacent directement les écosystèmes marins.**

Mais pas seulement ! Cette pollution a aussi un coût financier, estimé à 641 millions d'euros par an, selon le rapport du WWF, "Stop the plastic flow" publié en 2019.

La Méditerranée est connue pour être un hotspot de biodiversité avec un haut taux d'endémicité. La dégradation rapide de cette richesse est accélérée par les effets néfastes du changement climatique.

Si nous choisissons d'envisager sous l'angle positif l'évolution du bassin méditerranéen à moyen et long terme, nous pourrions penser cette aire géographique comme un laboratoire de solutions durables et innovantes à mettre en œuvre, répliquable ensuite à grande échelle. Beaucoup d'actions sont actuellement menées mais pour s'assurer d'avoir un impact à l'échelle du bassin, il faut nous efforcer de connecter les différentes actions entre elles afin de capitaliser sur ce qui est déjà mis en place et partager les succès et les problèmes rencontrés.

En regroupant des contextes locaux très différents dans un espace "clos" mais partagé par plusieurs pays, la Méditerranée est un exemple très intéressant. Les problématiques environnementales sont communes

à chaque pays toutefois les priorités d'actions et les solutions à mettre en place dépendent du contexte local. Un mécanisme qui reflète assez bien ce qui peut se passer à l'échelle mondiale. **Le défi c'est de ne pas considérer la Méditerranée comme une frontière mais comme un espace de collaboration** où laisser s'exprimer les solutions de demain.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, compte tenu des évolutions que vous pouvez envisager dans les décennies futures ? La mer a-t-elle une place dans ces préoccupations et visions ?

R- La mer est un berceau de vie que nous devons protéger, conscients que notre santé dépend de la sienne ainsi qu'une partie de nos économies. Dans les décennies futures nous devons rehausser nos ambitions régionales et nationales pour une meilleure préservation des écosystèmes marins, pour assurer un futur durable à l'ensemble des populations. Pour cela nous avons besoin d'une plus grande coopération encore à l'échelle du bassin afin de s'assurer que nous parvenons à accompagner les pays en développement. La gestion des déchets, identifiée comme l'une des principales sources de fuites des plastiques en Méditerranée y reste par exemple un sujet délicat, sur lequel nous pouvons travailler ensemble. **En créant une dynamique entre les différents pays et acteurs nous pourrions augmenter l'impact et faciliter la réplication d'actions efficaces - nous avons déjà des exemples de succès, et cette approche est souvent nécessaire. Par exemple, la création d'aires marines protégées isolées, limitées aux eaux territoriales de quelques pays, ne saurait suffire à protéger efficacement nos mers et leurs espèces, dont beaucoup sont évidemment migratrices et ne connaissent pas les frontières.**

Enfin, l'économie bleue nous ouvre des perspectives très intéressantes pour les années à venir tant en termes de conservation que de création de valeurs et d'emplois, pour nous aider à sortir de nos économies carbonées et construire une relation plus saine avec la nature.

Q- Les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Puisque nous devons aujourd'hui, face à l'urgence de la situation environnementale, prendre des actions déterminées, collectives, je dirais que **ruptures et transformations doivent aller de pair**. Pour donner un exemple concret lié à la limitation de la pollution de la Méditerranée par le plastique : **nous devons créer des ruptures notamment au niveau de certaines habitudes de consommation**, comme la réduction de l'usage du plastique, tout en favorisant des transformations comme l'intégration de l'écoconception ou le développement d'alternatives pour éviter tout transfert d'impact environnemental. Rupture et transformation sont les deux faces d'une même médaille, qui ne doivent pas nous effrayer mais nous encourager à agir tant du point de vue environnemental, qu'énergétique, commercial ou social.

D'un point de vue plus philosophique et social, **nous devons également créer une rupture avec la façon dont nous abordons les problèmes environnementaux** pour transformer notre approche et déployer des solutions plus innovantes. Nous devons arrêter de penser en silo pour adopter une approche plus holistique des enjeux, en Méditerranée, comme à l'échelle mondiale. Nous devons surtout rompre l'opposition facile d'une rive nord plus riche et d'une rive sud plus pauvre car nous sommes bel et bien unis dans une communauté de destin. Il nous faut donc transformer également notre approche pour qu'elle soit plus inclusive, et que nous prenions nos responsabilités envers les pays les plus pauvres, que nous devons accompagner dans leur transition environnementale.

Q- Les chances de voir se réaliser les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ? Etes vous optimiste ou pessimiste sur la probabilité de ces ruptures ou transformations profondes, soit de manière générale, soit en partant de la situation propre à votre pays ou institution ?

R- Je suis d'un naturel optimiste et la prise de conscience générale que nous ressentons me conforte dans l'idée que nous sommes à un instant clé de notre histoire. D'une part parce que la crise sanitaire que nous avons traversée nous a prouvé que nous pouvions mener des changements rapides, profonds lorsque la situation le demande, mais également parce que nous avons vu la **résilience de la nature lorsque l'humain se met en retrait**. Exemple d'une mission d'écoute des **cétacés en Méditerranée grâce à des drones marins, pendant le premier confinement, et les sons rapportés sont tout à fait stupéfiants. Dans le silence des eaux, vidées de toute activité, les cétaqués se sont réappropriés l'espace**. Dans ce monde en pause nous avons aussi redécouvert la nature et sommes revenus à des valeurs peut-être mises de côté, depuis trop longtemps. Bien sûr rester optimiste n'est pas opposé avec rester lucide quant à la difficulté de faire bouger les lignes. Dans tous les secteurs d'activité des réflexions sont menées pour trouver des solutions plus durables sans toutefois sacrifier notre bien-être ni craindre la décroissance. La société civile est demandeuse d'une évolution vers des modèles plus durables. Ce qui serait inacceptable serait de ne pas saisir cette occasion pour bâtir un monde plus juste, une Méditerranée plus saine, alors même que le temps est compté.

❖ **Entretien 20**

Caractéristiques du profil : monde scientifique et société civile, Nord, 40 - 60, femme

Q- Première question sur les défis majeurs, les problèmes mais aussi les opportunités que vous percevez pour le long terme ?

R- Les différents défis aujourd'hui sont tous liés à au même problème: un développement économique fait sans prendre en compte la nature et les lois de la nature.

Voir que toutes ces crises sont en fait ensemble ; elles sont les résultats d'un même processus d'extractivisme qu'on a vis-à-vis de la nature. **Si on arrête de croire que c'est bien de continuer cet extractivisme, on pourra après essayer de résoudre les différentes crises qui sont là-dedans.**

Mais je vois aussi les dangers de ne pas vivre en paix avec les autres pays, parce qu'au fur et à mesure que les conditions environnementales vont empirer, c'est normal, les gens cherchent à vivre mieux et se détachent de leur pays. Après, quand on a peu de moyens, on est amené à faire des choses "hors la loi", parce qu'on essaye de vivre, de faire vivre ses enfants etc.

Très grave aussi **le manque d'eau et les problèmes de la privatisation de l'eau**. L'eau devrait être un bien commun.

Autre danger : les shifting baselines - les références changeantes : les thons en Méditerranée étaient à 2 mètres il y a 40 ans. Aujourd'hui, on en pêche d'un mètre. On est habitué à un poisson plus petit. Mais on est aussi habitué à trouver sur les plages les déchets plastiques au lieu des trouver des feuilles de posidonie. Donc notre point de référence a changé. On ne se souvient plus que c'était il n'y a pas très longtemps. Les vieilles personnes vont mourir donc s'ils ne nous racontent pas comment c'était ...

C'est un problème parce qu'on ne peut avoir envie de sauvegarder la nature, que si on aime la nature, si on a un rapport intime, des émotions. Quelqu'un qui n'a jamais eu la chance de vivre à la campagne ou de voyager en mer ou de vivre dans un lieu joli et propre ... Pour vouloir changer les choses, je pense que **c'est bien d'avoir le désir d'aller vers quelque chose de beau, mais si on a perdu la référence de qu'est-ce qui est beau, c'est difficile d'y aller.**

Au lieu de se considérer tous séparés, l'Italie, la France et les autres pays séparés, non, nous sommes en réseau. Il faut vraiment mettre l'accent sur les relations entre nous, et que ce que je fais va avoir un impact sur les autres aussi. Donc tous ensemble, on pourrait arriver à quelque chose de plus beau ; isolé, on ne pourra pas. **Si la Méditerranée est notre maison commune, notre bien commun, on pourra être heureux de participer à la protéger.**

Exemple des énergies renouvelables. On pourrait avoir une démocratisation de l'accès à l'énergie et une indépendance énergétique. C'est des enjeux géopolitiques, mais il faut aussi responsabiliser chacun de nous : si moi, j'ai mon panneau solaire et je produis mon énergie, ça sera plus facile pour moi de dire "tiens, je suis en train d'en utiliser trop, ou mal" parce que je vais évaluer directement ma consommation. **Aujourd'hui, au niveau des États mais aussi des individus, nos activités ont un impact sur l'environnement, mais on ne le voit pas parce que les impacts vont être déplacés ailleurs.**

Les déchets : si moi je devais garder chez moi pendant un mois, tous les déchets que je fais, peut-être que je commencerais à faire / acheter du vrac. Je pense que parfois on ne mesure pas l'ampleur et les résultats de nos activités parce qu'elles sont déplacées, elles vont ailleurs et on ne le voit pas. Donc tous les déchets qui finissent dans des décharges ou enfouissement ou incinérateur, etc.

Q- Vous vous attendez à ce qu'il y ait des ruptures ou des transformations que vous estimez vraiment nécessaires ? Donc vous m'avez parlé de la responsabilisation de tous ...

R- Considérer la Méditerranée en tant que bien commun. Augmenter la connaissance, mais aussi les contacts avec la nature pour tomber amoureux de la nature.

Je cite un livre "The Ecology of Law : Toward a Legal System in Tune with Nature and Community" par Fritjof Capra et Ugo Mattei. L'idée que les lois, la jurisprudence ont évolué. Les lois d'aujourd'hui ont été faites par l'homme, ce ne sont pas des lois de la nature. En 1500 - 1600, il y avait encore beaucoup de biens communs mais après le développement de la juridiction, on a commencé à donner plus d'importance et à légitimer la propriété privée, et favorisé l'intérêt privé à pouvoir extraire de la nature. **On peut réécrire les lois, les systèmes juridiques et les jurisprudences pour prendre en compte les biens communs, dont la Méditerranée.**

Les nouvelles découvertes scientifiques, la physique nucléaire, elle nous montre qu'il n'y a pas un objet comme on le percevait dans le passé, tout corps est d'abord le résultat des relations.

Exemple de déchets plastiques : **responsabilité élargie du producteur. Si un produit ne peut pas être recyclé et réutilisé, il ne faudrait pas le mettre sur les marchés.** Aujourd'hui, je peux le faire : envahir le marché de choses et ensuite je ne sais pas quoi faire. **Il faut interdire la "comm", la pub qui nous induit des besoins qui ne sont pas des vrais besoins, des modes pour être cool qui amènent la surconsommation.**

Q- Côté institutionnel : en 2050, des pays qui fonctionnent comme aujourd'hui ? Ou quelque chose de complètement différent ?

R- Quand on se met ensemble, il faut trouver des façons pour être ensemble, on n'a plus toute la liberté qu'on avait avant. Et du fait qu'on aime avoir de l'importance, avoir une reconnaissance, avoir notre propre poste, notre propre rôle. **Si on a cette vision “quel est le bien commun ?” et “quel est l'objectif majeur auquel on peut arriver si on y va tous ensemble ?”, on peut faire équipe comme sur un bateau de régate** : ce n'est pas qu'un poste est plus important que l'autre poste, si on veut avoir une bonne performance, il faut que tous fassent leur part. Mais est-ce applicable entre pays? On a des cultures différentes, quelque chose qui paraît impossible ici, est accepté dans un autre pays.

La globalisation est liée aussi au capitalisme et la propriété privée. Si je suis en entreprise privée dont l'objectif est de faire des bénéfices économiques, c'est dans mon ADN d'agir afin de faire des bénéfices. **Le rôle des citoyens est de faire pression sur les lobbies et les États pour changer les choses : pas seulement ramasser les déchets plastiques et nettoyer la plage, mais voir qu'il y a beaucoup d'un type de bouteilles et demander à l'État de mettre en place un système de consigne**

Si on regarde un mouvement pour les droits des personnes afro-américaines aux États-Unis, on a vu que la loi a vraiment changé. Les lois ont été reconnues parce que les gens ont commencé à dire “non, comme ça, ça ne va pas”. Donc vraiment des changements dans la jurisprudence peuvent advenir quand la demande a émergé dans la conscience collective.

La loi économique nous est présentée comme une discipline objective. Mais c'est une loi qui est très différente d'une loi physique, et qu'on peut changer pour éviter les bénéfices à court terme de quelques-uns qui vont être un dégât sur le long terme pour tous.

❖ **Entretien 21**

Caractéristiques du profil : monde des affaires, Nord, 40 - 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Habitant au bord de la Méditerranée depuis trente ans, j'ai vu beaucoup de changements. Les problèmes environnementaux se sont aggravés et la réglementation est beaucoup plus stricte. C'est malheureusement indispensable.

Un des défis qui se pose pour l'avenir est l'existence d'une volonté généralisée d'accéder à la mer comme un plaisir gratuit, au mépris des espaces protégés.

Deux grosses opportunités sont trop peu exploitées aujourd'hui : la capacité à implanter plus de solaire et plus d'éolien, y compris en mer. L'expérience des autres, par rapport à la biodiversité par exemple, n'a que peu été prise en compte. Beaucoup de temps a été perdu sur ce sujet-là. Les champs éoliens en mer peuvent être gênants pour les bateaux, mais il nous faut faire des choix.

Q- Ce qui serait souhaitable, dans les évolutions possibles de cette région, dans les décennies futures ?

R- Il serait souhaitable d'avoir une politique de la mer plus ambitieuse, et un réel soutien de l'industrie en transition, et également de celle des voisins. Dans les années 1970, quelques voix s'élevaient pour protéger l'environnement, mais globalement la population a profité de l'arrivée de toute cette industrie. Aujourd'hui, le contexte est beaucoup plus difficile. Ce contexte pousse les entreprises à faire des progrès

mais **la transition qui arrive va changer considérablement les modes de production**. Les entreprises aimeraient vraiment avoir du soutien, local par exemple, afin que les habitants comprennent que la transition va permettre à la fois de continuer à répondre aux besoins de nos sociétés en produits, en conservant des emplois sur place et en réduisant l'empreinte environnementale des sites industriels, mais que cela peut nécessiter de nouvelles infrastructures (tuyaux d'hydrogène, nouvelles lignes électriques).

Une meilleure compréhension globale des enjeux est nécessaire. Pour cela, il semble nécessaire de sortir d'un mode réactif. L'industrie apporte des emplois, des richesses, des matériaux. Si les gens ne veulent plus de production industrielle locale, alors elle viendra d'ailleurs, elle arrivera par le port... En Europe, la consommation de produits de base va stagner, avec peut-être une légère croissance, et la part de recyclable va augmenter, peut-être jusqu'à 50% pour certains matériaux. Au niveau mondial, les hypothèses sont très loin de cela. Si l'on veut que les modes de vie s'harmonisent, on ne peut pas interdire aux trois quarts de la planète d'avoir recours aux produits de base.

Q- Ce qui serait inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région, dans les décennies futures ?

R- Il serait inacceptable que la région Méditerranée soit transformée en grande région touristique, de grande migration estivale. Certaines personnes, surtout des jeunes, n'arrivent pas à se loger dans la région parce que les prix montent. Il faudrait qu'il y ait plus d'équilibre à ce niveau.

Q- Les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers la vision souhaitable de, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Première rupture : sortir du mode d'interaction que l'entreprise a pour l'instant avec les communautés locales. Des efforts sont à faire des deux côtés. Des dispositifs sont par exemple mis en place autour de sites, qui réunissent toutes les parties intéressées - riverains, autorités, élus, industriels - pour aborder les problématiques d'une manière différente, et aller au-delà des clichés véhiculés diffusés par exemple dans certains documentaires. Il est nécessaire de sortir de l'opposition, et de discuter plus en amont sur les transitions, en expliquant davantage, en formant les personnes.

Les entreprises, ce sont beaucoup d'ingénieurs donc ils croient en la science. Ils sont prêts à essayer d'expliquer, vulgariser davantage. Historiquement, il est vrai que certaines entreprises n'ont peut-être pas été très attentive à certaines plaintes, mais aujourd'hui, certaines sont dans une logique de réduction des émissions, et souhaitent tenir leur plan de route: construction d'installations de décarbonation dans les usines, respect des dates prises pour tenir ses engagements... Mais pour cela, **l'industrie a besoin de soutien à la fois des pouvoirs publics (en termes de subventions par exemple) et de la population. Le contexte est positif et cela fait longtemps que les planètes n'ont pas été alignées comme cela.**

❖ Entretien 22

Caractéristiques du profil : monde académique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- La Méditerranée est spectaculaire : dans un endroit réduit, on trouve TOUT : la lutte entre riches et pauvres, l'Histoire de l'Humanité ou du moins de la civilisation occidentale.

La Méditerranée est un peu compliquée, car on ne sait même pas combien d'Etats il y a en Méditerranée (cf Palestine, Chypre du Nord, Royaume Uni), c'est une particularité en Méditerranée, qui est un peu anarchique, un peu individualiste et créative.

Les tensions géopolitiques empêchent parfois la conclusion d'accords, y compris des tensions causées par des tierces parties (Japon sur les pêches par exemple).

Faillite du processus de Barcelone, qui était très ambitieux sur la coopération, mais les printemps Arabes et le terrorisme ont transformé le paysage.

Risque à 2050: un environnement complètement détruit couplé avec une conflictualité plus poussée que dans les zones océaniques.

Problème: manque de coopération et de coordination entre Etats, même si l'UE a essayé de proposer des solutions.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Désirable : accepter de faire un sacrifice économique pour aider les moins développés. Créer une situation de coopération (on l'a déjà fait). Ratifier partout les Protocoles de la Convention de Barcelone (notamment Protocole SPA avec les ASPIM). Il faut agir ! Le temps est arrivé d'accepter qu'il faut de la coopération/coordination.

Inacceptable : encore avoir des luttes pour les moyens de base (manger, boire) et pour la démocratie en 2050, car une telle situation ne permettra pas de résoudre les problèmes environnementaux.

On ne peut pas supporter l'idée d'avoir encore des plans (versus action).

Encore assister à des drames de noyades en Méditerranée... La vie est sacrée!

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Vers le souhaitable : des problèmes politiques "sous terre", par exemple entre Italie-France (question de la Libye : quel appui donner et à qui ? quelle intervention faire en Syrie ?). Partager les décisions, aller ensemble dans la même direction. Une vision non-colonialiste qui porte les Etats vers plus

d'harmonisations des niveaux de vie. Aider les gens à avoir une vie décente et ne pas perdre la vie en mer. C'est une honte de voir encore des gens mourir ainsi.

Éviter l'inacceptable : éviter les décisions unilatérales prises par les Etats. Privilégier le développement conjoint dans les zones de la Méditerranée qui sont objet de revendications différentes de la part des Etats. Exploiter ensemble les richesses (pêche, fonds marins).

La Méditerranée commence là où il y a l'olivier et le vin. Aujourd'hui une autre vision de la Méditerranée: même la question de la Crimée/Ukraine ont des conséquences directes sur la vie des méditerranéens.

Pour le futur: je vais souvent en mer en kayak, je visite la côte, ... mais je vois les ruines romaines menacées et aussi la pollution (des fois on ne peut pas se baigner à cause des pollutions). C'est des choses que je crains pour les prochaines générations. Il est déjà tard pour agir.

Si on ne prend pas des décisions drastiques, je vois des choses très négatives pour le futur de la Méditerranée. Déjà sur quelques années, je vois des évolutions négatives.

J'allais toujours en Egypte et en Turquie sans problèmes, mais aujourd'hui j'ai des "perplexités" pour y aller.

❖ Entretien 23

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique et académique, Nord, 40 - 60, femme

Q- En partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez, quels sont les principaux défis, problèmes, mais aussi opportunités que vous percevez à long terme, à l'horizon 2050, dans le bassin ?

R- Les incertitudes constituent l'une des principales limites à toute prospective, ainsi que le risque d'augmentation de conflits potentiels. La guerre en Ukraine engendrera de nouveaux problèmes, non seulement dans le contexte géopolitique, mais aussi en ce qui concerne les prix de l'énergie, la pauvreté énergétique, les chaînes de valeur mondiales et le déficit alimentaire. Nous pouvons nous attendre à un certain repositionnement sur la scène mondiale, qui aura, pour la première fois, un impact sur le travail de l'organisation internationale. **Les flux réguliers de migrations et les changements du tableau démographique.** Nous ne l'arrêterons jamais, mais il est très important de contrôler le processus d'une manière ou d'une autre, d'améliorer et de résoudre les problèmes sur place, et non d'essayer de fermer les yeux sur tous ces défis. Bien sûr, le **changement climatique** est là et la nécessité d'une action commune d'adaptation et d'atténuation est également liée aux problèmes des partenariats internationaux, et à la recherche d'un modèle de financement approprié, en particulier pour les pays moins développés. L'une des questions les plus importantes concerne la crise énergétique et la pauvreté énergétique. Cela aura certainement un impact sur tous les pays.

Nous faisons évidemment déjà face à des risques naturels. En ce qui concerne la politique, nous vivons dans un monde divisé et également divisé au sein des régions.

Nous parlons de régions développées et non développées, d'écarts régionaux et de changements gênants dans les tendances démographiques - l'Europe sur le déclin avec le vieillissement de la population, et ailleurs, par exemple dans certaines parties côtières de l'Afrique, des problèmes de durabilité démographique.

L'urbanisation et la pression sur les zones côtières, l'adaptation des pays moins développés, la désertification, l'élévation du niveau de la mer, les changements de précipitations, les feux de forêt et bien d'autres questions. Les incendies ont causé des dommages extrêmement importants pour la richesse nationale, le potentiel touristique, l'environnement et la protection. Il y a donc beaucoup de risques et trop peu d'investissements dans l'économie.

Si nous voulons améliorer nos conditions de vie, **un grand potentiel de développement d'une économie bleue durable dans toute la région méditerranéenne reste encore inutilisé.**

Nous avons désespérément besoin de plus de solidarité et d'unité pour lutter contre tous ces risques. Les frontières s'effacent quand il est question de tous ces risques. Nous sommes tous mis au défi.

Q- Deuxièmement, quelles sont vos visions de ce qui serait souhaitable ou, au contraire, inacceptable dans le développement possible de la région au cours des prochaines décennies et à long terme ?

R- Ce qui serait souhaitable : des stratégies claires, des plans de réduction. Nous produisons beaucoup de stratégies mais elles ne sont pas décisives. Nous devons toujours la réviser et la soumettre aux tests d'opinion publique pour qu'elle soit sans cesse contrôlée, améliorée et, bien sûr, critiquée, si elle est insuffisante. Il faut régulièrement préparer l'évaluation régionale des incidences sur l'environnement.

Alors, bien sûr, en tant qu'économiste, je pourrais toujours mentionner les limites financières et la nécessité de trouver des sources de financement supplémentaires. **Nous avons besoin du soutien de la communauté internationale pour mettre en œuvre toutes les actions convenues, dans les pays disposant de moins de ressources financières.**

Qu'est-ce qui est inacceptable ? **L'isolement. Il s'agit de l'un des principaux piliers de l'agenda 20-30 des Nations Unies. Personne ne pouvait être laissé de côté. Nous sommes tous dans le même bateau.** Des PIB différents, des budgets différents, mais les mêmes problèmes, l'impact frappe définitivement au-delà des frontières. L'impact, notamment le changement climatique, sera probablement encore plus important en 2050, nous devons y réfléchir dès aujourd'hui. Bien sûr, nous accueillons favorablement cette idée d'un Pacte vert pour l'Union européenne d'ici 2050. Mais je connais bien ce dilemme aujourd'hui. De fait, qu'est-ce que le Pacte vert pour vous ? Parle-t-on aussi de l'énergie nucléaire ? En gardant notamment à l'esprit le déficit en gaz généré par les exportations russes. J'ai également lu des articles sur les progrès réalisés dans le développement de nouveaux modèles d'énergie nucléaire. Sur l'eau, près des grandes villes, sur la côte. Et ils le présentent comme l'une des solutions pour les zones urbaines à l'avenir, comme les petites centrales nucléaires. Et ils ont annoncé le début de la production d'ici 2025. Mais l'énergie nucléaire, est-ce une énergie propre ou non ? La question du stockage des déchets est problématique.

Donc, si la science avance dans ce sens pour trouver la solution, si la technologie peut être améliorée dans le sens où tout l'uranium sera utilisé, sans uranium inutilisé, il est alors certain que cela peut résoudre les problèmes de stockage des déchets et pourrait éventuellement être encore plus acceptable pour les autres. Les membres de l'UE entretiennent une sorte de dialogue difficile sur l'énergie nucléaire, la France étant le chef de file pour la promouvoir et l'Allemagne le pays qui y est le plus opposé. Dans d'autres pays, comme dans les Balkans occidentaux, nous ne faisons que suivre. Mais si je peux me permettre, parlons de l'écologisation de nos économies. Parlons du potentiel de l'économie bleue. Parlons des problèmes de manière plus transparente, comme vous l'avez mentionné, afin d'adopter une approche humaine, de les

considérer comme personnels, d'expliquer qu'il ne s'agit pas d'un débat réservé aux hautes sphères politiques, mais qu'il a un impact sur la vie quotidienne de chacun.

Chaque pays fait partie de la région avec ses spécificités, ses problèmes et peut-être ses propositions, mais il est certain que nous sommes tous ensemble dans la région. Alors parlons et travaillons ensemble. Ce sera la seule manière de résoudre nos problèmes et de sauver notre planète.

Q- La troisième question porte sur les ruptures et transformations nécessaires pour aller vers ce que vous considérez comme souhaitable, ou au contraire, pour éviter l'inacceptable ?

R- Vous savez, dans mon pays, mais je pense que c'est toujours l'approche la plus courante, les gens essaient de critiquer le pourquoi du manque de résultats. Ensuite, nous accusons et mettons en cause les politiciens. Il est donc évident que **les conditions préalables à toute approche commune orientée vers les résultats sont un soutien politique. Au niveau local, régional, national et international. Chaque niveau est donc important.**

Je peux le mentionner également dans le cas de notre pays, nous avons une sorte d'instabilité politique, où vous le savez, le dialogue est difficile entre l'élite politique des pays. Une campagne préélectorale ou quelque chose en rapport avec cela, alors il n'y a pas de place, pas d'espace libre pour les réformes économiques et pour une meilleure protection de l'environnement. **Un soutien politique fort et le soutien de la communauté internationale aux problèmes communs sont donc des conditions préalables indispensables à tout progrès.**

❖ **Entretien 24**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde scientifique et politique, Nord, 20 - 40, homme

Q- La première question porte sur ce que vous percevez en termes de défis majeurs, à la fois des problèmes et des opportunités d'ici 2050 en Méditerranée ?

R- Le changement climatique. J'aimerais éviter, tant sur le plan personnel que professionnel, ces pires scénarios, au moins en termes de température, de canicule, etc. **Il est certain que nous ne réduirons pas les risques à zéro, quel que soit le scénario, nous verrons la température augmenter en Méditerranée jusqu'en 2050.**

Avant de préparer cette réunion, en réfléchissant aux opportunités liées à l'eau, je trouvais intéressant de voir que différents pays de la région ont des problèmes communs. Je n'ai donc aucune preuve, aucun chiffre à l'appui, mais je m'attends à ce que nous connaîtrons une intensification du problème climatique sur la Méditerranée, c'est évidemment. Au moins certaines parties du système sont assez sensibles, la plus importante étant les canicules. Mais cela permettra d'accroître la collaboration entre les pays : par exemple, certains de ces grands incendies traversent les frontières et vous ne pouvez pas ignorer le problème lorsqu'il se pose dans votre pays.

En ce qui concerne l'adaptation et l'atténuation, j'espère que les pays deviendront davantage proactifs, en utilisant l'énergie solaire, éolienne et hydroélectrique, et qu'ils essaieront d'encourager les sites individuels, comme les maisons individuelles, à avoir leurs propres panneaux solaires, mais aussi les grands systèmes.

En ce qui concerne le climat, il existe quelques petites tendances qui laissent entrevoir la possibilité d'une réduction de moins 10 % de la couverture nuageuse dans la région méditerranéenne. Cela augmentera les problèmes de canicule et de sécheresse, et cela représente définitivement un impact négatif sur le cycle de l'eau.

Le niveau de la mer augmentera certainement d'au moins un demi-mètre d'ici la fin du siècle. Les gens ne sont pas affectés par cet enjeu, mais nous essayons de répéter ce problème le plus souvent possible. Mais il est certain que le climat constitue une partie des problèmes de la région méditerranéenne. Je pense que les canicules sont les plus importantes.

Je me souviens que dans le cas de la France, la canicule la plus célèbre a eu lieu en 2003. Elle a été très bien étudiée dans la littérature climatique. Elle a fait un grand nombre de victimes. Mais j'ai été surpris, en regardant la carte de France et en la comparant avec les parties de la France qui ont été les plus touchées en termes de pertes. Ce sont en fait les régions du nord de la France qui n'étaient pas suffisamment préparées. La partie sud de la France sera déjà confrontée à ce type d'événements, mais pas la partie nord. **Un exemple montre que les régions méditerranéennes pourraient être plus résilientes que d'autres, puisque déjà plus adaptées aux impacts du changement climatique.**

Enfin, mon dernier commentaire sur l'événement de 2003. J'ai partagé ce graphique sur mon compte Twitter ou Facebook. Il y avait un graphique sur la mortalité en France ces deux dernières années. Il y a deux pics, l'un de 2003 provenant de la canicule et le second de 2019 causé par la COVID. Pour moi, c'était vraiment étonnant, il est difficile de trouver beaucoup **d'analogies entre la COVID et la crise climatique**. Je sais que les gens essaient de le faire, mais en termes de pertes, ce sont des événements vraiment étonnants et nous devons nous adapter. Ils vont certainement se répéter.

Les canicules sont un phénomène qui aura un impact certain dans les années à venir, et non dans les décennies à venir. Parfois, nous avons de la chance et l'année s'écoule. Nous n'avons pas de grands incendies, mais nous savons qu'ils viendront dans un an ou deux, et nous avons déployé de nombreux efforts pour tenter de réduire leur propagation mais ils traversent souvent les frontières.

En ce qui concerne la réponse à l'élévation du niveau de la mer, je pense que chaque communauté, chaque comté devra accomplir sa propre part du travail. Personne ne viendra vous sauver.

Il existe aussi des sujets vraiment nouveaux pour moi, comme la pollution plastique. Ce sujet doit être suivi. Il semble que dans la mer Adriatique, une grande partie du quota de poissons contient déjà des microplastiques dans son corps, mais il y a aussi de grandes quantités de plastique dans la production de sel marin. J'ai participé à un atelier. Un professeur italien a parlé des microplastiques. Il a fait une petite démonstration avec ses étudiants à l'Université de Trieste, où ils ont fait évaporer l'eau de la mer et ont laissé le sel, avant de compter le nombre de microplastiques, et vous pouvez voir par vous-même qu'il contient des morceaux de différents types de plastique. Maintenant, ce plastique devient encore un autre plastique. Vous ne pouvez pas le voir avec vos yeux, mais il peut pénétrer dans vos poumons et votre système cardiovasculaire. J'ai été étonné de voir la quantité de plastique qui se trouve déjà dans la Méditerranée. J'ai pensé, que certes, il s'agissait de rivières d'Asie ou d'Afrique, où peu de lois environnementales sont appliquées, ou quelque chose comme ça. Mais non, nous avons aussi des tonnes et des tonnes de plastique en Méditerranée.

Q- Pensez-vous que nous allons y faire face ou que la situation va s'aggraver ?

R- Je ne sais pas. Il existe des concepts de systèmes de collecte de grandes quantités de plastique, mais pour ce microplastique, l'une des solutions, du moins selon ce professeur, consiste à trouver des types de

bactéries qui peuvent accélérer la dégradation du plastique. Mais tous ces produits sont chers et restent des prototypes.

Ma vision de 2050. Il y aura des points positifs. J'espère plus de coopération entre les pays, plus d'énergie solaire et éolienne en Méditerranée. Le potentiel hydroélectrique va malheureusement diminuer car selon le scénario de réduction des précipitations en Méditerranée entre moins 10 et moins 30 %.

Q- Quels sont les principaux changements que vous pouvez imaginer pour la Méditerranée ?

R- En termes de migration, il y avait le **cas bien connu de la Syrie**, et je l'ai compris : **« Une anomalie climatique a contribué au début de cet avènement »**. Cela a augmenté la pression qui existait déjà de **peut-être 20 % supplémentaires**.

Nous avons aussi cette **immigration continue de l'Afrique du Nord vers la Méditerranée**. L'Europe du Sud-Est est un exemple spécifique, elle connaît un déficit démographique, c'est-à-dire que le nombre d'habitants diminue de façon constante et continue. Mais quand vous regardez les chiffres en Afrique, ils sont toujours en plein essor, le Nigeria comptera prochainement 750 millions d'habitants. Si seulement 1 % tente de rejoindre l'Europe, nous serons confrontés à une pression majeure sur la région méditerranéenne.

Le changement du cycle hydrologique constituera la principale force, mais aussi les canicules, la chaleur par intensité et leurs tendances. Cela posera un problème majeur. Il sera couplé avec les enjeux de la production complète. Je ne connais pas d'autre problème environnemental majeur qui pourrait avoir un impact catastrophique aussi important. Le cycle de l'eau en particulier. Aujourd'hui, nous avons de petites quantités de précipitations ; si elles sont encore réduites de 10 ou 30 %, leur raréfaction aura un impact. **En ce qui concerne ce scénario d'émissions, qui est toujours mondial, nous pouvons faire notre part du travail, mais nous dépendons vraiment des émissions de gaz à effet de serre dans le monde entier.**

Les discussions sur la nécessité de planter davantage d'arbres dans la ville sont de plus en plus nombreuses. Des étudiants ont réalisé un très beau projet dans le cadre duquel ils disposaient de thermomètres mobiles et se promenaient à pied ou à vélo dans la ville. On peut vraiment constater la différence de quelques degrés entre les rues ombragées par des arbres et les rues couvertes par le béton ou l'asphalte : cela a un impact réel en cas de canicule. Il est très important d'avoir des solutions naturelles dans la ville car elles aident à stabiliser le climat de la ville, elles fournissent une ombre à long terme.

❖ **Entretien 25**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, > 60, homme

Q- La première question porte évidemment sur les défis majeurs, les problèmes, mais aussi les opportunités que vous percevez à long terme, à l'horizon 2050, pour la Méditerranée et ses 21 pays ?

R- La Méditerranée sera sérieusement confrontée aux **conséquences climatiques**, qui pourraient être décisives pour la vie des habitants du bassin méditerranéen. Non seulement pour les 20 prochaines

années, mais aussi pour les années à venir. L'autre grand défi, en partie lié à cela, mais pas seulement, est **le défi de l'eau**.

Tous les pays méditerranéens sont avantagés car ils ont accès aux eaux de la mer et aux beautés de la Méditerranée. Cela leur donne bien sûr une sorte d'avantage de départ. Mais le défi majeur que tous ces pays doivent relever, est d'atteindre un **équilibre entre l'industrialisation et les besoins liés au transport maritime, au transport d'énergie, etc., d'une part, et la préservation de leurs eaux, d'autre part**.

Q- Êtes-vous convaincu que cela pourrait entraîner des changements dans nos stratégies et nos décisions ?

R- Je ne suis pas du tout confiant, car **les humains n'agissent pas avant qu'il ne soit trop tard, nous le démontrons simplement sur de nombreux fronts. Personne ne reconnaît que ces systèmes économiques, tels que nous les avons créés, sont en fait non durables et que nous devons creuser beaucoup plus profondément dans les structures et les incitations qui guident notre comportement.**

Ce n'est que lorsqu'un accident grave se produit que nous bougeons. Les choses bougent avant un tel accident, mais beaucoup trop lentement et elles n'atteignent pas exactement le but recherché.

Nous aimons privatiser les profits et socialiser les coûts. Et nous préférons maximiser les profits pour nos propres poches, et subventionner même nos propres enfants à partir de ces poches, au lieu de leur offrir un avenir sûr et le genre de perspective différente qu'ils ont en ce moment même.

L'économie est un problème majeur : nous avons créé un monde dans lequel le capital humain/travail est sous-évalué et la nature n'est pas du tout valorisée. Mettez en place la réglementation que vous voulez, si les signaux du marché vont dans des directions divergentes, vous obtiendrez au mieux une grande confusion sur le marché, et beaucoup de lobbying de la part des grandes entreprises, qui ont peur de perdre leurs positions dominantes et leurs futurs profits.

Q- Oui, et existe-t-il un moyen de favoriser une telle rupture ?

R- Nous nous sommes habitués à ne pas payer pour la nature. **Le terrible problème que cela pose est que lorsque nous nous sommes habitués à quelque chose, il est difficile de changer d'état d'esprit et de comportement.** Même si nous sommes conscients que quelque chose ne va pas, il existe encore des possibilités qui sont liées à un autre type d'approche. Beaucoup de choses sont verrouillées autour de notre propriété. Si seulement, nous pouvions mieux relier les producteurs aux produits qu'ils livrent, car actuellement, une fois leur produit vendu, ils perdent de lien, ce qui signifie qu'ils n'ont plus aucune responsabilité. Voilà pourquoi les produits qu'ils fabriquent aujourd'hui ont une durée de vie beaucoup plus courte qu'il y a 20 ou 30 ans, parce qu'ils ont à y gagner et **que nous sommes manipulés pour acheter - acheter - acheter.** Mais si vous changez fondamentalement ces choses dans le sens d'un tout en tant que service, ils posséderaient fondamentalement les produits ; et cela n'impacterait pas énormément le prix pour les consommateurs. La seule chose qui a sérieusement changée est que les producteurs font leur profit non pas sur la vente de produits, mais sur la vente de services ; ils utiliseraient beaucoup moins de ressources naturelles s'ils étaient poussés à les économiser, car dans le cas où ils vendent le nombre de produits, la quantité constitue leur base de profit, tandis que dans le cas où ils vendent le service, le nombre de produits qu'ils utilisent représente leur coût, cela renverse leur motivation.

Lorsque nous essayons de parler de la responsabilité du consommateur : le consommateur est manipulé d'une manière qui convient aux intérêts des fabricants. **Il est en quelque sorte injuste de demander constamment aux consommateurs de se comporter de manière plus responsable. Mais pour tout ce que vous faites de manière plus responsable, vous payez de fait le double du prix.** Ce n'est donc pas logique. Cela va tout simplement à l'encontre de l'intérêt, à l'encontre des moteurs des économies de marché.

Nous devrions donc simplement modifier l'économie monétaire et de marché, en offrant des incitations différentes aux consommateurs, et en responsabilisant davantage les producteurs à l'égard de leurs produits : c'est la seule façon de parvenir à une situation plus durable dans un délai relativement court.

En Méditerranée, **l'accent devrait être mis sur l'agriculture, l'eau et le tourisme durable**. Nous devrions passer de la maximisation du PIB, de la maximisation du nombre de produits que nous mettons sur le marché, à **la maximisation des besoins humains**. Par exemple, si vous discutez des transports, vous ne discuterez jamais de la manière dont vous concevez la ville. Parce que la conception des influences de la ville, en fin de compte, peut, par exemple, éviter le besoin de mobilité. En examinant les besoins, on regarde comment les sociétés sont organisées pour que les besoins de mobilité soient satisfaits d'une manière différente.

L'être humain a de nombreux besoins comme le sport, la culture, etc., mais ceux-ci ne sont pas intensifs en ressources. Les besoins intensifs en ressources sont donc la nutrition, la mobilité, le logement et les biens de consommation. Arrêt complet. **En Méditerranée, l'enjeu central est la nutrition.**

Donc, je peux terminer et vous devriez vous pencher là-dessus, et si vous le regardez du point de vue de la Méditerranée, je pense que c'est probablement la nutrition. C'est l'enjeu central. Mais aussi le logement et le développement de maisons secondaires en bord de mer. La pollution : l'utilisation de pesticides, la pollution plastique. Parce que, selon les données, la masse du règne plastique dépasse deux fois celle du règne animal ; et le règne animal comprend les humains, soit dit en passant. **La Méditerranée est la destination finale des bêtises que nous, les humains, faisons sur la terre ferme, et cette mer est proche. Si vous ne commencez pas à les traiter sur terre, vous ne pourrez pas vraiment les régler en mer.**

Les politiciens européens ont accompli un geste historique avec le « Pacte vert » européen. **Quelqu'un à ce niveau admet enfin que la protection de l'environnement n'est pas contraire aux intérêts économiques.**

Deuxièmement, ce qui est important pour la question que vous posez, c'est que, pour des raisons historiques, l'Europe a été confrontée aux tragédies de la **première et de la deuxième guerre : en raison de ce traumatisme collectif, nous avons décidé que le seul moyen était de coopérer**. Et bien sûr, c'est la raison pour laquelle aujourd'hui, par exemple, en Europe, la réglementation est assez bien acceptée, alors qu'aux États-Unis, elle ne l'est pas et ils croient tous aux règles du marché, alors qu'en Europe, vous devez croire à la réglementation parce que c'est le seul moyen de maintenir 27 pays sur un pied d'égalité et de les faire évoluer dans les mêmes directions, tout en continuant à discuter, etc. Donc, je pense que l'empreinte, cette approche de l'attitude, de la réflexion et de la coopération, s'étend également jusqu'à la Méditerranée.

Dans le monde, **nous sommes la toute première génération sur cette planète à vivre dans un espace socio-écologique d'envergure planétaire**. La coopération est indispensable. Tout simplement parce que sans cela, comment allez-vous gouverner les choses qui sont collectives ? Cela s'applique également à la mer Méditerranée.

Tant qu'il n'y a pas de catastrophe sérieuse et de compréhension du besoin, il n'y a ni souhait, ni volonté. Vous devriez toujours avoir peur des politiciens, dont la politique est le travail, s'ils n'ont pas d'alternative, alors ils maximiseront évidemment leurs propres intérêts. Les choses bougent, par exemple, l'acceptation de l'économie circulaire, mais cela va trop lentement et reste superficiel. Il existe **trois grandes lacunes dans l'élaboration des politiques**. L'une d'elles est **l'absence d'approche basée sur le système**, ce qui fait que tout le monde cherche en silo. Deuxièmement, **l'optique des ressources naturelles** : la façon dont nous traitons et utilisons les ressources naturelles a des conséquences terribles, en matière de climat, de biodiversité et de pollution. Troisièmement, nous nous sommes surtout concentrés sur l'offre, mais ce n'est pas en nettoyant l'offre, en nettoyant le mauvais modèle économique, que nous y arriverons. Ainsi,

au bout du compte, vous atteindrez l'économie et le moyen de la réparer. Et si vous souhaitez réparer l'économie, vous devez sérieusement vous pencher sur l'essence des démocraties. Si vous vous plongez dans l'essence des démocraties, vous vous plongez dans l'essence d'un être humain, et cela relève de la philosophie et de la psychologie, et de tout ce que cela implique. Ensuite, vous commencez à parler de beaucoup de choses et malheureusement ce sont des choses humaines, les humains sont complexes, et il n'y a pas de réponses simples. Tenter de simplifier certaines choses ne les rendra pas plus faciles, ni efficaces.

La Méditerranée sera la première touchée par le climat par rapport aux autres régions. Et l'Afrique sera également plus touchée que les autres. Ainsi, en Europe, nous profiterons de températures agréables, mais dans des conditions météorologiques plus extrêmes, eux seront, en revanche, probablement exposés à une situation catastrophique. Et la Méditerranée est tout simplement plus près de ce développement que le reste de l'Europe.

Actuellement, j'utilise plutôt la phrase qui révèle l'essence de la vérité. **Si nous voulons éviter d'être touchés par l'extinction des éléphants à l'état sauvage, nous devons « éteindre » les éléphants dans nos rêves, cela résume à peu près l'essence du problème. Il y a des programmes dont nous ne voulons pas parler parce qu'ils touchent trop à notre confort et à nos modes de vie actuels.**

❖ Entretien 26

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, 40- 60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- De nombreuses études identifient huit menaces principales:

1. Le **changement climatique** affecte particulièrement la Méditerranée par rapport à la moyenne mondiale
2. La **densité de la population exponentielle sur la région côtière.**
3. Les effets importants de la pollution atmosphérique sur la santé
4. Les impacts du manque d'eau potable et des installations de traitement des eaux usées sur la santé.
5. Les déchets et leur gestion
6. Les pratiques de pêche
7. Les combustibles fossiles
8. L'utilisation excessive de produits pharmaceutiques et chimiques

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Une Macro-Région constituée pourrait permettre une mise en commun de projets, de recherches, la mise en place d'un socle commun de règles obligatoires évolutives pour permettre un réel impact sur l'environnement. Il est notamment souhaitable d'agir prioritairement dans cinq domaines en particulier :

1. Au même titre que pour l'énergie, l'eau est indispensable et est précieuse. C'est aussi une question sanitaire importante. Développer le traitement de l'eau, récupération des eaux usées, encourager notamment la recherche agronomique, limiter la désalinisation de l'eau de mer...
2. Agir pour un tourisme plus responsable et sobre en eau, denrées, transports (croisières) et respectueux des situations sociales des employés de ce secteur.
3. Diminuer fortement la pêche industrielle sur 5 ans et encourager la pêche plus artisanale tout en maintenant les restrictions temporaires ou définitives en fonction de l'état des ressources.
4. Développement des énergies vertes : solaire, air etc.
5. Accompagner à la transition les industries existantes sur 5 ans, encourager et développer les nouvelles industries propres et de nouveaux secteurs industriels favorisant la recherche et la production en faveur de l'amélioration environnementale.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Ce qui serait inacceptable serait de ne rien faire et de ne pas reconnaître que **quelque soient les situations politiques, économiques, sociales des différents pays du pourtour méditerranéen, leur devenir est tributaire de la concertation et de leur travail en commun.**

Certains d'entre eux sont déjà touchés par les conséquences du dérèglement climatique et de la pénurie de certaines ressources naturelles. Leurs difficultés s'accompagnent parfois de conflits intérieurs et/ou extérieurs et nous voyons les déplacements de populations s'accélérer. Réussir à agir en commun c'est à la fois intervenir en faveur de ceux qui sont déjà confrontés à cette situation mais aussi empêcher que d'autres pays ne basculent.

Pour cela, il faut réussir à établir un lien de confiance fort qui permet d'appréhender ces défis cruciaux sur un même pied d'égalité même si la disparité des richesses entre les pays existe et qu'elle doit être soumise à une sorte de péréquation des fonds communs alloués à cette démarche.

Nous connaissons les effets de l'inaction et du saupoudrage des financements, ayons l'audace de nous attaquer de front aux problèmes de la Méditerranée en nous en donnant les moyens.

❖ **Entretien 27**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, > 60, homme

Q- Première question, partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez, quels sont les défis majeurs, les problèmes et les opportunités que vous percevez pour le long terme ?

R- C'est une question importante et il est fort probable que si vous l'aviez posée le 23 février 2022, ma réponse aurait été complètement différente de celle d'aujourd'hui.

Vous savez qu'au fil des siècles, la Méditerranée a été un berceau de culture pour des gens qui se connaissent. Allez dans n'importe quelle région de la Méditerranée et vous saurez quelque chose sur vos voisins. Nous nous sommes mélangés.

Je viens moi-même de la Méditerranée et je fais partie de ces personnes qui ont grandi, peut-être, heureusement, en connaissant qui était **Jacques Cousteau, et la façon dont il nous a fait découvrir la mer. Il était l'idole de mon enfance**, la personne que j'ai le plus admirée dans ma vie. Quand j'étais enfant, Jacques Cousteau représentait quelque chose de spécial pour moi. Nous prenons la vie de, ou un de ces enfants, là où vous êtes : Ali Baba, Simba, Pinocchio. Ces personnages d'histoires pour enfants n'ont pas de passeport, ils appartiennent à chacun d'entre nous. La Méditerranée est quelque chose qui nous lie, que nous partageons. Voilà la Méditerranée avec laquelle j'ai grandi et que je souhaite protéger pour l'avenir, nous avons le devoir de la protéger .

Nous avons toujours eu des défis, des opportunités. Vous avez des civilisations, des Crétois aux Grecs, aux Romains, aux Arabes, etc. **Nous nous sommes constamment mélangés, apprenant les uns des autres.** Maintenant, les défis qui nous attendent. L'impact de l'agression militaire russe contre l'Ukraine a montré à quel point nous sommes encore plus interdépendants, et la manière dont nous devons accroître la résilience de nos communautés pour qu'elles gagnent en autonomie et qu'elles soient prêtes à s'entraider pour faire face à **un événement soudain et inattendu qui transforme, en quelques heures, les vies et perspectives de tous.** Même si nous étions en retard, nous étions sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Malheureusement, nous sommes maintenant revenus 20 ans en arrière : tous nos pays utilisent à nouveau le charbon et renforcent la production d'énergie avec des combustibles fossiles. **En raison d'un simple besoin urgent, les pays ont été obligés de changer de voie, ce qui a eu pour effet de repousser de 20 ans l'agenda vert, chose que nous ne pouvons réellement pas nous permettre.**

Défis : sociaux et économiques, conjointement.

Et **la priorité est la sécurité alimentaire.** Nos pays, notamment ceux d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et même certains pays de la rive nord de la Méditerranée, qui étaient **tributaires des importations de céréales** en provenance d'Ukraine, ont soudainement perdu leur principal fournisseur. Les prix augmentent. L'indice FAO a augmenté de plus de 20 points en un mois. La sécurité alimentaire est un élément essentiel de la stabilité.

En 2011, le printemps arabe a débuté suite à une augmentation soudaine du prix des aliments de base. Le prix de l'essence était si élevé qu'il était pratique de produire des biocarburants. Les entreprises produisant du biocarburant se sont précipitées pour acheter des céréales. Les céréales qui étaient à l'origine utilisées pour la consommation humaine n'étaient plus disponibles, ou leur prix était si élevé que les gens ne pouvaient se les offrir. Les pays ont commencé à fermer les frontières, à bloquer l'exportation de nourriture vers les pays voisins. En outre, la Syrie a été touchée par une grande sécheresse en 2011. Une grande vague de désorganisation en Afrique du Nord et au Moyen-Orient en a résulté. Des pays comme l'Allemagne, qui achetaient ces céréales pour produire du biocarburant, ont soudainement cessé de les importer en raison de leur impact sur la stabilité mondiale.

En Méditerranée, **en ce qui concerne la production d'énergie, nous sommes dans une position idéale gagnant-gagnant** avec le pays du Sud qui a un excédent de potentiel pour produire de l'énergie photovoltaïque ou éolienne : une opportunité de créer des emplois et d'investir dans le Sud, et d'importer une source d'énergie alternative au Nord pour compléter les efforts d'accès à une énergie plus verte et

non polluante. La production d'hydrogène bleu et d'hydrogène vert qui peuvent être facilement transportés et qui sont un sous-produit de l'hydrogène bleu et vert, qui sont très demandés comme engrais.

En ce qui concerne le changement climatique, je crains de seulement envisager cette perspective scientifique. Ce qui signifie moins d'eau disponible pour les pays qui dépendent de la fonte des neiges, des pluies très irrégulières et moins abondantes en Afrique du Nord, des problèmes pour remplir les barrages, une progression de la désertification, des conditions météorologiques extrêmes. Le réchauffement climatique a un impact sur la santé (apparition de nouvelles maladies), sur la biodiversité terrestre et marine, sur l'agriculture (les oliviers supporteront-ils, dans les 20 prochaines années, l'augmentation de 5 à 6 degrés prévue dans le scénario le plus pessimiste ? Et les conséquences, comme la perte de la biodiversité marine qui a un impact sur le snorkeling et le tourisme, mais aussi sur la sécurité alimentaire, à nouveau. **Le changement climatique peut, s'il n'est pas géré rapidement et de manière appropriée, avoir des effets catastrophiques sur nos vies.**

Q- Quelle est votre vision ? Qu'est-ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable dans les évolutions possibles de la région dans les décennies à venir ?

R- Il serait inacceptable que nos pays ne fassent rien pour remédier à cette situation. **Les parlementaires disent souvent : « Nous avons la liberté de regarder le moyen terme après le long terme », alors que le gouvernement, en raison du laps de temps qui séparent les élections, se concentre sur des objectifs à très court terme, presque une approche au jour le jour. Pour le changement climatique, nous n'avons pas le privilège de faire la différence entre le long terme et le court terme.** Je considérerais comme aveugles les gouvernements qui, malgré toutes les difficultés que nous avons mentionnées précédemment, ne seraient pas en mesure de prendre des mesures très concrètes et réelles pour mettre en œuvre ce à quoi ils se sont engagés avec l'Accord de Paris. Nous devons le faire et nous devons le faire maintenant, pas dans cinq ans.

J'espère une conscience collective des gouvernements. Mais d'une certaine manière, les gouvernements sont le miroir de ce que les gens veulent. Par conséquent, si les gens veulent vraiment dire : « Je veux un meilleur avenir pour mes enfants et je veux une nature propre », **ils doivent être prêts à faire des sacrifices.** Chacun d'entre nous peut faire la différence pour que le monde dans lequel nous vivons soit meilleur.

Q- Quelles sont les ruptures ou les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision souhaitable ou, au contraire, pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Les deux vont de pair. Ils forment les deux côtés d'une même pièce.

Nous avons en effet besoin de personnes qui assument davantage de responsabilités. Quand ils achètent quelque chose, même si à tous égards, nous connaissons les difficultés d'aujourd'hui, le chômage, l'inflation très élevée en Europe, la stagnation des salaires, et la transition d'une catastrophe sanitaire à une catastrophe humaine.

La COP 27 permettra de prendre la température quant au sérieux des gouvernements à s'attaquer au vrai problème du changement climatique et de l'atténuation, de l'adaptation, bref, des défis auxquels répondre sans se cacher derrière des « En raison de l'agression russe contre l'Ukraine, nous sommes obligés d'utiliser un combustible fossile, sinon le prix de l'énergie sera insupportable, sinon nous aurons des émeutes dans notre pays ».

La salinisation des terres arables due à l'élévation du niveau de la mer montre à quel point ce sujet est important, déjà en Palestine (où l'aquifère est pollué à 98 %) ou en Libye, mais ce sera la même chose en Europe.

Permettez-moi de partager une expérience négative de laquelle a découlé du positif, afin que nous puissions garder espoir. Lors de la pandémie de COVID, nous avons tous été confinés à la maison sur de plus longues périodes, et **nous avons observé, pendant cette très courte période, deux mois, la capacité de la nature à se régénérer.** Donc, si nous avons la volonté de le faire, et si nous adoptons une approche plus respectueuse de la nature, celle-ci peut d'elle-même se nettoyer.

❖ Entretien 28

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, > 60, femme

Q- Quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) en Méditerranée que vous percevez à long terme (2050) ?

R- La région méditerranéenne possède des ressources uniques mais vulnérables, de plus en plus sous pression. La population croissante, la concentration dans les villes et les zones côtières. Pression : le flux de touristes, l'une des voies de navigation les plus fréquentées au monde, etc. Le changement climatique, le réchauffement plus rapide, mais celui-ci constitue réellement un enjeu mondial. Plastique, déchets marins, pollution atmosphérique, espèces envahissantes. **Vision : une mer de plastiques, une poubelle de plastiques et de déchets. Espoir quant à la biodiversité, moins en matière de pollution et de changement climatique.** La science a parlé, il faut agir. Manque de mise en œuvre.

Un changement de mode de vie est nécessaire. La gestion des déchets humains est un problème qui se pose en particulier dans le contexte de la **croissance démographique.** Des progrès ont été réalisés, il faut le reconnaître, mais ils ne suffisent pas. Nécessité d'un changement important dans la gouvernance, mais **la confiance est placée dans les marchés.** Il est nécessaire d'opérer un changement transformationnel dans la manière dont nous comprenons le changement. La solidarité est cruciale : intégration entre les secteurs (horizontale) et entre les autorités (verticale).

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou, au contraire, inacceptable, dans les développements possibles de la région dans les décennies à venir ?

R- La Méditerranée est sur une trajectoire de collision avec la nature. L'humanité est confrontée à une menace existentielle.

Il existe un risque que nous continuions à privilégier le développement tout en laissant l'environnement de côté. Il y a des chances que nous fassions mieux en matière de biodiversité. Le changement climatique est un problème différent puisqu'il s'agit d'un problème mondial ; il y a également moins d'espoir de s'attaquer à la pollution ou au changement climatique que de s'attaquer à la perte de biodiversité.

Q- Quelles sont les ruptures ou les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision souhaitable, ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Je suis une fervente partisane de l'UE. Si quelque chose arrive à l'UE, cela nous affectera en Méditerranée, nous perdrons une alliée et une source d'inspiration, et nous assisterons à une réduction des normes.

Nous pouvons être courageux et changer, mais si nous savons où ce changement nous mène, sinon le changement est synonyme d'incertitude.

❖ Entretien 29

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, > 60, homme

Q- Quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) en Méditerranée que vous percevez à long terme (2050) ?

R- Perception contre fait scientifique. La perception est que la Méditerranée est l'une des plus belles choses qui soit, qu'elle attire 1/3 du tourisme mondial et qu'elle est la deuxième plus forte destination de croisière. Mais le fait scientifique est que la Méditerranée est la plus polluée. Elle est bien trop surexploitée, environ 85 % de nos stocks sont surexploités ; même si nous avons fait quelques progrès à cet égard en passant de 95 % à 85 %, cela reste un pourcentage élevé. Il faut souligner les particularités spécifiques à la Méditerranée. Par exemple, en Méditerranée, 80 % des navires de pêche sont des navires de petite taille, exemptés d'un certain nombre de réglementations. Ainsi, 80 % des navires en Méditerranée sont totalement exemptés de la nouvelle réglementation. Mais comme ils sont petits, ils sollicitent toujours des incitations et des subventions. Ils reçoivent donc plus d'aide parce qu'ils sont petits, mais ils n'endossent aucune responsabilité puisqu'ils en sont exemptés. Le défi en Méditerranée reste encore de maximiser les bénéfices économiques et de minimiser les coûts environnementaux.

Les États méditerranéens, même ceux de la même rive, fonctionnent en silos.

Le deuxième défi est que, **contrairement aux pays d'Europe du Nord, les pays méditerranéens ont tendance à ne pas se conformer aux règles** - toutes sortes de conformité : payer des impôts, mettre en œuvre les décisions de l'UE (pour les pays méditerranéens de l'UE).

Autant nous avons besoin d'une culture de l'océan en général, autant nous avons besoin d'une culture de la Méditerranée dans notre région, pour les jeunes, pour les dirigeants et les responsables politiques et les politiciens.

En période de troubles sociaux ou de difficultés économiques, la question de l'environnement n'est plus une priorité et elle se retrouve toujours reléguée au second plan. Pendant deux ans de COVID, nous avons été obnubilés par cette problématique, et avons un peu oublié l'environnement. Lorsqu'il y a des troubles politiques comme aujourd'hui, qui coûtent des investissements en argent, l'environnement joue un rôle très mineur. **La Méditerranée est une mer de conflits. Le conflit en Méditerranée est toujours là, donc le risque de mettre l'environnement au second plan est toujours présent.**

La seule façon d'obtenir des solutions communes à des problèmes communs en Méditerranée est de réunir tous les États méditerranéens. La CGPM le fait par exemple, mais l'expérience montre qu'il n'est pas facile d'instaurer des règles du jeu équitables en raison de la différence de capacité scientifique et technique. Les **différences de culture, d'éducation, de religion, etc. pourraient constituer une diversité**

très attrayante d'un point de vue touristique, mais elles se traduisent par une faible collaboration entre les États méditerranéens. Pour renforcer la collaboration, nous devons aborder la différence et conclure un bon accord politique au bout du compte.

Opportunités : la Méditerranée est une grande région dont la population est égale à celle de l'UE - 500 millions d'habitants. Elle possède une diversité culturelle composée des meilleures cultures de l'histoire du monde, la meilleure histoire, traditions. 1/3 du commerce mondial passe par la Méditerranée. 1/3 du tourisme mondial vient en Méditerranée. Ce sont donc des opportunités que nous pouvons développer davantage. L'écologisation des secteurs économiques (transport maritime, tourisme) pourrait être une opportunité économique et environnementale, car l'écologisation implique d'investir, de passer à l'échelle supérieure, etc., tant dans les secteurs traditionnels que dans les secteurs émergents comme l'aquaculture plus durable. En matière d'aquaculture, l'Europe devrait avoir plus de culture et moins de capture (rapport de la CE « Food from the ocean »).

Nous avons besoin de plus de partenariats public-privé. Mais à un niveau multi national. Partenariat non privé à Malte, entre le secteur privé et le secteur public. Mais peut-être le secteur public à Malte avec le secteur privé en Italie.

Il y a toujours un grand fossé entre tous les pays méditerranéens. **Même les connexions, par exemple, un Maltais pour aller en Algérie. La distance est très faible. Mais en pratique, il doit monter à Paris pour redescendre en Algérie.** La Méditerranée n'est donc même pas reliée correctement, ni par avion ni par bateau.

Les défis et les priorités : le climat, la surpêche et les pressions d'origine humaine. En 77, lorsque le plan d'action pour la Méditerranée a été élaboré, nous n'avions jamais imaginé les problèmes du plastique dans l'océan ou du changement climatique.

Il est nécessaire d'aligner la politique méditerranéenne sur d'autres politiques globales et sur les politiques de l'UE et de l'Union africaine, de sorte que notre politique méditerranéenne suscite l'adhésion tant du côté européen que du côté africain.

Un certain nombre de projets d'économie bleue ne trouvent pas de soutien financier parce que les **banques commerciales connaissent des secteurs comme l'immobilier et la construction, mais très peu l'économie bleue.** Ils pensent que si vous investissez pour nettoyer l'océan, vous n'aurez aucun retour. Il est temps que, lorsque nous parlons d'actifs, nous intégrions également l'aspect environnemental, et pas seulement le rendement monétaire, car si nous ne faisons rien pour l'environnement, cela entraînera évidemment des coûts économiques et financiers.

Pour une mer fermée comme la Méditerranée. Je pense que nous devons faire très attention à ne pas faire dans le « bluewashing » et à ne pas financer des projets qui pourraient être présentés comme des projets durables, mais qui en réalité ne le sont pas, comme cela se produit déjà sur la terre ferme avec le « greenwashing ».

Nous avons besoin d'être concret. Par exemple, l'objectif pour les zones marines protégées était de 10 % d'ici 2020. De nombreux États membres identifient des zones, mais lorsque vous vérifiez quelle proportion de cette zone est gérée, vous vous rendez compte qu'il s'agit d'un problème de gestion. La réponse est zéro.

Problématique : l'année 2050 est la date magique. Tout se passera en 2050 ou d'ici 2050. Et d'après mon expérience, chaque fois que nous fixons un objectif et que nous disons que nous devons atteindre cet

objectif d'ici 2020 ou 2030, tout le monde dit non, c'est impossible. Et ensuite, nous leur disons « OK, pouvons-nous le faire d'ici 2050 ? » Ils disent tous « oui », parce qu'en 2050, ils ne seront plus là, donc ils transmettront ce problème aux gouvernements qui viendront après eux.

Les choses (changement climatique, perte de biodiversité) se produisent beaucoup plus rapidement que ce que les scientifiques nous disent. Dans mes discours, j'utilise toujours l'exemple de la Grande Barrière de Corail en Australie. Il y a une quinzaine d'années, un scientifique anglais s'est interrogé : "Le récif dégradé de la Barrière de Corail pourra-t-il résister au changement climatique ? » Et la réponse a été « Non, elle ne sera pas en mesure de résister aux effets du changement climatique. Et, nous commencerons à en voir les effets en 2050. ». En 2020, la moitié de la Barrière de Corail est dans un état déjà problématique. Ainsi, ce qui devait se produire en 2050 se produit déjà aujourd'hui.

Je ne pense pas que les subdivisions dans la Méditerranée (Méditerranée de l'ouest, Adriatique, Ionique, etc.) soient utiles. Je ne dis pas que nous devrions les supprimer parce qu'elles correspondent à une réelle diversité. **Mais nous devons davantage renforcer l'initiative « Une seule Méditerranée », pour notamment remédier à l'important déficit de compétences.** Par exemple, ceux qui veulent se lancer dans l'économie bleue trouvent qu'il est très difficile de trouver des personnes qualifiées dans ce secteur, **nous devons rapprocher l'industrie et l'éducation. L'éducation, les instituts d'enseignement, devraient jouer un rôle très important. De même, nous disposons aujourd'hui de suffisamment d'avis scientifiques pour nous assurer que les politiques sont guidées par des avis scientifiques.**

Et évidemment, en Méditerranée, il faut débloquer les barrières géopolitiques, il faut aller vers plus de dialogue, plus de solidarité bien qu'ils ne soient pas des objectifs économiques, ils auront un effet économique énorme en Méditerranée, car ils sont capables de rassembler les pays.

Les déchets plastiques font l'objet d'une attention particulière, mais tout le monde part du principe que si nous résolvons le problème du plastique, nous aurons résolu le problème de l'océan, sans savoir que les nitrates, les pesticides et les engrais provenant de l'agriculture nuisent à l'océan environ 30 fois plus que le plastique. Mais l'agriculture est un tabou, vous ne pouvez pas mentionner l'agriculture, pourquoi ?

Le clivage politique en Méditerranée sera toujours présent. Par exemple, la Libye elle-même est déjà divisée. Mais pour aggraver la situation, même les États membres européens sont divisés au sujet de la Libye. Un État membre soutient une faction, les autres États membres soutiennent l'autre.

La question des migrations en Méditerranée. Aujourd'hui, nous parlons des réfugiés qui quittent leur pays en raison de guerres ou de conflits, mais nous avons déjà commencé à voir l'arrivée de réfugiés climatiques, et nous pourrions voir des migrants en quête de sécurité alimentaire.

❖ Entretien 30

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde des affaires, Nord, 40 - 60, femme

Q- Selon vous, quels sont les principaux défis qui pourraient constituer des problèmes ou des opportunités pour la Méditerranée à long terme, en 2050 ?

R- Je dirais que le défi majeur pour la Bosnie en matière de protection de la région méditerranéenne serait la gestion des déchets. Nous avons une côte très courte, peut-être trois kilomètres, mais nous produisons

grâce à nos rivières. Le problème, dans le cas de mon pays, est que la gestion des déchets relève d'une **problématique transfrontalière**. En quelque sorte, la partie la plus difficile est, en premier lieu, le plastique. Peut-être que dans le futur, cette époque sera rebaptisée, **l'époque plastique de l'histoire**. **Tellement de plastique, nous étouffons avec le plastique.**

Q- Quelles sont vos visions de ce qui serait souhaitable ? Ou au contraire inacceptables dans les évolutions possibles de cette région dans la décennie à venir ?

R- La dernière chose que je puisse souhaiter est une société plus responsable sur le plan environnemental. En ce qui concerne la gestion des déchets, j'aimerais voir davantage de projets ayant pour thème « ne pas produire de déchets du tout ». En ce moment, par exemple, en Bosnie-Herzégovine, j'ai deux enfants à l'école. Ils parlent de la manière de mettre les déchets au bon endroit ! **Nous devons vraiment accélérer notre rythme jusqu'en 2050.**

Q- Que serait-il, au contraire, inacceptable pour vous d'ici 2050, quel type de vision ?

R- Eh bien, en parlant à nouveau de la gestion des déchets et de la protection de l'environnement, **il serait inacceptable de ne pas être responsable**. Il serait inacceptable que le plastique soit encore utilisé en 2050. Pas en 2050, mais peut-être en 2040. D'un autre point de vue, nous n'avons pas parlé du changement climatique qui est vraiment une priorité pour la Méditerranée, étant donné sa plus grande vulnérabilité. Il est également inacceptable que les moteurs de transport fonctionnent encore au carburant en 2050. Nous devons développer la mobilité électrique.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour progresser vers votre vision du désirable ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Je dirais que la première transformation nécessaire est d'**avoir une promotion environnementale vraiment claire et honnête qui démarre dans les écoles, dans les médias, dans les sujets de tous les jours**. Je dirais cela. Je mentionnerais également l'innovation en vue d'une production durable.

Q- J'ai donc compris que vous souhaitiez davantage d'innovation pour parvenir à un développement durable et passer du plastique à d'autres matériaux. Comment cela pourrait-il être efficace ? Je veux dire, de quel type de transformation avons-nous besoin pour y parvenir ?

R- Nous devrions avoir davantage de liens entre l'industrie et les centres de recherche universitaires. Ce serait vraiment une bonne chose de bénéficier de plus d'efficacité. Car comme nous le savons, les centres de recherche ont toujours besoin d'un défi pour leurs recherches et les industries ont besoin de meilleures solutions.

Q- Y a-t-il d'autres éléments que vous pensez pouvoir transformer et qui pourraient être importants pour votre vision, pour atteindre votre vision du souhaitable ?

R- Nous devrions certainement aborder davantage de sujets liés à la protection de l'environnement à l'école et dans les médias grand public. Je ne sais pas, mais nous devrions trouver un moyen de privilégier ces sujets environnementaux. En ce qui concerne la transition écologique, les **institutions doivent être plus fermes dans leurs capacités de régulation et de contrôle**. Aujourd'hui, nous sommes très souples, par rapport à d'autres sujets institutionnels. Cette question se situe vraiment au niveau du droit. Nous devrions décider de réglementer avec force, également afin de respecter les conventions européennes.

Q- Vous voulez donc dire que nous devons renforcer la capacité des institutions publiques à répondre à l'engagement des directives européennes en matière d'environnement. Renforcer cette capacité pour que l'État prenne davantage d'initiatives en matière de réglementation.

R- Oui, c'est exact, non seulement la législation européenne, mais aussi les conventions. Nous ne sommes pas européens pour le moment, mais nous avons ratifié certaines conventions, comme celles de Barcelone et de Stockholm.

Q- Si la Bosnie rejoignait l'Union européenne, pensez-vous que cela pourrait changer ce que vous observez actuellement ? Et cela pourrait-il apporter des changements sur l'avenir de la Méditerranée, et en particulier sur l'environnement ?

R- Bien sûr, quiconque travaille dans le domaine de la protection de l'environnement souhaite que la Bosnie devienne membre de l'Union européenne, car non seulement nous réglerions mieux la protection de l'environnement, mais nous aurions aussi, en tant qu'État, plus de possibilités d'investissement, pour avoir de meilleures usines de traitement des déchets, par exemple. Mais pas seulement, nous essayons également de nous engager davantage dans la construction d'une société plus responsable sur le plan environnemental. Vous savez, quand je vais dans d'autres pays européens, ce que j'aime voir, ce sont des rivières propres, du moins propres, sans signes de déchets. Je ne sais pas pour la qualité. Mais ce que je peux voir, ce sont des rivières sans déchets flottants, ce dont nous ne pouvons pas profiter en Bosnie-Herzégovine. Au contraire, lorsque vous voyagez dans notre pays, vous pouvez voir des déchets partout. Il est donc facile de conclure que l'entrée dans la Communauté européenne est une bonne solution pour la Bosnie-Herzégovine.

❖ **Entretien 31**

Cet entretien a été initialement réalisé en anglais. Il a été traduit en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde des affaires, Nord, 40-60, femme

Q- A partir de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez depuis votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (2050) ?

R- Pays du bonheur pour tous. Cela signifie non seulement maintenir, mais augmenter et améliorer la production d'**aliments sains tout en respectant la tradition** et les normes de production. Maintenant, nous préservons le paysage et les autres beautés et ressources naturelles de la Méditerranée, nous limitons les constructions sur les terrains, notamment dans les zones agricoles, ou zones d'intérêt public, nous **respectons les besoins des résidents, et pas seulement des touristes et des investisseurs divers.**

Q- Vous parlez d'agriculture. Pouvez-vous développer ce point ?

R- Oui, mon pays, comme vous le savez, est petit mais très beau. La nature y est très, très belle. L'agriculture est la deuxième priorité dans notre stratégie de développement national, et c'est pourquoi je pense que l'agriculture et le tourisme doivent être liés de la meilleure façon possible en faveur de tous les

intérêts du pays. Tant pour les personnes qui maintiennent la production agricole que pour celles qui vivent du tourisme.

Nous devons essayer de préserver nos villages, de les faire revivre. Beaucoup d'entre eux ne sont pas reliés au réseau électrique, ce qui pousse les jeunes à les quitter, en quête de meilleures conditions de vie. Il n'y a pas de société. Les jeunes doivent donc s'éduquer, aller dans le monde, mais ils doivent aussi ensuite revenir à leurs origines, pour soutenir le processus de renaissance des villages et des traditions. C'est pourquoi **nous devons protéger et soutenir la production agricole, améliorer sa diversification, aider les jeunes à trouver le moyen de rester et de fonder des familles ici**. Les richesses potentielles sont ici.

Q- Donc, en termes de problèmes ou d'opportunités, que pourriez-vous dire des défis ?

R- Nous devrions avoir une stratégie fondamentale, qui serait adoptée par tous les pays de la Méditerranée pour développer notre économie, nos différences sociales et culturelles et nos besoins sociaux et culturels. Nous devrions trouver un soutien dans la région, pour nous aider à promouvoir cela et à faire face aux différents défis. Par exemple l'IPA, les fonds européens pour la FAO. De nombreuses personnes sont investies au niveau local dans plusieurs pays, mais il faut les aider à constituer un réseau afin de se concentrer sur la résolution des principaux problèmes communs. Il pourrait s'agir d'une stratégie ou d'une plate-forme pour nous tous en Méditerranée.

Par exemple, notre association fait partie d'un programme auquel le Monténégro a contribué pour établir un réseau de villes productrices d'olives. Et c'est une très belle organisation qui regroupe 17 ou 15 pays. C'est un exemple de bonne pratique entre trois pays, qui construisent quelque chose ensemble.

Q- Quelle vision avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable ?

R- Tout d'abord, nous devons sérieusement faire respecter l'Etat de droit. Nous avons de bonnes lois, mais nous devons les appliquer à tous les niveaux. Par exemple, dans le domaine de la production d'olives, si la loi interdit les constructions à l'intérieur des oliveraies, cette interdiction ne doit pas seulement s'appliquer à moi ou à vous, mais aussi aux personnes ayant plus de pouvoir et d'influence. Je veux dire que la **loi devrait être la même pour tous**. Ensuite, nous devons adopter et mettre en œuvre des stratégies pour le développement de la protection de l'environnement et de la santé publique. Nous devons également **accroître l'influence des femmes** et introduire la représentation des femmes dans tous les processus de prise de décision, car les femmes sont très fortes et capables.

Nous devons motiver et encourager les citoyens à prendre des initiatives et à planifier leur avenir en collaboration avec les ministères locaux et les autorités gouvernementales. À l'avenir, notre région pourrait vraiment être le paradis de la Méditerranée, mais seulement si nous arrêtons d'agir dans le mauvais sens. C'est le meilleur endroit, la meilleure terre dans notre pays. J'ai vu il y a quelques jours que là où il y avait avant une longue plage, il y a aujourd'hui quatre grands bâtiments. **Le tourisme de masse est inacceptable**. Par exemple, si je me rends dans la vieille ville du Qatar, il est impossible d'avancer dans la rue. Il est impossible d'entrer dans un bar pour prendre un café avec votre ami, car il est bondé de touristes. S'il ne s'agissait que de la foule, mais les prix sont aussi plus élevés. Cela constitue un vrai problème pour moi et mon peuple. Clairement, cela pose problème.

Nous sommes en train de perdre notre identité. Il faut demander aux gens qui vivent ici de partager leurs idées, et les impliquer au niveau local et gouvernemental. Il convient de demander aux personnes qui vivent dans ces régions du pays ce qu'elles souhaitent pour leur avenir et de les impliquer dans le processus décisionnel, afin que leur avenir soit en phase avec celui auquel elles aspirent.

Q- Quel type de transformation pensez-vous nécessaire ?

R- Tout d'abord, je pense qu'il faut que les gouvernements locaux, les organismes du secteur public et les gouvernements nationaux respectent les gens, leurs pensées, leurs paroles, il faut les écouter. J'ai participé à quelques réunions ou rendez-vous avec des représentants d'organismes publics. **Ils nous écoutent comme si nous venions d'une autre planète.** Par exemple, si nous disons que nous ne voulons pas que des routes traversent nos champs d'oliviers, ils disent que leur projet se situe à un niveau plus élevé et relève de besoins plus importants, etc. Vous parlez, ils n'écoutent pas. Nous, les gens, avons également besoin de voir les bons exemples d'autres pays, comment les gens ont changé certaines situations par eux-mêmes. Je ne sais pas, on peut voir les Pays-Bas ou la Suisse. Ce ne sont pas de grands pays, mais ils sont très structurés. Les personnes sont impliquées, les personnes sont à tous les niveaux, de la réflexion à la décision et au traitement, en passant par la mise en œuvre des actions.

Je pense que la chose la plus inacceptable est de ne rien faire. Nous ne pouvons peut-être pas faire directement quelque chose pour changer la politique dans les grands secteurs, comme la construction ou les routes, mais nous pouvons toujours demander cela, demander ce dont nous avons besoin. Après tout, nous avons des experts dans chaque secteur qui ne font pas partie du gouvernement ou des autorités locales. Nous pourrions leur demander de nous aider. Nous devons nous organiser pour former des organisations de la société civile, qui parleront, qui seront actives sur ce plan. Il n'est pas nécessaire de mobiliser tous les hommes et toutes les femmes du village, mais il est très utile d'avoir quelques représentants de chaque communauté, capables de contribuer au bien-être de ses habitants et de lutter pour la prospérité économique, sociale et culturelle des communautés.

Je suis tentée de dire que, peut-être certaines personnes acceptent la mondialisation. Mais d'autres ne le font pas. Je ne suis pas pour la mondialisation car je pense qu'il est impossible d'être partout. Ce n'est pas bénéfique. Si nous sommes tous identiques, nous perdons en richesse. Tout ce qui est standardisé n'est pas positif. Je suis sûr que ce n'est pas la meilleure voie pour l'humanité. Oh non, je suis en train de philosopher. Oui, il **est important de conserver les spécificités des différentes régions locales.**

c) Entretiens avec des personnalités du Sud de la Méditerranée

❖ Entretien 32

Caractéristiques du profil : monde politique et scientifique, Sud, > 60, femme

Q- Quels sont les défis majeurs, problèmes et opportunités que vous percevez pour le long terme c'est-à-dire à l'horizon 2050 ?

R- Expression de quelqu'un qui disait **“la Méditerranée c'est le lieu de tous les possibles”** où on peut justement faire rayonner tout ce qui est identité méditerranéenne, identité collective et inclusive.

La migration est perçue négativement, on occulte les aspects positifs : échanges, mobilité. **Elargir la vision de la Méditerranée à l'Afrique** : on parle migration de tunisiens mais c'est aussi et surtout une voie de passage de beaucoup de subsahariens ; le sommet du TICAD8 avec le Japon va se passer en Tunisie car le Japon voit la Tunisie comme une porte d'entrée vers le continent africain.

On est la zone qui est la plus vulnérable sur le plan climatique, ça fait partie des défis majeurs. Les problèmes de pression sur les ressources naturelles, la pollution.

Il y a tous ces défis qui peuvent aussi être des opportunités d'échanges et de travail entre les pays.

L'eau est un élément qui constitue un peu toute notre identité méditerranéenne avec toutes ces dimensions politiques, géographiques, stratégiques et culturelles.

Continuum entre l'eau - partie bassin versant - mer mais aussi de la mer vers le bassin versant et tout ce que les zones marines et côtières peuvent apporter. **La côte c'est comme une peau poreuse, il y a des échanges très importants** qui ont lieu donc tout ça, ça peut être aussi des opportunités au niveau emploi, échange, coopération, culturel etc.

Espace maritime, tous les problèmes liés à la définition des Zone Économique d'Exclusion (ZEE). C'est important d'avoir ces zones bien délimitées afin de passer ces questions de souveraineté, de pouvoir limiter la surpêche, activités illicites et éviter une mainmise des fonds marins, si riches : minerais, faune, vestiges marins etc. C'est une question qui touche au droit de la mer sur laquelle on peut travailler ensemble dans le respect de la légalité et de la souveraineté.

Q- Visions de ce qui serait souhaitable ou inacceptable dans les évolutions possibles à 2050 ?

R- Besoin que la méditerranée soit vraiment cet espace où il y a cette intégration, ces échanges, cette coopération, où il y a plus de bien être et moins ces problèmes de migrations, les inégalités entre les rives Nord et Sud. **L'eau est un vecteur de paix, un élément central** dans tout cela.

Q- Donc vous avez une vision basée sur le côté positif de l'échange de l'intégration ?

R- On ne peut pas se développer aux dépens des autres.

Q- Est-ce que ça passe par des ruptures ? Par exemple de gouvernance et / ou institutionnelles ?

R- Les ruptures sont nécessaires, des opportunités pour aller vers quelque chose de différent au niveau de la gouvernance, des acteurs et du comportement, de la technologie et des innovations.

Il faut aller chercher les graines de transformation qui existent : startups, jeunes, femmes, pour aller vers un avenir meilleur. En Tunisie, **la relance et le rebond viendra des femmes**. Ça n'est pas seulement moi, mais c'est beaucoup de gens qui le disent.

Q- Mais c'est essentiellement des évolutions qui vont se faire de manière nationale. Risque de déséquilibre ?

R- Ça ne peut pas se faire uniquement au niveau national. **Il faut qu'on travaille à différentes échelles, comme les poupées russes**. Ce sont des choses qui peuvent s'emboîter, ça s'emboîte pas seulement : il y a

des aller-retour ou des ponts entre ces différentes formes d'échanges et ces différentes formes de gouvernance.

Le défi, ça va être de savoir comment sortir des silos et travailler beaucoup plus de façon transversale. Je ne peux pas parler d'eau si je ne parle pas d'éducation, de formation, d'éducation, d'agriculture, d'industrie et de culture, pour moi c'est fondamental. Se développer à partir de valeurs partagées.

❖ **Entretien 33**

Caractéristiques du profil : monde artistique, Sud, 20 - 40, femme

Q- Quels sont les défis majeurs, les problèmes et les opportunités que vous percevez à horizon 2050 en Méditerranée?

R- Problème de plastique dans le Méditerranée, de l'immigration. Je ne sais pas si ça va être réglé en 2050. Je pense que c'est un problème très fort en ce moment.

J'aimerais voir les pays méditerranéens moins fermés et moins isolés, surtout au Sud et à l'Est.

En Méditerranée, il y a des cultures, il y a des langues, des traditions, des religions différentes ; c'est un défi, pour vraiment avoir un accord entre ces pays, mais quand même beaucoup de langues communes dans cette région, ça peut aider à échanger. Et il y a beaucoup de choses qui nous réunissent comme la culture, la musique, la nourriture, mais aussi le tempérament, c'est important pour pouvoir travailler ensemble.

Q- Du coup, quelle vision avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable dans les évolutions possibles de cette région et dans les prochaines décennies ?

R- Il faut avoir cette région très unie, sans frontières. Je ne sais pas si ça sera accepté ou pas, mais personnellement, je vois cette région comme ça, comme l'Union européenne. Je ne sais pas si ça existe quelqu'un qui est comme un maire pour la Méditerranée ou un président de la Méditerranée, **j'aimerais qu'on ait quelque chose comme une assemblée de Méditerranée, avec un président.**

J'aimerais bien aussi avoir plus d'échanges entre la Méditerranée, pour les écoles surtout. Échanges scolaires, mais aussi des concours de sport, des choses comme des Olympiques méditerranéennes.

Q- Alors l'inacceptable ?

R- L'inacceptable : c'est la catastrophe si on continue, si on reste chacun enfermé dans son pays, il n'y a pas un dialogue. La pollution de la mer, des plages, la destruction de l'environnement naturel.

Q- Quelles ruptures ou transformations seraient nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable ou à l'inverse éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Il faut que tous les présidents ou les chefs d'États se réunissent pour discuter de plein de domaines et de thématiques de cette région, trouver des solutions et faire des propositions. Mais aussi le soft power, c'est important, c'est pour ça que j'ai parlé de la culture, du sport, de choses comme ça. Il faut faire beaucoup plus d'événements culturels dans cette région.

Je suis au courant de ce problème : à Alexandrie il y a la mer et derrière la ville parallèle à la mer, et encore derrière, il y a plein de lacs où ont lieu les migrations des oiseaux. On sait qu'ils viennent à un certain moment et puis ils continuent. Mais c'est très connu, les lacs sont très importants pour eux, pour manger, faire une pause. Et là, ils commencent à enlever un peu des lacs pour construire des rues. Il faut aussi arrêter d'enlever les arbres, de changer la nature de cette région. Il faut aussi faire attention à l'élévation du niveau de l'eau surtout pour les villes côtières.

Pour ça, il faut qu'on soit une région ouverte et libre et qu'on soit spécial, avec un espace commun en partage, un espace économique.

❖ Entretien 34

Caractéristiques du profil : société civile, Sud, 20 - 40, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez, vous, quels sont les défis majeurs, les problèmes et les opportunités pour la Méditerranée à horizon 2050 ?

R- La Méditerranée est un condensé et un hotspot: ce qui se passe à l'échelle mondiale, se passe en Méditerranée de manière accentuée et accélérée. On y trouve plein de pays différents avec des problématiques différentes, des niveaux de vie différents, des enjeux différents, donc une question clé est la collaboration pour trouver des solutions communes à appliquer à l'échelle globale.

La question environnementale en Méditerranée n'est pas une question de mer. Tout ce qui touche à la mer, touche à la terre, touche à l'humanité. C'est ce que la Fondation Prince Albert de Monaco dit : **"Sauver l'océan pour sauver l'humanité": un lien direct avec notre qualité de vie, avec notre santé sur terre, avec tous les facteurs socio-économiques.**

Il y a un déficit de communication entre les conséquences déjà visibles de la dégradation de la mer, les études scientifiques et la qualité de vie humaine. Il ne faut pas compter sur la sagesse individuelle pour que le changement puisse se faire. Ça ne marche pas, sinon, tous les rapports du GIEC et toutes les études scientifiques qui ont déjà été publiés aurait déjà eu un effet: **comme dans *Don't look up*, le film, les scientifiques n'en peuvent plus de ne pas se faire entendre** et de ne pas voir d'actions concrètes sur le terrain : **"Tant qu'on ne sort pas avec un masque à gaz dans la rue", on se dira toujours que le problème est lointain : l'enjeu est de rendre les messages audibles du grand public.**

Si on avait des siècles devant nous, on pourrait se dire : "on va prendre le temps d'éduquer et de convaincre etc." Aujourd'hui on n'a pas ce temps donc comment on fait, est-ce qu'on impose ? Si le bâton ne marche pas, il faut une carotte , laquelle? On a discuté aujourd'hui le fait que la finance éthique pouvait être rentable, qu'il y avait des projets innovants qui pouvaient être des bons business, et surtout **montrer en quoi protéger l'environnement ce n'est pas protéger un ours polaire ou un corail ou une posidonie, c'est protéger tes enfants, ta santé alimentaire, ton environnement à toi, ton lieu de vie et ta vie !** Il faut vraiment revenir à un discours simpliste, TikTokable, Instagramable, résumé, schématisé.

Q- Quelle vision avez-vous de ce qui serait souhaitable, ou alors au contraire inacceptable dans les évolutions possibles de cette région dans les prochaines décennies ?

R- Ce qui serait inacceptable, c'est de continuer à faire comme si de rien était, de continuer à faire des forums, on invite des chercheurs qui ont envie de pleurer parce que ça fait déjà 20 ans qu'ils nous disent

les mêmes choses. Il faut le courage des politiques, il faut le courage des territoires pour engager des actions claires et impactantes. Il faut le courage de la société civile à qui on va demander de changer son mode de vie, son mode de consommation.

Q- Quelles seraient les ruptures ou les transformations nécessaires pour soi, aller vers le souhaitable soit éviter l'inacceptable ?

R- Il ne faut pas de petites mesures cosmétiques, de projets hyper locaux, même si c'est important. Il faut **une transformation profonde, une révolution sociale, un changement radical de nos comportements, de nos habitudes, de nos modes de consommation**, sans perdre de vue que ce soit changement là n'est pas forcément négatif ou mauvais, ce n'est pas forcément catastrophique.

Il faut juste changer d'habitude et ne pas être résistant au changement, ne pas rester ancré sur des discours anciens et des habitudes anciennes. Il n'y a que les cons qui ne changent pas d'avis. Il ne faut pas qu'on soit tous cons, qu'on soit tous arrogants. Il faut qu'on écoute simplement ce que nous dit la science et qu'on agisse. On est une société, on est une civilisation, on représente l'humanité. On ne doit pas avoir le comportement d'un adolescent qui dit : "je n'ai pas envie", ou bien d'un enfant qui dit : "je n'ai pas envie d'aller me doucher". Aujourd'hui, on n'est pas au temps du consensus, ni du raisonné ni du modéré. C'est un changement radical qu'il faut.

Le futur de la Méditerranée, souvent on parle de collaboration, c'est bien la culture, l'universalisme etc., mais il n'y a pas d'identité méditerranéenne, il y a trop d'inégalités, trop de disparités. **Il y a peut-être un désir d'identité méditerranéenne, mais elle n'existe pas encore.** Quand on va du Nord au Sud, on est expatrié ou vacancier, quand on va du Sud au Nord, on est un migrant.

Un des combats aujourd'hui dans la recherche de solutions durables, concrètes, impactantes. **Par exemple, la réduction de la consommation de produits d'origine animale. Il faut entre 6 et 15 000 litres d'eau pour produire un kilo de viande de bœuf.** Alors oui, certains diront "que vont devenir les bouchers ?". C'est là où il y a des mesures d'accompagnement qui doivent se faire. On disait ça pour le train à vapeur : "que vont devenir les mineurs qui travaillent le charbon ?". Il faut accepter d'accompagner ces ruptures sociétales si on veut pouvoir vraiment agir pour le changement. C'est une mesure phare par son impact réel, énorme et fort l'agriculture animale, c'est une des premières sources de pollution au monde, une des premières sources de consommation d'eau au monde, c'est mieux pour la santé publique et humaine, pour l'éthique pour ceux qui sont sensibles à la souffrance animale, c'est plus inclusif, parce qu'on a plus besoin d'entrer dans ces polémiques de viande sans porc dans les cantines, et c'est plus économique.

❖ **Entretien 35**

Caractéristiques du profil : monde politique, Sud, > 60, homme

Q- Quels sont les défis majeurs, problèmes d'opportunité que vous percevez pour le moyen ou long terme et les évolutions que vous envisagez, positives ou préoccupantes ?

R- Le grand défi de la Méditerranée aujourd'hui, c'est le défi climatique et environnemental. Elle se réchauffe 20% plus rapidement que le reste du monde, avec tous les risques qui viennent avec. Si on ne

prend pas les mesures nécessaires en matière d'atténuation, on va atteindre 2,2 en 2050 et 3,8 en 2100. C'est assez effrayant.

L'élévation du niveau de la mer, 20 cm d'ici 2050, son impact sur les plaines côtières, au niveau de la salinisation, sur les ressources en eau. La Méditerranée est l'une des zones la plus pauvre en ressources d'eau et on risque une pénurie encore plus accentuée avec 250 000 000 d'habitants qui peuvent être considérés comme pauvres en ressources d'eau et une démographie galopante et une urbanisation croissante.

La biodiversité de notre Méditerranée, plus de 10 % des espèces mondiales, et dans les 20-30 dernières années, au moins 37 espèces ont été perdues.

Q- Si on essaie de faire le scénario pessimiste, comment vous voyez tout ça en 2050 ?

R- Le scénario pessimiste, c'est un scénario d'instabilité politique, un flux migratoire dangereux pour l'équilibre géopolitique de la région, une accentuation des déséquilibres déjà existants parmi nos pays et à l'intérieur même des pays. Par exemple, certains pays ont une évolution démographique négative, d'autres une croissance galopante.

Réponse: intégration régionale: énergies renouvelables dans le Sud, régionalisation de certaines chaînes de production ou d'approvisionnements et une politique de mobilité intelligente.

Q- Quel rôle pour la mer dans cette approche de régionalisation ?

R- La mer est le poumon écologique et environnemental, notre première ligne de défense contre le changement climatique.

Q- Qu'est-ce qui vous paraîtrait souhaitable, les signaux encourageants, les lueurs d'espoir qu'on pourrait voir ?

R- Début de prise de conscience au niveau des décideurs politiques, encore plus des opinions publiques et de nos jeunes.

Q- Oui, volontiers, moi je suis effectivement un partisan de l'intégration régionale, autant je constate récemment beaucoup de tensions entre ...en bilatéral, entre pays, on est dans une période qui est tendue.

R- Le bilatéral a toujours été tendu entre pas mal de pays du pourtour méditerranéen. C'est presque un phénomène permanent, historique de la région. Cela dit, on voit aussi des liens très étroits qui se créent entre les pays du pourtour méditerranéen, même dans des cas où il y a des tensions politiques, le commercial, l'économique et l'industriel continuent de se développer.

Q- Voilà donc vous pensez vraiment qu'il y a une intégration économique qui va contribuer à une...

R- La crise du COVID a démontré de manière très claire, qu'on ne peut pas dépendre sur des chaînes d'approvisionnement qui s'étend sur 7 000 ou 8 000 km, ça ne va pas s'arrêter, la globalisation est là pour rester, mais quand même, il faut quand même une certaine régionalisation par rapport aux besoins de nos industries et de nos consommateurs.

En géopolitique, size matters. Si l'Union européenne veut sauvegarder sa place privilégiée dans le monde, elle aura besoin d'une intégration renforcée avec son voisinage au sens large, Sud et Est.

Q- Est-ce qu'on doit s'attendre à des modifications institutionnelles majeures dans la région ?

R- Plutôt que des modifications institutionnelles, il y a des réformes à faire.

Q- Est-ce qu'il y a des ruptures majeures à souhaiter, des....

R- La révolution doit être culturelle plutôt que sur le plan réel : une prise de conscience collective que notre sort est lié, que cette zone ne connaît pas en réalité des frontières, que le climat n'a pas de frontière. Si on continue, dans 30 ou 40 ans il n'y aura que du plastique dans cette mer.

investir chez le voisin, c'est investir chez soi.

❖ Entretien 36

Caractéristiques du profil : société civile, Sud, 40 - 60, femme

Q- Si on part de la situation de la Méditerranée telle que tu la perçois dans ton pays, ton cadre de travail, ton cadre de vie, quels sont les défis majeurs, les problèmes et opportunités que tu perçois pour le long terme, donc horizon 2050 ?

R- Il y a pas mal de dangers qui menacent notre littoral, notre mer : l'érosion, la disparition de la posidonie, la montée du niveau de la mer avec des villes et des îles qui pourraient complètement disparaître de la carte, la pollution. Il faut vraiment aujourd'hui passer à l'acte et dire stop.

Il faut déployer des solutions techniques simples (filtres sur les égouts, ramassage sur les plages, substituer les plastiques par des produits à base d'algues) et surtout obtenir une prise de conscience citoyenne, un changement de comportement pas uniquement pour sa personne, mais pour les autres. Donc la culture de je respecte l'autre est très importante.

Q- Quelle vision est-ce que tu as de ce qui serait souhaitable, ou alors au contraire inacceptable dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- En 2050, je veux voir notre Méditerranée moins polluée effectivement, retrouver toute la biodiversité qui a été menacée par le transport maritime, par la surpêche, par la pêche illégale, par les engrais rejetés par la suite en mer, avoir un développement d'une économie bleue durable. **C'est la clé parce que l'économie bleue ne peut pas être dissociée de la mer, ni des océans, ni du développement des pays.**

L'autre chose que je préconiserais, c'est vraiment mettre l'accent sur la recherche, pas pour exploiter de façon disproportionnée ce qui se trouve dans le fond des mers, mais pour mieux connaître. Et sensibiliser par l'éducation: on ne peut protéger que ce qu'on aime et on ne peut aimer que ce que nous connaissons, avec des programmes bien pensés dans les systèmes de l'éducation.

L'inacceptable pour 2050, c'est de continuer à avoir un transport maritime vieillissant, un transport maritime qui ne respecte pas les nouvelles lois, la mise à jour sur leurs bateaux de leur système

d'évacuation et de leurs machines, notre environnement, de continuer dans la pêche illicite, d'utiliser notre littoral de façon anarchique et de construire le soir des habitations sur notre littoral.

Q- Quelles sont les ruptures où transformations nécessaires pour aller vers la vision du souhaitable ou alors pour éviter l'inacceptable ?

R- Introduire, mais vraiment de façon plus intense et plus impactante, des programmes pour l'éducation nationale, pour la jeunesse, des campagnes de sensibilisation pour les citoyens.

Les solutions pour filtrer les égouts des villes, collecter le plastique et les déchets, suivre et enlever les filets fantômes. C'est inconcevable aujourd'hui qu'on puisse trouver encore des filets fantômes et qui puissent être une menace pour les animaux, donc c'est inconcevable, ça, c'est un point, a ajouté, lorsqu'il est inconcevable, mais trouver les solutions pour détecter ces filets, pouvoir les enlever et les supprimer complètement. Et échanger les bonnes expériences entre villes.

Et **bâtir des plans sur 30 ans, sur 40 ans**. C'est vrai que des scientifiques parlent, mais ils ont une voix inaudible, malheureusement.

Qu'est-ce qu'on attend pour agir ? Qu'est-ce qu'attendent les politiques pour exécuter toutes les recommandations qui sont issues des Nations Unies, des différents sommets mondiaux ? On attend qu'il n'y ait plus d'avenir pour nous ? Qu'il n'y ait plus d'oxygène ? Qu'il n'y ait plus cette biodiversité ?

Le vivant est le porteur de message de tout ce que nous voyons en Méditerranée qui est causé par l'homme, et il n'y a que l'homme qui peut réparer ses erreurs.

Et nous les femmes on a un rôle à jouer, **il faut permettre à toutes les femmes de pouvoir arriver dans ce domaine maritime et de pouvoir exercer dans ce secteur**. Elles ont leur place. On disait "une femme à bord, c'est une source de malheur". Donc non, une femme à bord, c'est un commandant à bord, c'est un officier, c'est une femme qui sait aujourd'hui être à la manœuvre et les femmes l'ont bien prouvé. Il faut se rappeler qu'en Méditerranée, la première femme grande navigatrice, ça a été la Reine Didon qui est arrivée à Carthage. Donc comment être des descendantes de cette reine et ne pas être dans le secteur maritime, c'est impensable.

❖ **Entretien 37**

Caractéristiques du profil : monde politique, Sud, 40 - 60, homme

Q- Quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (2050) ?

R- D'ici 2050, les pays du Sud de la Méditerranée se trouveront confrontés à **trois défis majeurs : la sécurité alimentaire durable, la transition énergétique et les impacts des changements climatiques sur les disponibilités des principales ressources globales** (terres, ressources en eau, énergies conventionnelles, capital humain, etc.). S'y ajoutent l'effet de la croissance démographique au Sud et son déclin au Nord, l'urbanisation, l'occidentalisation du modèle alimentaire, et les migrations internes et externes.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Le souhaitable : Scénario “Diversification, Atténuation, Innovations” :

Ce scénario souhaitable a comme principal moteur une action proactive et participative des acteurs et la mise en place de politique de subvention alimentaire ciblée et plus efficace. Ces transformations sont accompagnées par une diversification économique concrétisée, une transition énergétique réussie, une atténuation des impacts des changements climatiques et une résilience acquise des systèmes alimentaires nationaux. **Ces changements sont conduits par la production et la diffusion des innovations**, principaux vecteurs de la transition vers l'intensification durable des chaînes de valeur agricole et halieutique. La croissance agricole et le développement de l'aquaculture permettent **la substitution aux importations**.

La croissance démographique (2050) serait en baisse par rapport aux prévisions. Les changements climatiques annoncés sont atténués et restent conformes aux prévisions minimales du GIEC. Le programme d'adaptation aux changements climatiques et les efforts d'atténuation relatifs aux filières agricoles, de la pêche et de l'aquaculture reposent sur une approche écosystémique.

Le modèle économique évolue vers la diversification de la croissance, l'économie de la connaissance, un mode **d'innovation endogène, frugale et territorialisée**, l'industrialisation et la tertiarisation. L'État met en place une politique active et forte en matière de sécurité alimentaire, avec subvention des aliments de base et autres mesures d'aides aux démunis. Les relations internationales claires, la coopération et une politique publique participative constituent un levier important de modernisation des secteurs productifs locaux. Une prise de conscience importante s'établit sur la qualité des aliments et leur relation à la santé, en particulier par la redécouverte des bienfaits de la diète méditerranéenne

L'inacceptable : Scénario “Turbulences, Fractures, et Vulnérabilités” :

Le scénario inacceptable est la résultante, par excellence, de turbulences des équilibres macro-économiques et des marchés mondiaux. Il accentue la marginalisation et les fractures de l'espace méditerranéen (Nord/Sud), les défaillances de l'action publique (déficit budgétaire) et l'aggravation des vulnérabilités environnementales et de l'impact des changements climatiques.

La croissance démographique reste forte, surtout dans les grandes villes et villes moyennes avec de grandes difficultés de gestion des services publics et de l'environnement. Les étalements urbains se font aux dépens des terres agricoles et de la dégradation des zones côtières, de l'environnement marin, et donc des ressources.

La réindustrialisation et la tertiarisation de l'économie peinent à voir le jour : endettement extérieur, démantèlement de la politique sociale et des subventions, chômage, dans le cadre des programmes d'ajustements structurels avec le concours des institutions financières internationales (FMI, BM). La coopération dans l'espace méditerranéen en matière de recherche développement est limitée, activités de R&D et sciences déclinent en raison des restrictions des budgets publics et de la fuite des ressources humaines. Le transfert des résultats de recherche et de technologies est très faible.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Pour aller vers le souhaitable

- ⇒ Un espace euro-méditerranéen construit sur une croissance partagée et des stratégies convergentes de résilience
- ⇒ La diversification de la croissance, la transition vers l'économie de la connaissance et la diversification des exportations des pays du Sud
- ⇒ Une action proactive et participative des acteurs et la mise en place d'une politique de subvention alimentaire ciblée. Une politique publique participative
- ⇒ L'industrialisation et la tertiarisation de l'économie
- ⇒ L'accélération de la transition énergétique (électricité et interconnexion des réseaux) et la mise en place d'un mix énergétique fort valorisant les grandes potentialités des énergies renouvelables des pays du Sud (énergie solaire, hydrogène)
- ⇒ Le financement des programmes d'atténuation des impacts des changements climatiques
- ⇒ Des politiques actives et fortes de sécurité alimentaire, encourageant la production locale
- ⇒ **Des stratégies maritimes intégrées et la promotion de l'économie bleue à l'échelle de la Méditerranée** (clusters, investissements, régulations)
- ⇒ Des relations internationales claires et une coopération régionale active pour un espace euro-méditerranéen de recherche-innovation endogène, frugale et territorialisée.

Pour éviter l'inacceptable

- ⇒ Le développement de capacités nationales de résilience aux turbulences
- ⇒ L'amélioration et la rationalisation de l'action publique et l'accroissement des aides au développement
- ⇒ L'atténuation des impacts des vulnérabilités environnementales et des changements climatiques
- ⇒ La réduction de la surexploitation des ressources et des espaces notamment côtiers
- ⇒ La protection des terres agricoles et des zones côtières
- ⇒ La régulation de l'endettement extérieur et la mise en place de filets sociaux et de dispositif de lutte contre le chômage
- ⇒ La priorisation des activités de R&D, et sciences et la limitation des restrictions des budgets publics et de la décapitalisation des ressources humaines
- ⇒ Le renforcement de la coopération dans l'espace méditerranéen en matière de recherche développement et d'innovation.

Q- Commentaire libre

R- Les crises récentes du Covid et de la guerre en Ukraine montrent plus que jamais cette nécessité de co-construire la résilience des pays méditerranéens grâce à un partenariat euro-méditerranéen fort, équilibré et continu s'inscrivant dans une vision prospective et collective autour des défis que sont : la

sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la prospérité économique partagée. Ces derniers exigent des réponses solidaires et transnationales.

❖ Entretien 38

Caractéristiques du profil : société civile, Sud, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée, telle que vous la percevez, quels sont les défis majeurs, problèmes et opportunités que vous percevez pour le long terme, donc, à horizon 2050 ?

R- Une représentation de la Méditerranée comme carrefour de civilisation, comme acte de paix. Une région très belle qui regroupe beaucoup de civilisations. Mais il y a d'autres fractures qui peuvent ternir cette vision un peu idyllique de la région dans laquelle baignent beaucoup de civilisations : arabe, musulmane, chrétienne. Elle est traversée par beaucoup de crises actuellement : économiques, sociales, politiques, de violence, des incompréhensions des peuples qui sont rencontrés avant mais maintenant se disputent, se font la guerre. **La Méditerranée maintenant, est aussi la rencontre de beaucoup de bellicistes. C'est l'affrontement des impérialismes qui veulent toujours s'approprier cette région-là.** Les inégalités entre Nord et Sud causent des problèmes, elles ont des causes historiques : la colonisation du Sud par le Nord. Sans catharsis, thérapie collective, ni justice transitionnelle pour tourner la page comme on le fait après les révolutions. Sans cette réconciliation de soi avec l'autre, sans la reconnaissance de la faute coloniale, il n'y a pas d'avenir paisible. Il faudrait que la vérité arrive avant 2050, avec aussi la réparation des problèmes économiques, des richesses spoliées ("accumulation primitive du capital" décrite par Rosa Luxembourg) et des centaines de milliers de morts des pays du Sud.

Autres fractures de la région qui découlent de cela : la migration actuelle et son lot de souffrances. La FIDH jette le mot "*guerre*", et cela par une politique de destruction, de fermeté, une politique sécuritaire à outrance que les pays du Nord font supporter aux populations du Sud qui fuient, soit une guerre en Libye ou au Tchad, soit les conditions misérables de leur pays.

Problème de fuites de cerveaux : des enfants éduqués, élevés, ont de bons diplômes, et partent. C'est la nation qui les a élevés et éduqués, ça coûte cher.

Il faut apaiser ses ardeurs de discours de violence. La violence radicaliste islamiste au Sud qui attise un peu la violence de haine islamophobe et xénophobe de l'autre côté. Je combats les deux bien sûr.

Il faudra une politique beaucoup plus responsable, des relations nouvelles en économie entre les régions, les rives et une éducation à la paix pour tous et toutes dans les deux rives, dans une approche basée sur les Droits de l'Homme.

Toutes les forces civiles et gouvernementales doivent agir sur leur territoire. C'est pour éduquer à la paix mais aussi pour valoriser la jeunesse. **Il faut préparer les jeunes à être des dirigeants. Il faut leur inculquer par l'éducation formelle et informelle, la question du leadership, de la médiation, la question de la participation citoyenne.**

Il faut favoriser une mobilité choisie et non pas une migration choisie, favoriser les échanges entre les jeunes. Comment voulez-vous que les jeunes de la rive sud s'intègrent ou qu'ils comprennent, vivent ou s'adaptent à ce nouveau jeu entre les deux rives s'ils ne peuvent pas voyager. L'autre sens est possible, ça met une part de l'échange inégal.

Nos pays sont trop endettés, ils n'arrivent même pas à payer le service de la dette du fait des clauses contraignantes de la Banque mondiale, du FMI, des logiques de capital mercantile, un coût social très fort

provoquant des mouvements sociaux. Il faut une autre logique, une économie sociale et solidaire qui va favoriser l'intégration des plus précarisés.

Il y a que 10 % de la population mondiale qui accapare entre ses mains 90 % de la richesse mondiale, c'est qu'il y a un problème de partage des richesses. Il est intolérable de voir qu'il y a des gens qui ne savent pas quoi faire, des régions entières, de leur richesse alors qu'on trouve des enfants qui meurent en Afrique ou bien partout.

Alors je reviens à la question de l'éducation. **Premièrement, il faut des réformes dans les pays du Sud pour qu'il y ait adéquation entre éducation et employabilité, afin de lutter contre le chômage si élevé. Ça, on pourra le faire aussi par des jeux d'expertise Nord-Sud.** C'est là que peuvent aider les systèmes éducatifs performants du Nord, sans imposer un modèle éducatif.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- L'horizon de 2050 c'est une vision d'une Méditerranée inclusive, durable et plurielle. Comment arriver à cette vision d'une Méditerranée plurielle et tolérante, surtout si on parle de religion, si on parle de culture universelle parce que l'universel doit primer sur le spécifique culturel. **Chaque entité doit être respectée dans sa culture, mais toutes les entités doivent être aussi universelles parce que nous, on veut un modèle universel. Les Droits de l'Homme sont universels. Ils sont indivisibles et interdépendants.** C'est important pour que cette vision d'une Méditerranée soit en lien avec ces valeurs d'universalité, d'indépendance et d'inaliénabilité.

Q- Quelles sont les ruptures où transformations nécessaires pour aller vers la vision du souhaitable ou alors pour éviter l'inacceptable ?

R- Pour aller vers le souhaitable ? Mettre des outils pour favoriser la mobilité, avoir une approche des Droits de l'Homme, effacer la dette, le mémorial/ mémoriel de la colonisation...

Il y a aussi un autre problème, l'environnement qui est une grosse plaie dans la région Méditerranéenne. Elle se réchauffe 20 % plus rapidement et plus fortement que d'autres mers. C'est une petite mer, c'est un petit lac donc le réchauffement pousse des gens à la migration climatique, la pollution aussi est énorme dans la Méditerranéenne. **Il faut aussi une autre mentalité de production, d'industrialisation, une politique responsable, la redevabilité sociale des entreprises et aussi de l'État. Il faut que les citoyens sachent aussi qu'ils ont le devoir et le droit de critiquer leurs États. Une population qui participe à la chose publique, pour arrêter de suite les projets inacceptables.**

Pour cela, il faut **une bonne gouvernance, lutter contre la corruption** qui appauvrit les personnes, les populations et les pays. La gouvernance doit être démocratique et ouverte. Pas l'argent sale, l'argent électoral, l'argent politique, mais le rôle de citoyen réellement citoyen.

Dans ce que j'ai dit avant, il y a pas mal de points de ruptures : l'économie solidaire, la participation des jeunes, la gouvernance. Ce sont les points de rupture qui peuvent amener à cette vision de 2050.

❖ Entretien 39

Caractéristiques du profil : monde politique, Sud, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- L'importance que la Méditerranée a toujours constituée, découle du fait qu'elle soit une jonction/un passage/une passerelle mais aussi un centre de réflexion : **beaucoup d'idées et de concepts sont nés en Méditerranée.**

La **Méditerranée demeure au centre de tous les intérêts essentiels.** Avec cette position stratégique, la Méditerranée est concernée par le prolongement de crises ou par les crises elles-mêmes. La Méditerranée vit un moment critique dû principalement au changement climatique. Elle sera la zone la plus touchée par les effets du changement climatique et est ainsi en première ligne de ces défis.

La Méditerranée affecte l'Afrique sub-saharienne : accroissement des mouvements migratoires. Une bonne partie des migrants/réfugiés va chercher un mouvement vers le Nord, aussi en lien avec le changement climatique.

La Méditerranée connaît une démographie galopante dans le Sud : des pressions économiques, sociales, sécuritaires et autres s'y ajoutent.

L'énergie constitue un autre défi pour la Méditerranée qui est grandement affectée par le changement climatique.

La pollution marine va impacter d'autres secteurs (pêche, tourisme).

Tout cela est un enchevêtrement/ une chaîne, dont le point de départ est l'Homme.

Un autre défi est la rivalité en Méditerranée. Les questions géopolitiques qui ont toujours existé en Méditerranée (entre Carthage et Rome, entre la Grèce et Rome, etc.). Aujourd'hui cela prend d'autres dimensions. Le "Lac occidental" accueille maintenant des flottes chinoises avec des points d'ancrage (Djibouti, etc.). Une dynamique a été créée par le processus de Barcelone en 1995, dont l'objectif est louable, mais autre chose s'est finalement passé. Aujourd'hui, la Méditerranée se trouve dans une situation absolument critique. Elle nécessite un engagement de tous à tout moment et dans la durée.

Au maximum, **une poignée de pays atteindra les objectifs de développement durable d'ici 2050.** Mais au-delà des efforts de la Méditerranée, **il y a aussi des objectifs dont l'atteinte dépend de l'extérieur de la Méditerranée !**

Deux avantages de la Méditerranée :

1. Démographie : la zone vibre par sa jeunesse et son ambition et (dans le Sud) une prise de conscience progressive des défis. Les jeunes sont interpellés et sous pression. Mais **les jeunes ne peuvent pas attendre que les moins jeunes agissent (cf Greta Thunberg). Il y a un changement de génération mais qui nécessite un changement de paradigme. Le changement va se faire sous la pression de la jeunesse.**

2. La technologie : elle est un défi et une opportunité. Il est fort possible qu'on se retrouve bientôt dans une situation de fracture technologique (une partie du monde technology-savvy et une autre zone qui ne l'est pas). L'écosystème méditerranéen est appelé à coopérer et trouver des solutions communes aux problèmes globaux. La technologie est une opportunité à travers les télécommunications : l'Afrique n'a pas

fait le passage de la technologie filaire. Le continent est passé directement au cellulaire. **Il n'y a pas de chemin obligatoire à passer, on peut "sauter" des étapes.**

Un sujet important pour la jeunesse est **la fuite des cerveaux**. C'est un sujet lié à la migration et aussi aux modèles de développement et à la fracture technologique/au développement technologique. Les pays du Sud rencontrent un développement économique plus lent qu'au Nord. On voit dans le Sud des départs massifs de jeunes. Dans 2 promotions successives d'école d'ingénieurs aucun des diplômés n'est resté en Tunisie. Les jeunes partent, et les 2 premières raisons sont l'éducation des enfants et la couverture médicale. Ces départs constituent des pertes pour leur pays d'origine. Une compétence qui s'en va qui prive le pays de toutes les générations que cette compétence pourrait former. Elle ne permet pas au pays d'avoir son retour sur investissement. Ceux qui partent sont des personnes motrices du développement. Les départs constituent des manques à gagner sur plusieurs plans et les pays ne pourront pas avancer suffisamment pour se donner une dynamique de développement. **Le pays reste tributaire de la contribution extérieure et ne fait que perpétuer voire renforcer le décalage de développement.** Il faut en discuter avec les pays d'accueil et avec les jeunes concernés par cette situation. C'est un défi, mais avec des opportunités : 10% des émigrants vont revenir et amener de l'expérience et de la dynamique, et ils vont servir de point relais de leur propre pays dans le pays d'accueil. Il s'agit d'une création de passerelle.

La Méditerranée a un avantage culturel important. Même si on diffère, il y a une plateforme commune qui nous réunit. Un méditerranéen du Sud trouve beaucoup plus facile de travailler/coopérer avec un méditerranéen du Nord qu'avec des personnes issues d'autres pays extérieurs à la Méditerranée.

Est-ce qu'il existe **une identité méditerranéenne ? Oui ! Même si on diffère, il y a un sentiment d'appartenance très fort à cette région !** La richesse culturelle fait partie de ce que nous avons en commun. Les Tunisiens ont hérité de Carthage, des Arabes, des Romains, des Byzantins, des Français, etc. C'est ce qu'on partage. C'est semblable pour toute la Méditerranée.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- L'inacceptable : C'est très facile: Le statu quo. On commettrait notre hara kiri !

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Pour aller vers le souhaitable : Le préalable, c'est l'acceptation générale par tous, qu'on est tous sur l'Arche de Noé, tous dans le même bateau. S'il arrive quelque chose à quelqu'un, tout le monde est concerné. Le peu que chacun puisse amener, tout mis bout à bout, fera le changement.

Aussi, il faut prendre et concrétiser un engagement dans la durée. **Il faut s'engager au-delà de 2050 ! On ne réglera pas tout d'ici 2050.** Introduire ce changement dans le processus d'éducation. On ne peut pas faire autrement. Il faut travailler avec les générations futures : Mandela avait créé le Children's Fund. Ce sont les enfants conçus hier qui profiteront de nos actions. Nous avons besoin de la collaboration de tout le monde : entreprises, gouvernements, société civile, etc. Tout le monde doit monter à bord. Si on arrive à faire embarquer 70% des composantes de notre société qui s'engage, il y aura un tirage vers le haut et on amènera les autres à suivre.

Pour éviter l'inacceptable : **il y a des secteurs où il faut une rupture et faire table rase parce que ces secteurs sont bourrés de fautes.** Il y a d'autres secteurs où il faut continuer (là où des orientations ont été tracées, entamées). **Il faut laisser LA place aux jeunes. On ne peut plus essayer de trouver des solutions aux problèmes avec les solutions basées uniquement sur le passé. Il faut un changement de paradigme, non seulement dans l'opérationnel mais aussi dans le conceptuel. Nous devons réfléchir autrement. Il**

est très difficile de changer pour des personnes avec une grosse expérience de vie. C'est l'élève conducteur qui conduit l'auto-école et le moniteur n'intervient qu'en cas de gros problème. Il faut ici une rupture. Il faut changer la façon de réfléchir ! Des recettes anciennes ne marcheront pas, mais chaque génération s'accroche à ce qu'on connaît, mais on ne peut plus faire ça!

La Méditerranée : il est difficile de parler de quelque chose qui fait partie de moi-même. Je suis méditerranéen et ne peut être que méditerranéen. En dépit de tous les problèmes, il y a la possibilité de tourner les opportunités en faveur du développement de la région en réduisant les impacts négatifs des défis. Ce n'est pas un luxe ou un choix de décider de la direction à prendre au croisement : pas de marche-arrière, on peut continuer tout droit, ou passer à gauche ou à droite. Tout droit, il y a un mur. Le changement, c'est un MUST, pas un WISH qui doit s'inscrire à tous les niveaux, mais en particulier dans l'éducation qui est primordiale.

❖ Entretien 40

Caractéristiques du profil : monde académique, Sud, 40 - 60, femme

Q- Donc la première question, elle est vraiment sur les défis majeurs, les problèmes à 2050, mais les opportunités aussi à l'échelle de la Méditerranée, de manière vraiment très personnelle.

R- Je commence par les défis majeurs. Premièrement, les problèmes qui émanent du **changement climatique**. En Méditerranée, d'après IPCC, les tendances sont assez négatives, du point de vue de l'eau, des problèmes de désertification, d'augmentation de la température et de pollution. Parce que ce sont généralement **des pays qui n'ont pas une cible et une stratégie claire par rapport aux ODD et ne sont pas prêts pour ce qui va venir en 2030.**

Deuxièmement des pays qui n'ont pas été au rendez-vous dans leurs politiques macroéconomiques et politiques financières, en général ils sont **surendettés. Ils n'ont pas un espace fiscal qui leur permet de renforcer leur développement et de mettre en place un gilet de protection sociale.** Déjà, ces facteurs de vulnérabilité existent cependant, ils vont être multipliés et renforcés dans les années à venir.

Le 3e défi est politique. C'est généralement des pays qui n'ont pas vraiment réussi encore leur transition démocratique. Les soulèvements de 2010 ont eu des effets contradictoires à la bonne transition démocratique et n'ont fait que vulnérabiliser le tissu économique. Donc, **les instabilités politiques vont se multiplier aussi.**

L'autre défi, le social : l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, surtout après la crise sanitaire et la guerre en Ukraine. Ces pays n'ont pas des formes de résilience, en général ils se dirigent petit à petit vers des "failed State".

Le chômage est un vrai défi pour ces pays-là, sur ces populations jeunes. Pas de stratégie claire des gouvernements pour absorber cette main d'œuvre : les institutions étaient prêtes pour former des fonctionnaires publics des années 60-70, mais ne sont pas modernisées face aux défis de transition digitale. L'administration, les universités et les écoles ne se sont pas modernisées, le secteur public n'arrive plus à embaucher, avec des coûts énormes liés aussi à l'augmentation de la dette. Il faut vraiment rationaliser ce secteur public.

L'interaction entre tous ces défis est une sorte de bombe à retardement. Les pays se sont mis dans des situations très compliquées et en plus, les défis externes sont énormes : sanitaires, climatiques, la transition digitale, la guerre en Ukraine, **la dynamique de militarisation**, le positionnement de la Russie en Europe et dans les pays africains et méditerranéens. Ça crée un changement de paradigme majeur, une

certain fragmentation, des incertitudes énormes dans toute la Méditerranée et aussi l'Afrique. On est dans un scénario d'attente, qui génère de l'incertitude et des coûts.

En Méditerranée, **manque total de collaboration, d'intégration** : le processus de Barcelone n'a pas porté ses fruits, ni l'Union pour la Méditerranée. **L'Union européenne a privilégié des rapports bilatéraux qui n'ont pas eu de succès. Il faut changer de paradigme, vers un espace méditerranéen. Mais peut-on changer de paradigme quand on est dans un scénario de survie?**

Les opportunités viennent premièrement du digital - mais il faut être préparé pour le digital. **Les opportunités, ça ne vient pas du ciel. Elles se préparent . Les pays sont ancrés dans une philosophie d'inertie de la période néocoloniale.** Le rôle du secteur privé, des partenariats public-privé, pour créer le changement ? Je n'y crois pas, le clivage est énorme entre les acteurs, entre les syndicats, entre les parties privées et publiques, etc.. Manque de confiance totale, de concertation. Les opportunités pourraient venir d'une action collective de l'Union européenne avec d'autres acteurs: un compromis avec la Chine, avec l'Inde, et peut être avec la Turquie, et la Russie s'il y a un "peace deal", en ayant une philosophie et une vision pour la Méditerranée et l'Afrique.

La Méditerranée, c'est la porte vers l'Afrique. Si la Méditerranée n'est pas organisée, il y aura des déboires de tous les côtés face au défi de la migration. Si elle est bien gérée, ciblée, avec un objectif, elle peut être positive - ce n'est pas le cas pour l'instant. On doit réfléchir à une union élargie pour arriver éventuellement à créer un espace de stabilité, de prospérité. Il faut régler le problème Israël - Palestine, c'est essentiel. Les problématiques tant au Maghreb et encore plus au Machrek sont compliquées aujourd'hui.

Clairement, on a vu que l'Europe ne peut plus être dépendante des énergies fossiles et investit dans l'énergie renouvelable, l'hydrogène bleu et vert. Cela aura un impact sur les pays exportateurs d'énergies fossiles: Algérie, Libye. Donc ils doivent investir, sinon ils devront devoir payer les pénalités un jour ou un autre. Ça va avoir un impact sur leur chemin et la dynamique de développement.

Q- J'avais une question par rapport à ce que vous disiez tout à l'heure, vous parliez du défi politique, du fait de réussir la transition démocratique. Pour certains, la transition positive vers 2050 pouvait mieux se faire si on restait dans des régimes autoritaires ?

R- Il n'y a pas que la croissance économique, on veut parler de bien-être. Au-delà des "basic needs" (comptable : on doit créer de la valeur pour payer des dépenses), on a besoin de liberté d'expression, de créativité, d'un environnement sain, d'un minimum de service de santé. La liberté d'expression et les valeurs qui ont ancrées l'Union européenne, c'est une bataille de centaines, de plusieurs centaines d'années. Mais peut-être il faut mieux parler d'un régime ou un système politique qui est basé sur une philosophie un peu plus avancée : on peut être créatif dans le système politique, faire évoluer le système démocratique basé sur les partis politiques... Mais les systèmes autoritaires et militaires qui basent leur contrôle et leur leadership sur la force, à mon avis ça n'ira nulle part avec la digitalisation.

Mais il faut renforcer l'éducation politique, et continuer les échanges. **On est arrivé à l'Union européenne aujourd'hui parce qu'il y a eu une reconnaissance qu'on doit vivre en paix.**

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Le scénario le plus positif se base sur 4 concepts : la transparence, la responsabilité, l'inclusion et la durabilité. Tout en répondant d'une manière smart et digitale à la transition sanitaire et sécuritaire.

L'Ukraine va complètement changer la donne parce qu'il y a plus de fragmentation globale, de scénario de globalisation, mais un scénario de régionalisation, de blocs qui se font concurrence.

D'un point de vue politique étrangère, les États-Unis sont encore présents, différemment, sans envoyer des troupes. La Chine intervient à travers ces mécanismes opaques, peu de transparence et de responsabilité, avec leur propre agenda. L'Inde agit aussi, ils sont très forts en digitalisation, on va les voir. L'Europe manque de leadership car c'est une union de pays, pas une fédération. Ça peut évoluer : quand il y a eu la crise financière, je n'ai jamais pensé que la Banque centrale européenne irait vers la supervision des banques européennes. Aujourd'hui, on a une union bancaire, on va vers l'assurance de dépôt. On aura une union digitale, peut-être une union énergétique. Les pays vont-ils accepter ? **Le Brexit a touché tout ce concept d'union et d'intégration. Il faut développer des solutions créatives pour les pays qui ne veulent pas être dans l'Union et perdre leur souveraineté.**

❖ **Entretien 41**

Caractéristiques du profil : monde politique, Sud, homme, Sud,

Q- Pour vous, quels sont les principaux défis et opportunités pour la Méditerranée d'ici à 2050 ?

R- Les principaux défis

- Partie environnementale : question du **changement climatique**, question de la **pollution de la Méditerranée (la mer la plus polluée)**
- **Questions d'ordre géopolitique, et les questions sécuritaires**
- Tout ce qui est institutions, dimensions économique / sociale, question alimentaire / énergétique
- Et bien sûr la partie démographique, achèvement de la transition au Sud, déclin au Nord: complémentarités à gérer, en particulier la migration qui bien gérée peut atténuer le vieillissement au Nord et la pression sur le marché de l'emploi au Sud. Mais attention à la fuite des cerveaux
- Problème du conflit israélo-palestinien resté comme un abcès, et l'insécurité que ça crée.

Autre variable : **les interventions étrangères en Méditerranée de plus en plus importantes** : la Russie depuis la crise syrienne, la Turquie, en plus la Chine très présente en Afrique et de plus en plus sur la rive sud de la Méditerranée.

Printemps arabe : il n'y a pas un printemps.

C'est encore plus la dimension coopération, la politique de voisinage, la dimension économique. On a besoin d'un vrai partenariat. Pas comme au restaurant où tu prends ce que tu veux. L'Europe cherche uniquement la sécurité mais doit accepter un partenariat global. Il y a des complémentarités entre Nord et Sud. Là où le bât blesse, c'est l'absence d'intégration dans la partie sud.

Changement climatique : un scénario souhaitable est que l'objectif zéro carbone soit commun à tous les pays de la région, y compris au Sud. Des complémentarités dans le domaine énergétique, le Sud peut contribuer au déficit du Nord, en énergies fossiles mais surtout en énergies renouvelables. Ça n'a pas marché depuis des années, mais aujourd'hui avec le prix de l'énergie tout est rentable et c'est l'occasion de développer ces énergies renouvelables dans le Sud.

Côté alimentaire, les pays du Sud sont très dépendants en céréales. Il faut parler de **l'impact du changement climatique sur les systèmes agricoles et la question de l'eau, une question aujourd'hui vitale, particulièrement dans les pays du Sud.**

La dimension sécuritaire est liée aux trafics illicites de tous genres qui ont toujours existé mais ont été exacerbés par la crise libyenne, d'où cette situation chaotique et les menaces terroristes. Besoin d'une coopération étroite, tous les pays, pas seulement la France, devraient s'intéresser à ce qui se passe dans le Sahel. Le Sud doit maintenir sa neutralité. **À l'occasion de la question de la guerre en Ukraine, on constate l'accentuation de la compétition géopolitique. La Méditerranée est un enjeu et même un théâtre, même pour la compétition entre les États-Unis et la Chine.**

Ce qu'il faudrait éviter, c'est que le conflit en Ukraine n'amène l'Europe à ne consacrer tous ses efforts qu'à l'Est, au détriment de la Méditerranée.

Un sujet important est la question de la **délimitation des frontières maritimes en Méditerranée**. Ça existait entre pays (Libye / Turquie, maintenant Turquie / Grèce) mais ça devient plus important.

Problème de terrorisme avec le retour des combattants de Daesh, de la guerre civile en Lybie, de l'implication des puissances étrangères, la milice russe - tout cela accroît la déstabilisation et nécessite une action coordonnée focalisée sur des réponses structurelles et pas seulement sur les problèmes sécuritaires qui ont leurs racines dans des enjeux tels que le sous-développement ou le changement climatique. La sécurité est un problème mondial aujourd'hui, mais régionalement il faut une action coordonnée, qui traite de la sécurité mais aussi lutte contre la pauvreté, maîtrise du champ religieux, lutte contre la radicalisation par une approche multidimensionnelle.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Le développement, c'est une approche. Je fais un peu le lien avec la dimension économique. Pour moi, l'avenir de l'Europe, il est au Sud, au Sud de la Méditerranée.

Les points de croissance que l'Europe cherche depuis longtemps, ils sont là, au niveau du potentiel en termes de matières premières, en termes de développement, qui existe dans les pays du Sud. Mais ces complémentarités sont à mettre en oeuvre dans une approche partenariale, de coproduction, d'homogénéisation, mais avec des pays qui prennent en main leur destin, gardent leur souveraineté, pas au sens du nationalisme, mais en prenant en main son destin et en renforçant son autonomie stratégique dans les secteurs qu'il considère comme étant les secteurs vitaux. Sans ignorer les autres. Au contraire. Certains pays du Sud ont commencé à mettre en place des politiques publiques, en particulier avec une dimension africaine, qui tiennent compte des forts investissements qu'ils font en Afrique et qui donc ne peuvent se contenter de ne regarder que les éléments de la masse monétaire. Ces pays du Sud sont à la fois méditerranéens et africains, en intégrant d'autres spécificités (Amazigh, Hébraïque, etc.).

Changement climatique : le Nord s'engage pour la neutralité carbone à 2050, il faudrait que tous les pays du Sud adoptent cet objectif. C'était un grand projet de l'UpM à l'origine (dimension environnementale, dépollution de la Méditerranée, développement des énergies renouvelables). Cela ne s'est pas fait mais il n'y a pas d'autre structure qui fédère tous les pays du Sud, donc l'UpM pourrait jouer ce rôle, ou alors d'abord une coopération du style 5 +5 si on ne peut pas le faire à l'échelle des 21 pays. L'essentiel, c'est d'agir. De toute façon, la plupart des pays ont des engagements vis-à-vis de la communauté internationale, par exemple l'Accord de Paris. Ils présentent leurs communications une fois par an et re-précisent leurs engagements en matière de réduction de gaz à effet de serre. Le problème n'est pas la baisse des émissions, c'est l'adaptation au changement climatique. C'est un enjeu qui dépasse la capacité des pays du Sud en particulier, mais aussi des autres. Moi, je pense qu'en 2050 on doit tous être à la neutralité carbone, c'est vital. Pour y arriver, il faut s'occuper de la nature du partenariat. Même entre l'Union

européenne et l'Union africaine, ce partenariat a échoué. En particulier, parce que le Nord recherche, impose des partenariats individuels avec les pays du Sud, qui restent divisés. Que ce soit avec l'Afrique ou avec des pays, par exemple le Maroc, la Commission européenne a conclu des accords de coopération beaucoup plus globaux que le libre échange avec plusieurs espèces de coopération, etc., mais sans se demander si ça convient au pays ? **C'est cette approche verticale et pays par pays, qui a fait que ce partenariat n'a pas pu donner tous les résultats escomptés. Il faut un partenariat global** (et pas uniquement un partenariat technique) commençant par des visites de très haut niveau de part et d'autre, par un travail en commun, par des objectifs définis en commun, etc. **La dimension politique me paraît très importante.**

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Scénarios : il y a **un scénario tendanciel, un deuxième souhaitable raisonné, scénario de paix et de prospérité, une Méditerranée verte**, avec la neutralité carbone, des objectifs ambitieux de développement socio-économique etc., et **un 3e scénario qui est le scénario du pire, avec la fragmentation, l'insécurité qui devient générale, ça ne fonctionne pas entre le Nord et le Sud.** Le Sud cherche d'autres partenaires en développant les relations avec d'autres puissances étrangères comme la Chine et les autres, scénario de tension sur le plan géopolitique, agricole, avec peut-être un effondrement des systèmes agricoles à cause du changement climatique, particulièrement au Sud, avec les conséquences à la fois en terme de famine.

2- Réponses au questionnaire par des personnalités inscrite à la plateforme MED 2050

a) Réponses au questionnaire par des personnalités de l'Est de la Méditerranée

❖ Réponse 1

Les réponses aux questions de ce questionnaire ont été initialement formulées en anglais. Elles ont été traduites en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde académique, Est, > 60, homme

Q- En partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez depuis votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez à long terme (2050) ?

R- Problèmes - L'aquifère côtier se trouve sous la plaine côtière méditerranéenne d'Israël et du Territoire palestinien. L'aquifère est la SEULE source d'eau naturelle pour la population palestinienne de la bande de Gaza, caractérisée par une croissance démographique très rapide. Avec l'utilisation extrême de l'aquifère et le manque de sensibilisation à l'environnement, un processus d'épuisement s'est mis en place. Les Nations Unies, compte tenu de la situation désastreuse du manque d'eau potable et des conditions

sanitaires générales, ont déclaré que la bande de Gaza deviendrait inhabitable en 2020. Les infrastructures pour l'eau et l'assainissement sont obsolètes, ce qui aggrave encore les effets néfastes du pompage excessif et de la contamination des eaux usées qui l'accompagne. La population palestinienne connaît une pénurie constante d'eau, l'eau du robinet étant salée et polluée. Les pêcheurs de la bande de Gaza (soit plus de 4000 personnes) se plaignent des effets de cette catastrophe environnementale sur les perspectives et la qualité de la pêche. Ajoutez à cela que les fuites périodiques de tonnes de pétrole et l'incapacité de l'Autorité palestinienne, par manque de ressources appropriées, à faire face aux conséquences de ces fuites de pétrole, ont un impact négatif supplémentaire sur la vie humaine et marine.

Opportunités - Les défis environnementaux auxquels sont confrontés les pays et territoires de la Méditerranée appellent à l'adoption de politiques transfrontalières et à l'intégration de l'environnement dans des politiques qui dépassent les divisions et les différends politiques. **La pandémie de Covid-19 a mis en évidence le fait que les virus, tout comme l'environnement, ne connaissent pas de frontières.** De même, la menace qui pèse sur l'écosystème de pays tels qu'Israël, la bande de Gaza et le Liban, en raison du changement climatique, de l'épuisement des aquifères et des catastrophes causées par l'homme, nécessite des réponses et des politiques qui mettent l'accent sur les intérêts communs plutôt que sur les intérêts particuliers, afin de préserver l'écosystème et d'accorder l'attention nécessaire à la vie marine, à la santé et au bien-être des populations de la plaine côtière.

Q- Quelles sont les ruptures ou les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision souhaitable, ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Développements souhaitables - Politiques inter-nations développées de concert pour assurer la protection de l'environnement et la durabilité de la vie marine et de l'écosystème de la Méditerranée orientale. Résoudre les problèmes politiques découlant des revendications contradictoires des droits sur les découvertes de gaz en mer, Israël et le Liban en étant un parfait exemple. Sensibiliser les populations aux effets néfastes de l'absence de lois et de réglementations pour la protection de l'environnement et plaider pour que les États adoptent de telles lois et les fassent appliquer, indépendamment des divisions et des conflits politiques. S'efforcer de mettre fin aux conflits, à l'occupation israélienne des terres palestiniennes et à la guerre civile en Syrie, afin de créer un climat politique permettant d'attirer l'attention sur le changement climatique et environnemental. Fournir les budgets et les enveloppes financières nécessaires à la réhabilitation des installations d'assainissement, en particulier celles de la bande de Gaza qui ont été endommagées par les affrontements martiaux en cours. Intégrer l'environnement et les défis de la région méditerranéenne dans les programmes scolaires et universitaires.

Développements inacceptables - **Les pays qui négligent la protection de l'environnement au profit de gains financiers à court terme, comme la découverte de gaz en mer.** La poursuite des conflits et divisions politiques qui opposent les nations les unes aux autres et qui touchent également les politiques et les mesures visant à préserver et à garantir un écosystème équilibré. Les populations jeunes qui ne sont pas sensibilisées aux questions de protection de l'environnement et aux coûts que ces populations paieront en termes de santé et de sécurité maritime. Absence de prise de responsabilité à titre individuel, communautaire et national, quant à l'épuisement des ressources, l'utilisation excessive de plastique, le déversement d'eaux usées, de plastique et autres déchets dans la Méditerranée.

Q- Quelles sont les ruptures ou les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision souhaitable, ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- La transformation essentielle est de développer un cadre stratégique pour les pays de la Méditerranée orientale afin d'assurer la protection de l'environnement et de faire appliquer les lois et réglementations émanant d'un tel cadre commun. Penser de manière UNIE est la transformation essentielle nécessaire. Les perturbations attendues continuent de relever d'intérêts nationaux particuliers, par opposition au bien-être général de la Méditerranée, de ses populations et de son écosystème. Les conflits, le manque de ressources, la croissance démographique et la non-sensibilisation des groupes de population, en particulier les jeunes, aux coûts de la non-adoption d'un cadre politique pour le bien de l'environnement pourraient jouer le rôle d'autres facteurs perturbateurs qui rendraient la vision de la réhabilitation de la Méditerranée orientale et de la préservation d'un écosystème viable comme une tâche difficile, voire irréalisable.

❖ Réponse 2

Les réponses aux questions de ce questionnaire ont été initialement formulées en anglais. Elles ont été traduites en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Nord-Est, > 60, homme

Q- En partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez depuis votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez à long terme (2050) ?

R- Financement des infrastructures et incitation à l'investissement.

Q- Quelles sont les ruptures ou les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision souhaitable, ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- L'instabilité politique est la plupart du temps indésirable ; l'amélioration de la gouvernance est grandement souhaitable.

Q- Quelles sont les ruptures ou les transformations nécessaires pour progresser vers votre vision souhaitable, ou pour éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Réformes de la gouvernance, climat des affaires, investissements dans les infrastructures.

b) Réponses au questionnaire avec des personnalités du Nord de la Méditerranée

❖ Réponse 3

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Des risques élevés de nature humaine, environnementale et économique

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Souhaitable : accélérer la transition socio-écologique pour faire face à la crise systémique. Inacceptable: prolonger sous perfusion politico-financière "l'ancien monde"

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Le problème principal est celui du **mode de gouvernance actuel des Etats et des entreprises**. La plupart des Etats dans le monde (et notamment dans les pays méditerranéens) sont pilotés par une **collusion entre les dirigeants politiques et ceux de la sphère financière** (capitalisme de connivence). La majorité des entreprises sont régies par une gouvernance actionnariale, c'est-à-dire guidée par la **maximisation du profit des investisseurs**. Dans les 2 domaines, il faut passer à une gouvernance partenariale incluant l'ensemble des parties prenantes, dans un objectif de développement durable humaniste.

Q- Commentaire libre

R- Les ODD des Nations Unies ont le mérite d'exister et de résulter d'un consensus international de plus en plus médiatisé. Il s'agit cependant d'une mécanique complexe et lourde, pas toujours compréhensible de tous. Ces ODD pourraient être intégrés au sein d'un **concept plus simple** qui a le mérite d'indiquer clairement les interdépendances, une priorité globale, **le concept "Une seule santé"**, en mettant in fine l'accent sur la santé humaine qui est la condition première du bien-être et conditionne donc la "bonne vie".

❖ Réponse 4

Caractéristiques du profil : monde politique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Pollution, effondrement des écosystèmes et migration Sud-Nord

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Il est très souhaitable d'établir une solide **coopération entre l'UE, le Maghreb et l'Egypte**, et d'agir de manière forte pour renforcer **la démocratie en Turquie**. Cela nécessite de renforcer la conscience géopolitique commune de l'UE.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Aider l'Algérie à se sevrer du pétrole et du gaz, soutenir la lutte contre la crise climatique et la production alimentaire en Afrique du Nord.

❖ Réponse 5

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Recréer un lien historique entre la rive sud de l'Europe et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, en termes d'échanges culturels, économiques, commerciaux, académiques ... et de prise en compte des enjeux de la mer Méditerranée elle-même qui concerne tous ces pays tant par leurs littoraux qu'en ce qui concerne la pleine mer (qualité des eaux, populations aquatiques, flore marine, halieutique, etc.).

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Un repli sur soi dans un contexte de géopolitique mondiale qui génère des tensions centrifuges alors que cet ensemble géographique est structurellement solidaire au-delà des divergences politiques. Recréer de la solidarité face aux autres blocs mondiaux !

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Relancer les dispositifs multilatéraux comme le Plan Bleu, mais en y associant les autres institutions compétentes dans la zone, comme le CIHEAM pour les questions agricoles et alimentaires qui ne sont pas marginales en Méditerranée, ainsi que les événements liés à la guerre en Ukraine le rappellent violemment ... À l'image de ce qui se passe au niveau de l'UE confrontée à son exposition à l'Est, la mobiliser également sur ses marchés au Sud, tout autant facteurs de déstabilisation potentielle et terrain de rapports de forces entre puissances exogènes.

Q- Commentaire libre

Bref, pour moi l'enjeu est d'abord politique. Mais il est clair que c'est aux mondes académiques et aux mouvements sociaux de sonner l'alerte et de faire évoluer l'absence actuelle de lecture politique de la situation, se contentant de compromis à courts termes qui ne font rien d'autre que d'entretenir un feu qui couve ... Les systèmes alimentaires, la qualité de l'environnement terrestre et marin, sont d'abord des questions politiques, mais dont l'expression première doit venir des chercheurs et des citoyens (consommateurs, associations environnementalistes, organisations professionnelles de l'agriculture et de la pêche, etc.).

❖ Réponse 6

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- On retrouve un certain nombre de constantes en Méditerranée sur la rive nord et la rive sud qui sont autant de défis pour le futur :

- Une très **forte littoralisation de la population et des activités** avec comme corollaire une certaine désagrégation des sociétés et des cohésions locales, des difficultés de gouvernance sociale et environnementale et le relatif abandon des arrières pays ;
- De très **fortes inégalités de revenu et de statut social génératrices de tensions et de conflits aggravés par la très forte dépendance alimentaire en matière de céréales et autour de l'accès à l'eau** (dont l'appropriation est et sera toujours plus un enjeu majeur ;
- L'existence d'un certain nombre de **conflits sociaux, politiques ou militaires** plus ou moins chauds plus marqués dans le Sud (ex-Yougoslavie, Grèce-Turquie, Moyen-Orient, Libye, Algérie/Sahara/Maroc) ;
- Des **systèmes politiques plutôt autoritaires** sur la rive sud et déstabilisés après les printemps arabes et partout et avec une intensité plus ou moins forte des dispositifs de gouvernance marqués par la corruption et la défiance des citoyens à leur égard ;
- **Les migrations** (de la rive sud vers la rive nord, de l'Afrique de l'Ouest vers la rive sud)

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Ce qui serait inacceptable, c'est une **déflagration généralisée conséquence de l'exacerbation des enjeux et tensions décrits ci-dessus**. Une évolution tendancielle de la situation actuelle pourrait conduire à ce scénario malgré le constat que des avancées sont observées en matière d'adduction d'eau, d'électrification, d'infrastructure urbaine, de soutiens aux acteurs économiques, etc., peut être insuffisantes à l'échelle du bassin (à documenter). **Il serait donc souhaitable que le rôle du citoyen et de l'acteur local soit mieux pris en compte dans l'élaboration de l'action publique pour pouvoir résoudre la complexité des enjeux à relever.**

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Les ruptures et transformations nécessaires seront probablement difficiles à impulser et à généraliser à l'échelle du bassin, et l'élaboration d'un Plan Global pour la Méditerranée serait probablement vouée à l'échec tant les situations régionales et micro-locales sont différentes et complexes. Pour sortir d'une vision pessimiste largement dominante ou trop optimiste, la mise en **place de dispositifs d'appui aux initiatives et projets régionaux et locaux partout où une cohésion entre les acteurs est possible et permet de bonnes chances de succès**. C'est l'idée de l'organisation d'un soutien réfléchi et par petits pas

des initiatives porteuses ! **C'est l'appui à l'innovation locale. Il n'y aurait pas de modèle de transformation mais des processus à favoriser.**

Q- Commentaire libre

Réduire les perspectives d'évolution de la Méditerranée à une opposition entre ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable me paraît peu porteur de perspectives dans la mesure où les capacités d'adaptation et d'initiatives des populations humaines seraient peu prises en compte aux échelles locales (voire le paragraphe précédent).

❖ Réponse 7

Caractéristiques du profil : société civile, Nord, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- La zone méditerranéenne (mer et côte) représente pour l'Homme un espace qui recèle des ressources agricoles par ses terres fertiles, des ressources alimentaires marines, un accès aux échanges internationaux et enfin un milieu touristique attrayant par excellence.

Le bassin méditerranéen est d'une richesse exceptionnelle, sa végétation est riche de plus de 22.500 d'espèces de plantes vasculaires, soit quatre fois plus que celui du reste de l'Europe et dont 52 % ne se trouvent nulle part ailleurs dans le monde. Elle compte également près de 500 espèces d'oiseaux dont 25 sont endémiques ; plus de 220 espèces de mammifères terrestres, dont 25 sont endémiques (11 %) ; plus de 225 espèces de reptiles, près de 80 (34 %) sont endémiques. La mer Méditerranée recèle également une riche biodiversité marine abritant près de 7 % des espèces mondiales de poissons marins (selon Bianchi et Morri 2000). On y dénombre environ 600 espèces de poissons marins dont 400 en Méditerranée orientale.

Cette région du monde, berceau de la civilisation universelle, compte 24 pays peuplés par plus de 300 millions d'habitants. Elle comporte cinq régions climatiques et inclut 5 000 îles. La Méditerranée compte 46 000 km de côtes, de nombreuses grandes villes occupées à près de 19 % par des complexes touristiques, de ports d'importance internationale, des réseaux routiers et des infrastructures connexes.

La Méditerranée est un bien commun et un espace de partage et de vivre ensemble sauf qu'il se trouve qu'aujourd'hui, elle est menacée et en danger par la pollution et les changements climatiques. Les pays méditerranéens devraient prendre conscience de la nécessité de mettre en place des stratégies de préservation de l'environnement en général, et de la méditerranée avec son littoral en particulier.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- La méditerranée est en danger mais elle présente beaucoup d'opportunités :

1. Un patrimoine naturel et culturel inestimable :
 - Côtes sédimentaires et leurs écosystèmes

- 100 sites historiques littoraux en Méditerranée
 - Haut lieux de la biodiversité terrestre et marine.
2. Des évolutions non durables :
- L'urbanisation effrénée
 - L'artificialisation des espaces littoraux
 - Évolution importante du nombre des villes littorales de plus de 10 000 habitants
 - La pollution des zones côtières (+100 sites)
 - La dégradation de l'habitat et la perte de la biodiversité
 - Une insuffisance de la protection du patrimoine naturel (sites de surexploitation d'eau souterraine et intrusions salines)
 - La dégradation des stocks halieutiques
3. Des menaces nouvelles : les changements climatiques

La dégradation de notre bien commun, la Méditerranée, représente une vraie menace pour la faune et la flore et surtout pour l'espèce humaine. C'est pour cette raison qu'il faut agir dès maintenant pour la sauvegarde notre Méditerranée et par voie de conséquence l'avenir des générations futures (2030/2050). Pour cela, 4 mots d'ordre :

1. Se mobiliser : Pour notre Méditerranée afin de sauvegarder notre patrimoine naturel et culturel
2. Analyser : et mieux connaître cette tendance lourde à savoir la littoralisation
3. Infléchir : et préserver notre espace commun de ces évolutions non durables
4. **Être solidaire et faire face à ces nouvelles menaces.**

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Les dangers qui guettent la Méditerranée particulièrement les menaces nouvelles à savoir : les dérèglements climatiques sont en train de compromettre toute perspective, ils ne pardonnent :

- **Ni l'inaction**
- **Ni le report de l'action**

Nous sommes convaincus que la Méditerranée peut être l'espace privilégié d'une démocratie fondée sur la reconnaissance de tous les acteurs, dans le respect de leur diversité, de leur origine et dans la mise en commun de leurs ressources et compétences pour œuvrer à la construction d'un projet collectif, solidaire, refusant toutes formes d'exclusion **dans un cadre économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement responsable.**

❖ Réponse 8

Caractéristiques du profil : monde académique, Nord, 40 - 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- La dégradation et la raréfaction des ressources halieutiques et de systèmes marins (dus notamment aux changements climatiques) et la sur-exploitation côtière vont exacerber les tensions entre les pays riverains, pouvant aboutir à des crises voire conflits majeurs entre les deux bords de la Méditerranée.

Par ailleurs, **l'incapacité de la communauté internationale à respecter l'Accord de Paris conduira inéluctablement à des points de rupture climatique et les impacts seront plus marqués sur le continent africain.** Plus particulièrement dans la bande sahélo-saharienne, ces impacts conjugués aux tensions géopolitiques régionales (essor du terrorisme) à la suite du désengagement de la France dans la région peuvent aussi générer des **flux migratoires non maîtrisables par les pays riverains avec une extension de la crise sur le continent européen.**

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- A moins de réussir à relever le défi climatique et environnemental dans les trois ans à venir, l'aide économique et le **soutien politique doivent être renforcés en Afrique ainsi que l'éducation de façon générale et plus particulièrement celle des filles et jeunes femmes. Des transferts technologiques et de connaissance doivent aussi être privilégiés pour faire du continent africain le premier au monde à entrer dans la transition énergétique sans passer par la case nucléaire, ni énergies fossiles.** L'influence économique et militaire grandissante de la Chine dans la région doit également être intégrée dans la réflexion stratégique de la France et de l'UE afin d'identifier des pistes de coopération et de fixer les lignes rouges.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Malheureusement, la longue histoire de l'évolution de nos civilisations montre que l'humanité n'avance que quand elle est au pied du mur, lorsqu'elle doit faire face à des ruptures politiques, économiques, culturelles et sanitaires majeures. Il faut hélas s'attendre à faire face à cela et les crises actuelles (sanitaire, guerre en Ukraine) ne sont que les prémices d'un monde nouveau.

Un espoir réside cependant dans les nouvelles générations qui commencent à comprendre et à apprendre des erreurs de leurs aînés. Elles pourront soulever une véritable prise de conscience, non pas pour éviter le pire, mais pour le gérer en évitant les erreurs du passé, tant sur le fond que sur la forme.

❖ Réponse 9

Monde scientifique, Nord, > 60, Femme ; Scientist, North, > 60, Female

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Région très affectée par le changement climatique, montée de la mer, recul du trait de côte et l'immersion de grandes zones côtières, urgence de planification, recul des constructions, au niveau régional, national et local. Il est important aussi de gérer correctement la mer dans son ensemble et les fonds marins pour préserver les migrations des mammifères marins et assurer la présence des rorquals, cachalots, et dauphins en préservant leur habitats et les grandes voies qu'ils empruntent (attention à l'acidification, à la pêche démesurée, aux chocs avec les bateaux, spécialement les bateaux de croisière et de loisir, etc.), les microplastiques et autres débris. Opportunités (qui deviennent nécessaires et urgentes) de revoir le fonctionnement, la gouvernance et la participation des pêcheurs pour réduire l'effort de pêche et garantir le renouvellement des espèces, réduire avec la participation des acteurs portuaires et des grands ensembles côtiers, la fréquentation des premiers miles marins (scooter des mers, transition énergétique, etc.). Développer en co-gestion les aires marines protégées et les aires à protéger hors des limites des Etats. **Récupérer l'idée des communs : la mer est un poumon de notre biosphère. Elle est nécessaire à notre vie.**

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Je suis très critique sur la gestion actuelle de la Méditerranée, basée sur le libéralisme à outrance. **La mer est un bien gratuit : il y a de trop nombreuses expériences de "sea grabbing". Les macro projets d'ingénieurs que j'ai vu passer pour "solutionner" la montée de la mer Méditerranée dans son ensemble (exemple : barrage pour contrôler les poussées de l'Atlantique en Méditerranée) sont inacceptables. D'autres mesures comme celles de laisser faire les flux naturels et s'adapter à cette mouvance me semble raisonnable. Les littoraux sont des espaces de transformation constante. Laissons le littoral respirer. Agissons pour aider la nature (exemple : protection des posidonies, des espaces dunaires et de marais, etc.). Je suis très critique sur la croissance bleue. Pourquoi une croissance sans fin, dans une région Méditerranée blessée par tant de conflits ouverts (Liban, Lybie, frange de Gaza, etc.) ou sous-jacents (terrorisme) qui peuvent exploser à n'importe quel moment. Une mer qui est vue par beaucoup comme un cimetière marin. Les migrations et leurs victimes. Nous en avons un exemple terrible avec l'Ukraine et la mer Noire. La mer Méditerranée, ne faisons pas l'autruche, entretient des flux importants avec la mer Noire (eau, écosystèmes, espèces sauvages, espèces invasives, migration, commerce, etc.).**

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Il faut cesser de considérer les réserves de pétrole ou de gaz et repenser tout sous l'angle de diverses transitions nécessaires (énergétique, mais aussi voir avec réalisme et visions de futur le problème de l'eau, crucial dans la géopolitique méditerranéenne), **sortir du cercle éco et égocentrique de nos besoins de consommation, et penser à des échanges commerciaux, sociaux, culturels sous un nouvel angle. Il nous faudra probablement créer en co-participation et dialogue vrai une nouvelle culture de soutien mutuel,**

dans une conscience régionale, sans frontières, ou nous sommes tous Méditerranéens, où nous considérons la Méditerranée comme notre berceau et notre biosphère. C'est mon rêve, mais heureusement, les utopies se réalisent parfois !

Q- Commentaire libre

Je pense que seule une vision consciente, loin des politiques et des intérêts personnels et de clans, de classes, etc., peut nous faire revenir à ce que nous sommes. Des êtres qui doivent vivre et travailler ensemble pour notre mer commune, notre biosphère dont dépend notre vie à tous. Le changement climatique évident et rapide permettra-t-il d'arriver à cet objectif ?

c) Entretiens par des personnalités du Sud de la Méditerranée

❖ Réponse 10

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Sud, 40 - 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Étant un chercheur en aquaculture et chef de département des études prospectives et expertises, ainsi que ma position de citoyen algérien, je pense que les principaux problèmes rencontrés sont liés à l'harmonisation des objectifs de développement et de leurs outils et cela de part et d'autre de la Méditerranée. En effet, **un développement durable de la Méditerranée à l'horizon 2050 ne peut se faire d'une manière optimale sans que les différents modes de gouvernance ne soient sur la même longueur d'onde**, et cela sur tous les aspects d'intérêt général (recherche, développement, politique, distribution équitable des richesses, pacification de la région, lutte contre les inégalités, mise à niveau, coopération....etc). Nouer des alliances avec des partenaires ayant les mêmes objectifs sociétaux constitue une opportunité majeur pour notre belle région méditerranéenne

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Je pense que le mot clé à retenir pour les options inacceptables **est d'approfondir l'écart de développement entre les différents pays de la région**, qui peut aboutir à moyen et long terme à déstabiliser d'une façon chronique notre région (démographie, pauvreté, immigration clandestine, etc.).

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Les ruptures nécessaires sont d'accentuer et d'intensifier la collaboration entre les parties et de faire converger des objectifs sociétaux et économiques communs pour notre région.

Q- Commentaire libre

R- Collaboration + équitabilité + objectifs communs = durabilité concertée

❖ Réponse 11

Caractéristiques du profil : monde académique, Sud, 40 - 60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Parmi les problématiques, on peut citer l'accentuation du phénomène **d'urbanisation, du peuplement et des activités sur le littoral** donnant lieux notamment à **l'érosion de la biodiversité** qui génère des conséquences sur la disponibilité des **ressources alimentaires** impactées déjà par les changements climatiques. Pour les opportunités, notant la nécessité aujourd'hui de tracer une stratégie à long terme vu l'accentuation des changements observés dans tous les domaines liés à l'atteinte à l'environnement. Il y a lieu de mettre l'accent sur les impacts environnementaux et monétaires, c'est-à-dire économiques, liés à la protection de l'environnement.

Q Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Ma vision est qu'il existe des mécanismes efficaces permettant aux pays méditerranéens, en particulier aux pays du Sud, d'atteindre des objectifs fixés.

Q Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Une **bonne gouvernance, la mobilisation de financements** ainsi que **l'éducation et la sensibilisation environnementales** sont nécessaires à renforcer pour une transformation. Un accompagnement des pays (à fédérer) pour un même objectif devra faire l'objet d'un plan d'actions à long terme, basé sur l'usage des mêmes instruments à l'échelle méditerranéenne.

❖ Réponse 12

Caractéristiques du profil : monde académique, Sud, 40 - 60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Principaux problèmes : aggravation des phénomènes de la **surexploitation des ressources halieutiques et de la pollution**, l'**impact négatif des changements climatiques** et l'**augmentation de la température sur la vie maritime**, l'**activité de dessalement de l'eau de mer** à cause du stress hydrique qui s'accroît notamment dans la rive sud, l'**aquaculture** et son impact sur la biodiversité.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- La **gestion segmentée** sans considérer l'importance d'une **gestion commune** de cet espace qui constitue un vase communicant.

Q Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Une gouvernance basée sur le partage d'une vision commune pour relever les défis et surtout des projets et programmes de coopération notamment entre les 2 rives nord et sud pour sa concrétisation. Favoriser l'adoption des nouvelles technologies pour un développement durable.

❖ Réponse 13

Caractéristiques du profil : monde scientifique, Sud, 40 - 60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Limiter la pollution subie par la mer, bien maîtriser l'érosion des plages et l'occupation illicite des domaines publics maritimes, contrôler les épaves, promouvoir les activités économiques en mer tout en limitant les dégradations.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Les rejets polluants et les immersions non contrôlées en mer

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Les émissaires sanitaires

Q- Commentaire libre

R- Par besoin, on devra utiliser les richesses en mer, toutefois il faut veiller à la durabilité du milieu marin.

❖ Réponse 14

Les réponses aux questions de ce questionnaire ont été initialement formulées en anglais. Elles ont été traduites en français lors de la rédaction du présent rapport. Pour consulter la version originale, voir la version anglaise de ce rapport.

Caractéristiques du profil : monde académique, Sud, 40 - 60, femme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Les défis à relever sont l'absence de gestion et le manque d'institutions efficaces pour répondre aux questions environnementales, l'absence de mesures nécessaires pour surmonter les problèmes environnementaux tels que la pollution et le changement climatique, et le manque d'outils pour collecter et gérer les données et les informations.

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Ma vision est l'instauration de mécanismes efficaces qui permettent aux pays méditerranéens, en particulier les pays du Sud, d'atteindre les objectifs.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Il devrait y avoir des institutions dans tous les pays **qui travaillent en coordination et en harmonie pour traiter l'inacceptable sur le long terme.**

d) Réponses d'une personnalité de l'Europe du Nord

❖ Réponse 15

Caractéristiques du profil : monde académique, Nord-Ouest, > 60, homme

Q- Partant de la situation de la Méditerranée telle que vous la percevez de votre pays, votre cadre de vie et de travail, quels sont les défis majeurs (problèmes et opportunités) que vous percevez pour le long terme (horizon 2050) ?

R- Nombreux : sécheresse et événements climatiques extrêmes, démographie (même si les taux de reproduction diminuent rapidement), chômage, formations inadéquates (par exemple : nécessité de multiplier les formations à la digitalisation).

Q- Quelles visions avez-vous de ce qui serait souhaitable ou au contraire inacceptable, dans les évolutions possibles de cette région dans les décennies futures ?

R- Il sera inacceptable de créer des ghettos - gentrification de certains sites - pour touristes fortunés. Il faudra plutôt penser à un tourisme de proximité, plus inclusif. Il faudra aller vers un smart tourisme dans des smart cities.

Q- Quelles sont les ruptures ou transformations nécessaires pour aller vers votre vision souhaitable, ou éviter ce que vous considérez comme inacceptable à long terme ?

R- Certes la transition énergétique, mais surtout éduquer à une autre vision du monde. Sinon, nous irons vers des ruptures sociales intenses. Comme je l'ai souvent dit, **avant la catastrophe climatique, nous aurons un chaos social qui pourrait nous conduire à des guerres fatales pour notre environnement.**